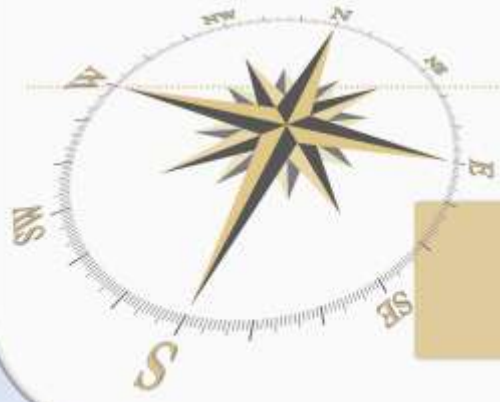
Fnogec
Fédération Nationale des Organismes de Gestion des établissements de l'Enseignement Catholique

# RAPPORT ECONOMIQUE ET SOCIAL



EXERCICE 2009/2010
07/10/2011

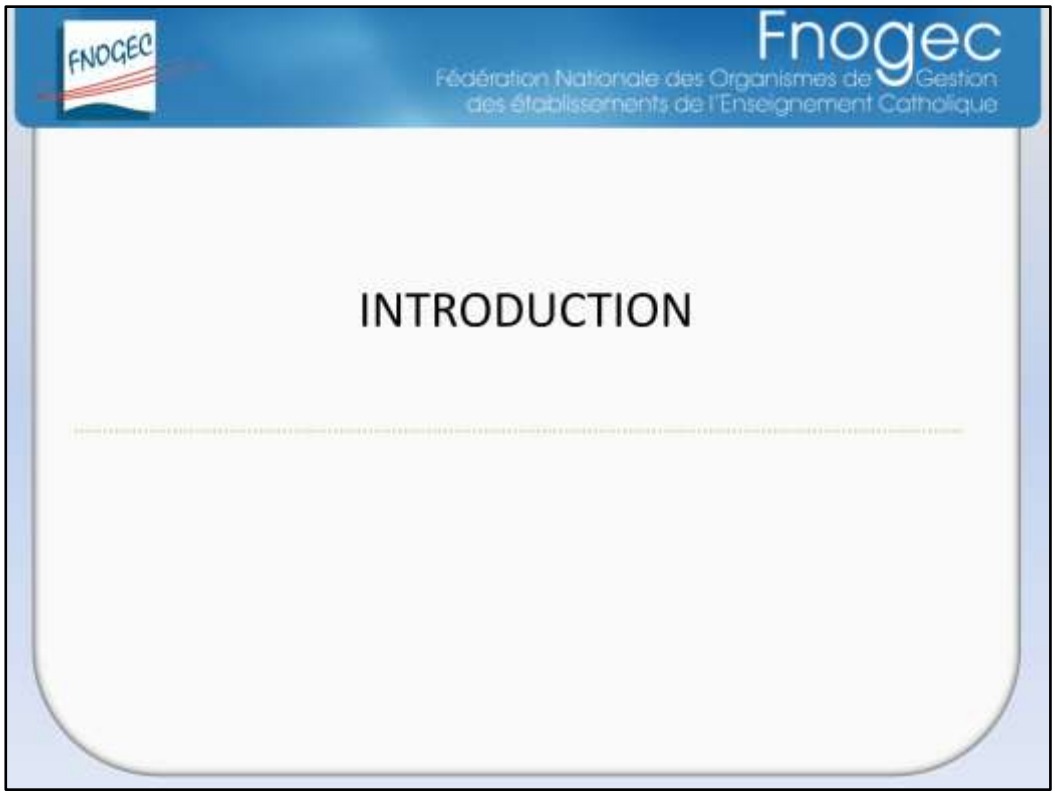
# Sommaire

INTRODUCTION

CONTEXTE DU SECTEUR

I. RICHESSES HUMAINES
II. DONNEES MACRO-ECONOMIQUES
III. SCANNER ECONOMIQUE (RESSOURCES ET COUTS)
IV. L'IMMOBILIER

CONCLUSION


FNOGEC
Fnogec
Fédération Nationale des Organismes de Gestion
des établissements de l'Enseignement Catholique
INTRODUCTION

# L'observatoire INDICES

L'observatoire économique national « Indices », mis en place depuis sept ans, est un outil d'analyse et de gestion qui permet de restituer une *image fidèle* de la situation économique et financière des établissements *au plan national mais également régional et diocésain* (hors enseignement agricole).

Les objectifs du projet « Indices » sont, tout en respectant l'indépendance et l'autonomie des établissements de :
- diffuser des indicateurs économiques de référence pour les établissements de l'Enseignement catholique et leurs organismes de gestion (OGEC)
- permettre aux établissements de se situer par rapport à ces indicateurs et dans leur territoire ;
- donner à l'Institution la possibilité d'avoir une bonne connaissance de la santé économique de ceux-ci.

# Population de l'étude

- Source des données : observatoire économique Indices
- Dernier exercice analysé 2009/2010
- La collecte totale **2009/2010** porte sur **2700 OGEC** sur 5200.
- La collecte de l'exercice 2008/2009 représentait 2300 OGEC. L'amélioration de celle-ci est donc de 17%.

# Population de l'étude

- **Méthode d'échantillonnage :**
  - représentativité nationale et par taille d'établissement
  - Suppression des valeurs aberrantes :
    - Ratio personnel < 25% et >75%
    - Actif immobilisé net > 90%
    - Effectifs manquants
    - FDR < -100%
    - CAF courante <-30% et > 30%
    - Repas déclarés et pas de produits de restauration
- **2072 OGEC sélectionnés**
- La projection macro-économique a été réalisée en fonction des montants moyens par élève et des effectifs réels constatés




La carte ci-dessus présente le nombre d'OGEC retenus dans l'échantillon des données comptables par régions.



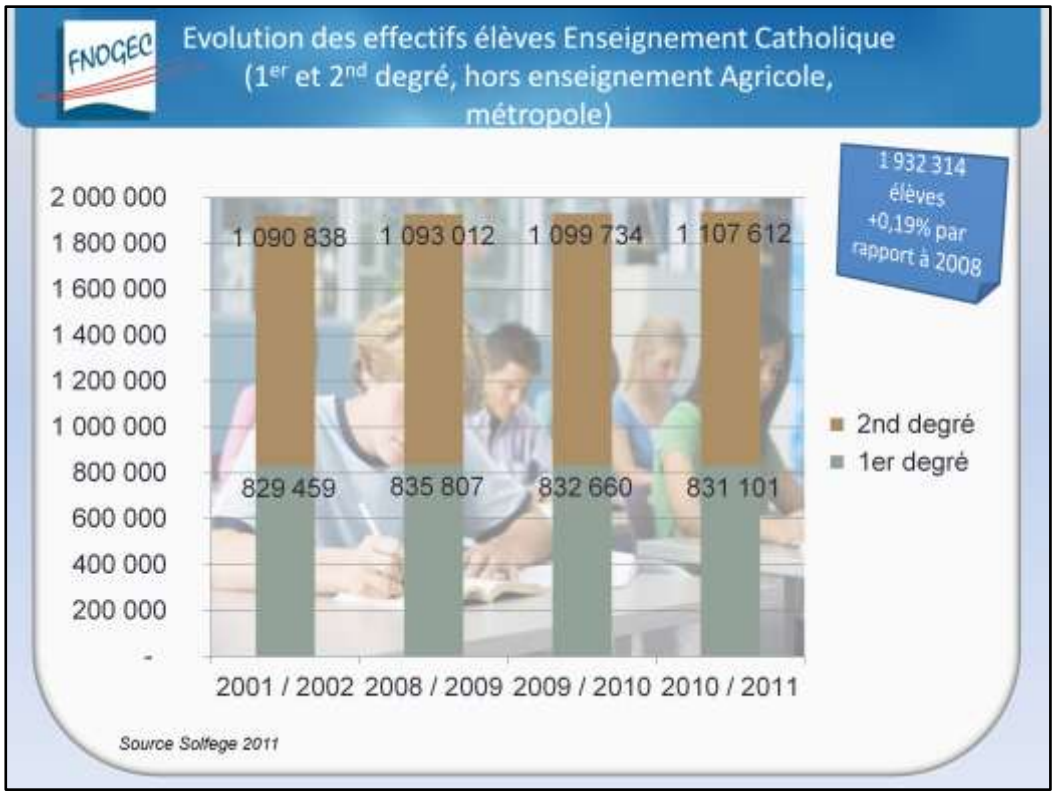

Afin de pallier la relative faiblesse de la collecte, la collecte des données 2010/2011 se fera dans des conditions nouvelles avec une refonte des masques de saisie et intégration dans le module INDICES des données extra – comptables.

# Déclinaisons du rapport

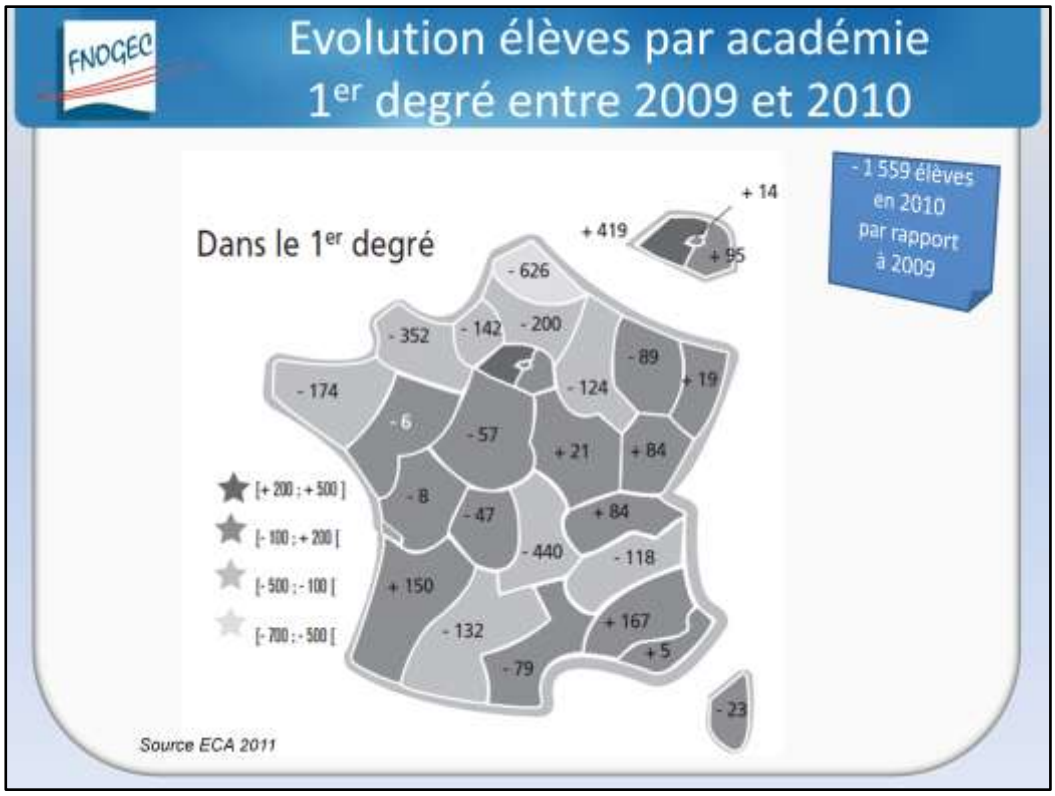
- Pour la première fois sur cet exercice, le rapport national sera décliné en rapports territoriaux.
- L'objectif de la FNOGEC est de faire entrer une dizaine de territoires dans le processus car:
  - Les rapports territoriaux manquent au rapport national: les analyses territoriales, reflets de contextes et situations très typés, permettront d'enrichir l'analyse économique générale de la branche Enseignement catholique
  - Le rapport national ne peut rendre compte des particularismes locaux
  - Les dirigeants territoriaux, pour décider, ont besoin d'un diagnostic au plus près de leurs réalités locales: le rapport national ne peut que les sensibiliser, le rapport local ou territorial constituera une analyse de leur propre réalité , un  préalable indispensable à l'action.


FNOGEC
Fnogec
Fédération Nationale des Organismes de Gestion
des établissements de l'Enseignement Catholique
CONTEXTE DU SECTEUR

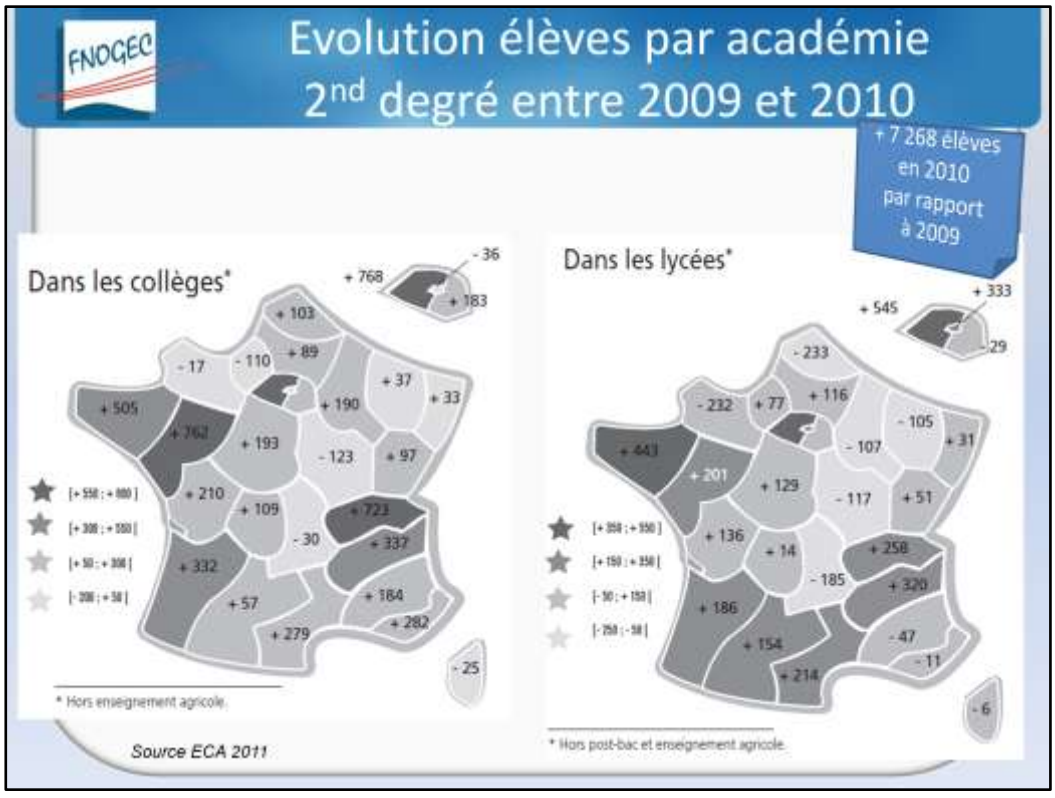

FNOGEC
Les chiffres clefs de l'Enseignement Catholique 2010 - 2011
2 022 180 élèves
(Métropole + Dom-Tom*)
Métropole : 1 938 713
Dom-Tom* : 33 474
PRIMAIRE :
831 101 élèves (Métropole)
18 480 élèves (Dom-Tom*)
SECONDAIRE :
1 107 612 élèves (Métropole)
14 994 élèves (Dom-Tom*)
Enseignement agricole :
49 993 élèves (source : Cnear)
*Hors Polynésie française et Nouvelle-Calédonie
En 2010-2011 2 022 180 élèves 136 928 enseignants 80 638 personnels administratifs et de service 4 838 écoles 1 587 collèges 757 lycées formations générales 481 lycées techniques 540 lycées professionnels 417 lycées post-bac 195 lycées agricoles
Source ECA 2011




Les effectifs objets de l'étude sont ceux de l'année scolaire 2009-2010. On constate une légère augmentation globale malgré une baisse des effectifs en premier degré de 3000 élèves (-0,4%) compensée par une hausse des effectifs second degré de 6000 élèves (+0,6%).



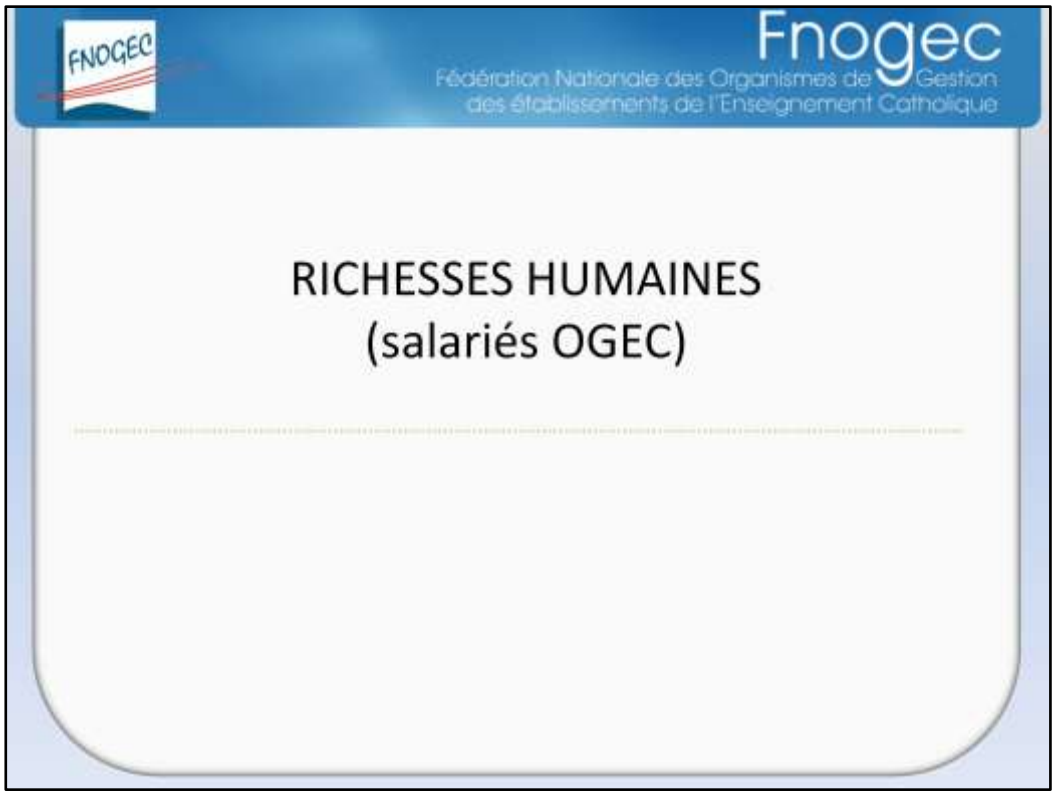

On constate des variations très contrastées entre les territoires. 10 académies sur 26 connaissent une hausse des effectifs.

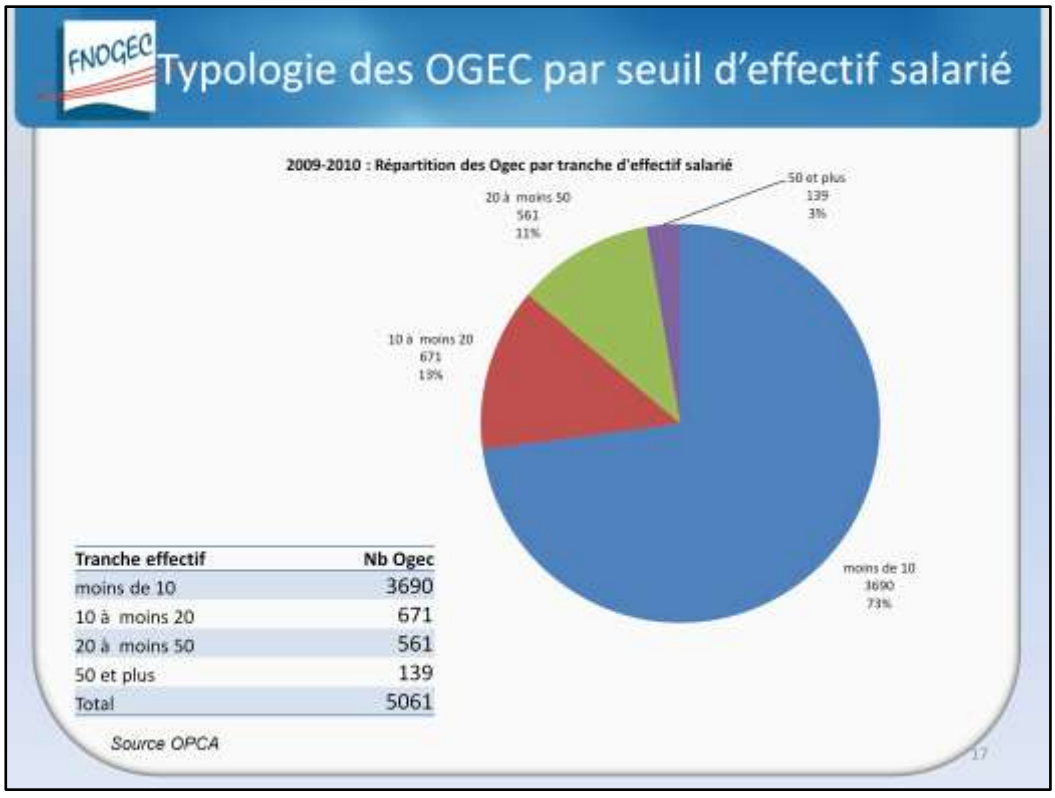



En collège : 20 académies sur 26 en hausse
En lycée : 16 académies sur 26 en hausse.

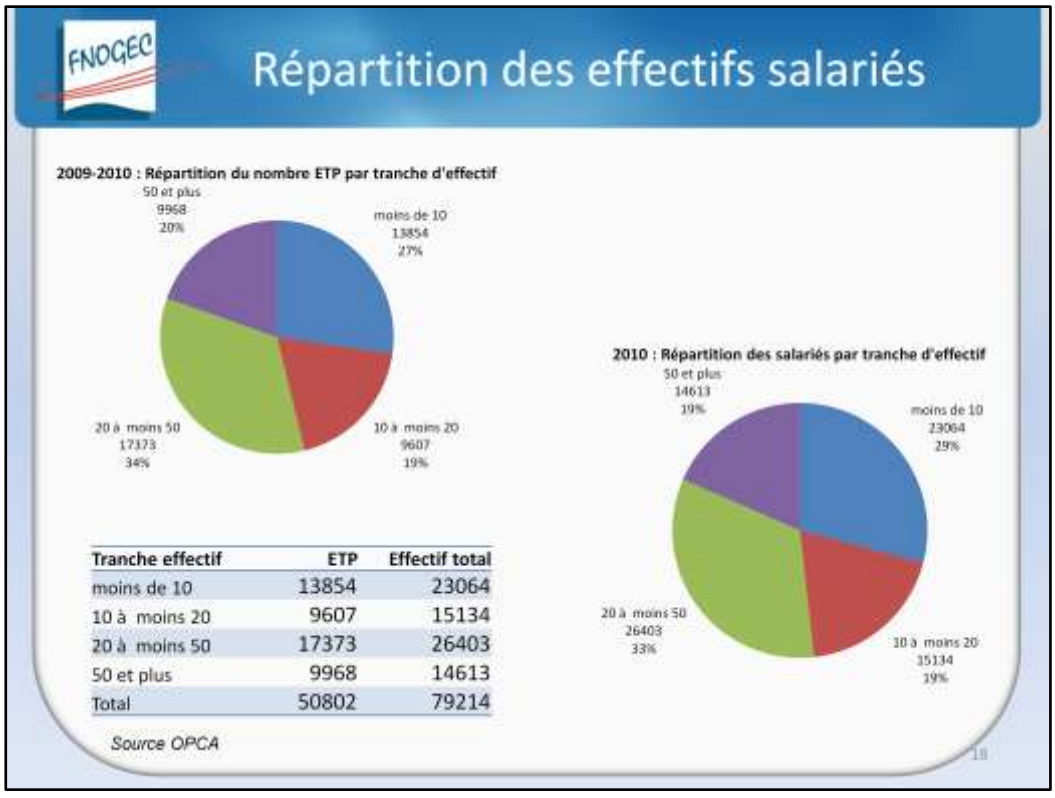
## Contexte Enseignement Catholique 2009/20110

- Effectifs élèves: globalement, une légère progression globale malgré une perte de 3000 élèves dans le 1er degré compensée par une augmentation de 6000 élèves dans le 2nd degré ;
- Moyens d'enseignement: des perspectives connues : une réduction des moyens, un redéploiement rapide et subi de notre offre pédagogique ;
- Organisation pédagogique: une restructuration des lycées professionnels, la mise en place de la réforme en lycée d'enseignement général


FNOGEC
Fnogec
Fédération Nationale des Organismes de Gestion
des établissements de l'Enseignement Catholique
RICHESSES HUMAINES
(salariés OGEC)

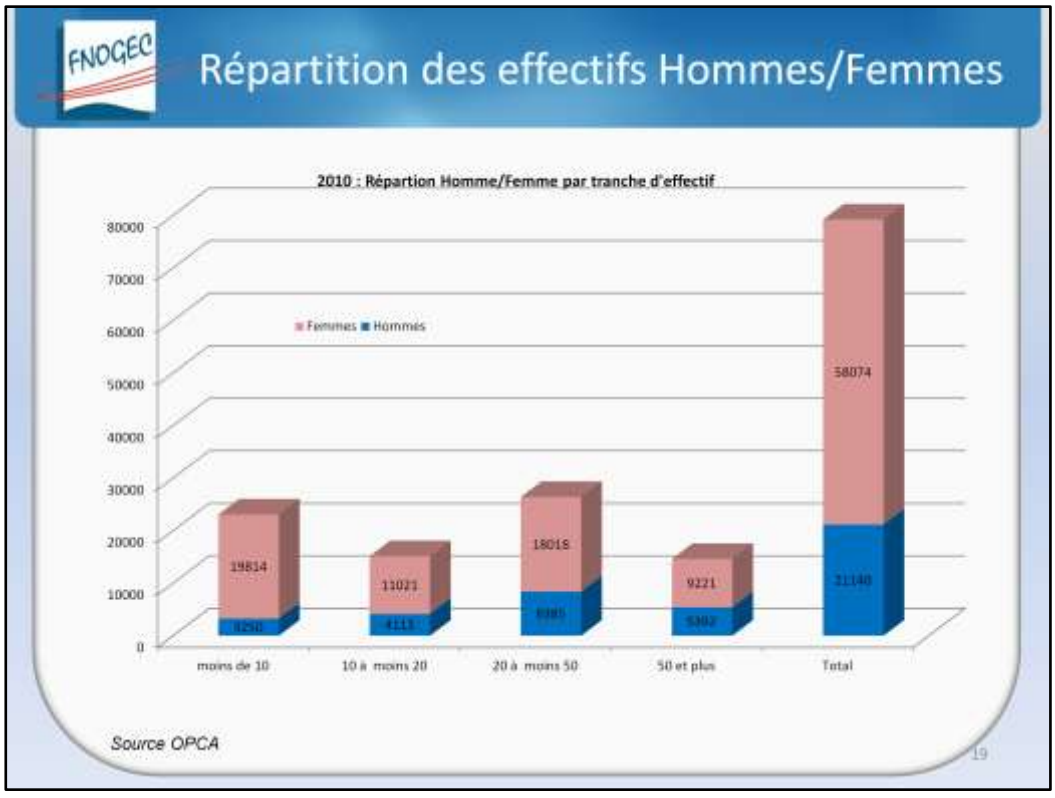



L'enseignement catholique demeure largement constitué d'un réseau de petites et moyennes structures. Les ¾ des OGEC (73%) emploient moins de 10 salariés, seuls 3% en emploient plus de 50, soit une répartition en poids relatif identique à l'exercice précédent.

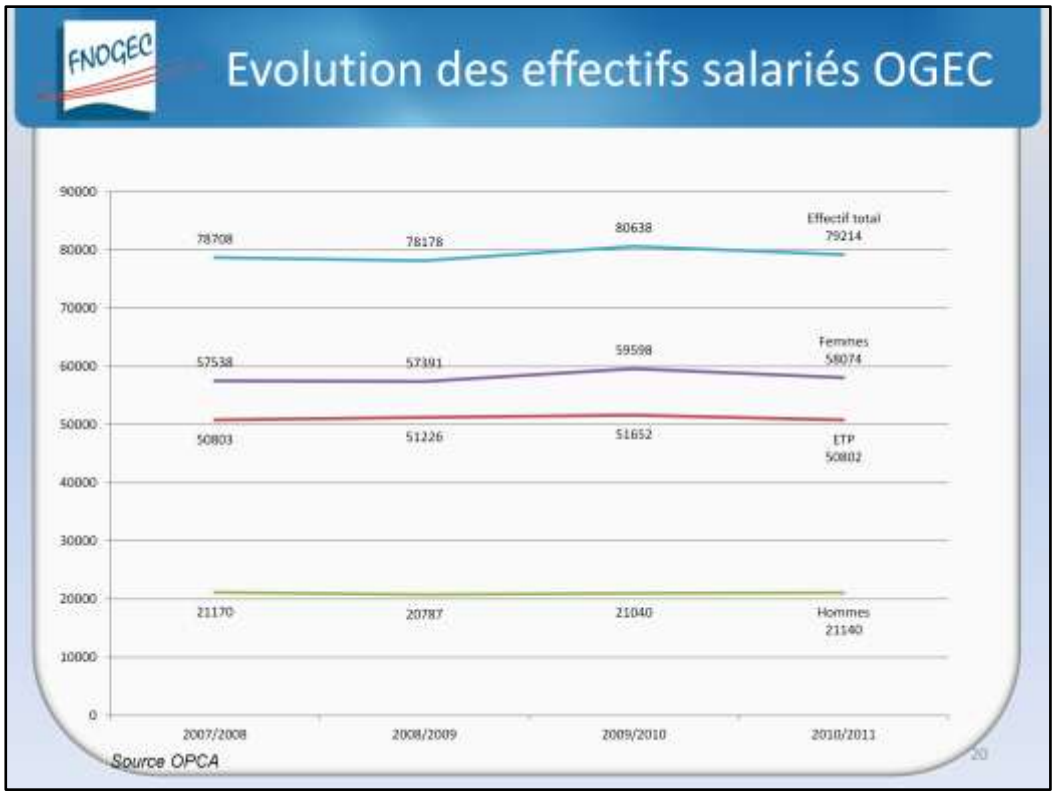



| Tranche effectif | ETP | Effectif total |
|---|---|---|
| moins de 10 | 13854 | 23064 |
| 10 à moins 20 | 9607 | 15134 |
| 20 à moins 50 | 17373 | 26403 |
| 50 et plus | 9968 | 14613 |
| Total | 50802 | 79214 |

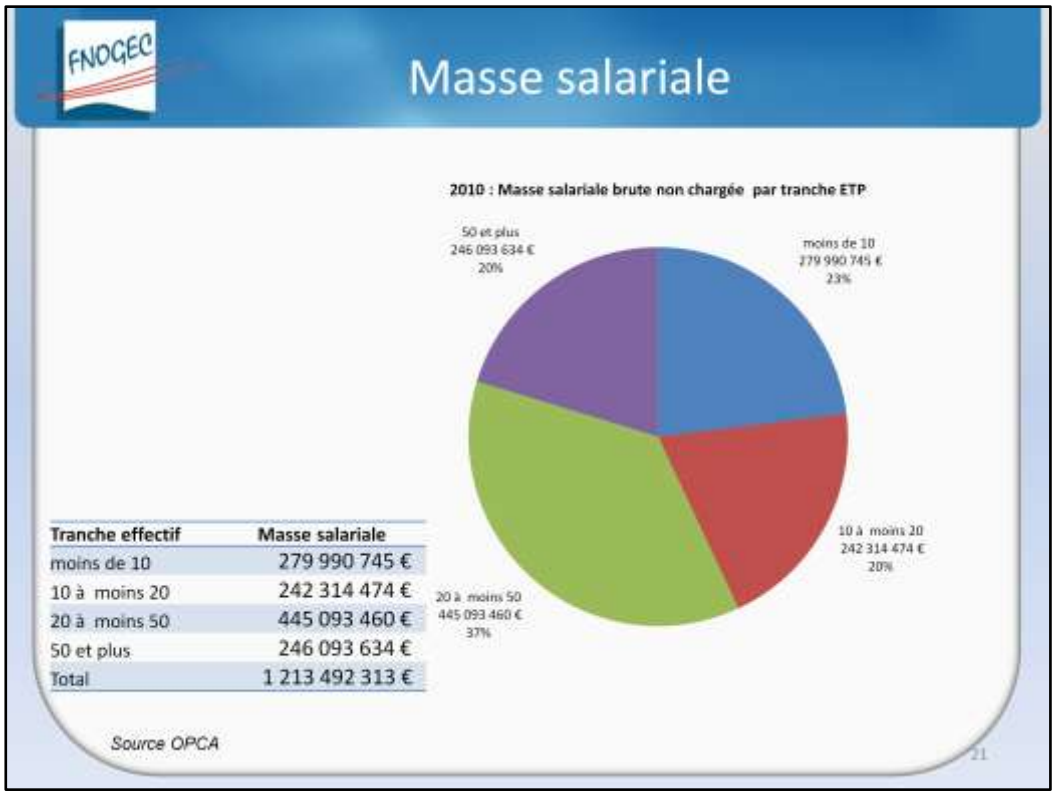
D'après la diapositive précédente, 14% des OGEC emploient plus de 20 salariés.
Ceux-ci emploient 52% des salariés des OGEC de l'enseignement catholique.
A contrario, 86% des OGEC (moins de 20 salariés) salarient 48% des effectifs.
Les structures à moins de 10 salariés salarient en moyenne 6 personnes, soit 4 ETP, soit une structure comparable à celle de l'an dernier.
Les structures à plus de 50 salariés salarient en moyenne 105 personnes, soit 72 équivalents temps plein (pas d'évolution significative non plus).




La forte proportion de personnel féminin dans les petites structures peut s'expliquer par le poids des personnels de services et aides maternelles dans les écoles du premier degré, le poids des personnels et cadres masculins augmentant avec la taille des groupes scolaires.

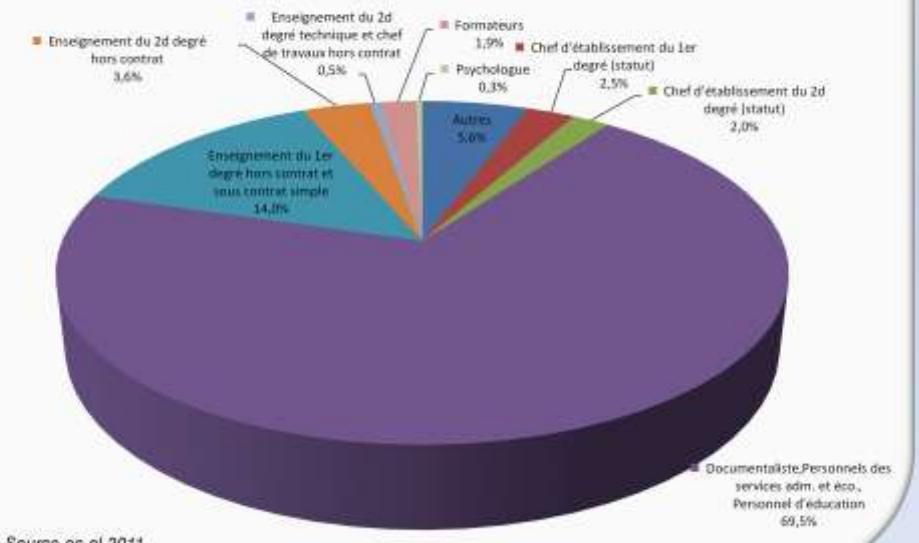



La baisse des effectifs salariés OGEC  ne se fait sentir que sur 2010/2011. L'année 2009/2010 marque encore une légère progression du nombre de salariés (+3,1%). L'impact est moindre en ce qui concerne l'évolution du nombre d'ETP (+0,8%).

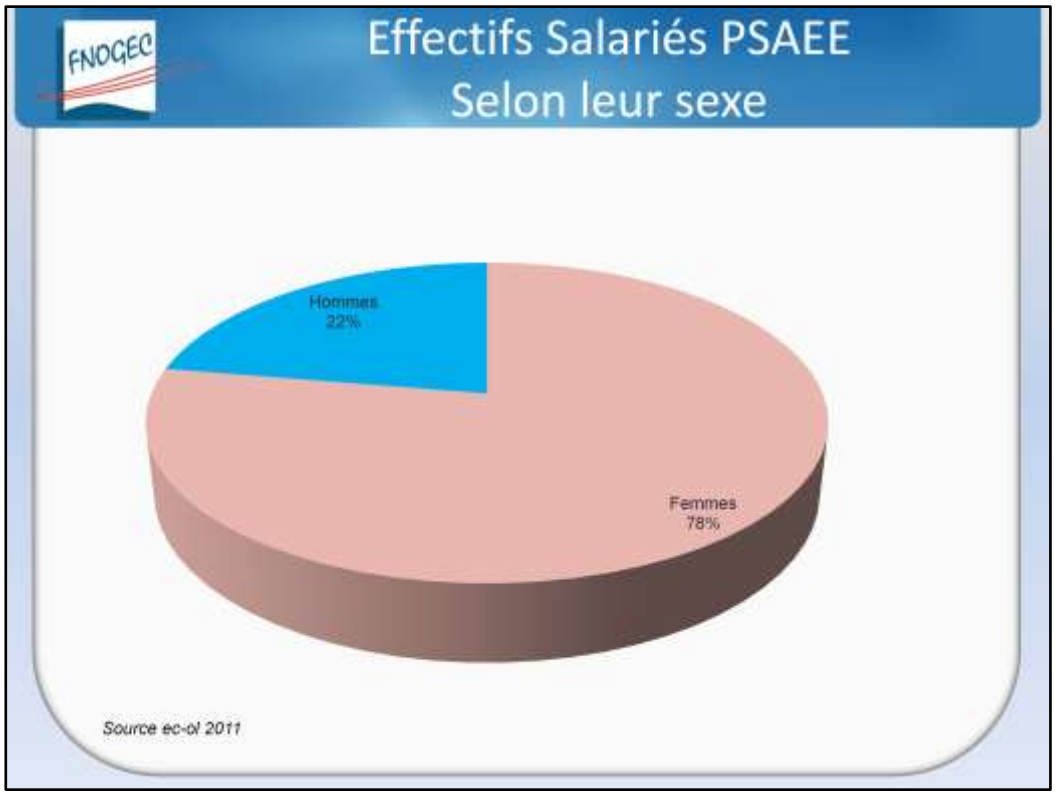



La masse salariale brute non chargée s'élevait selon les données OPCA à 1,184 Mds€ sur l'exercice 2008/2009, soit une progression de 2,4%.
Le salaire brut mensuel moyen va de 1012 € par personne dans la catégorie des OGEC à moins de 10 salariés (+5,9% d'augmentation) à 1403 € dans la catégorie des OGEC à plus de 50 salariés (+0,8%).
Le salaire brut moyen versé s'élève à 1684 € par ETP dans les structures à moins de 10 (+7,9%), et 2057 dans les structures à plus de 50 (+2,9%).

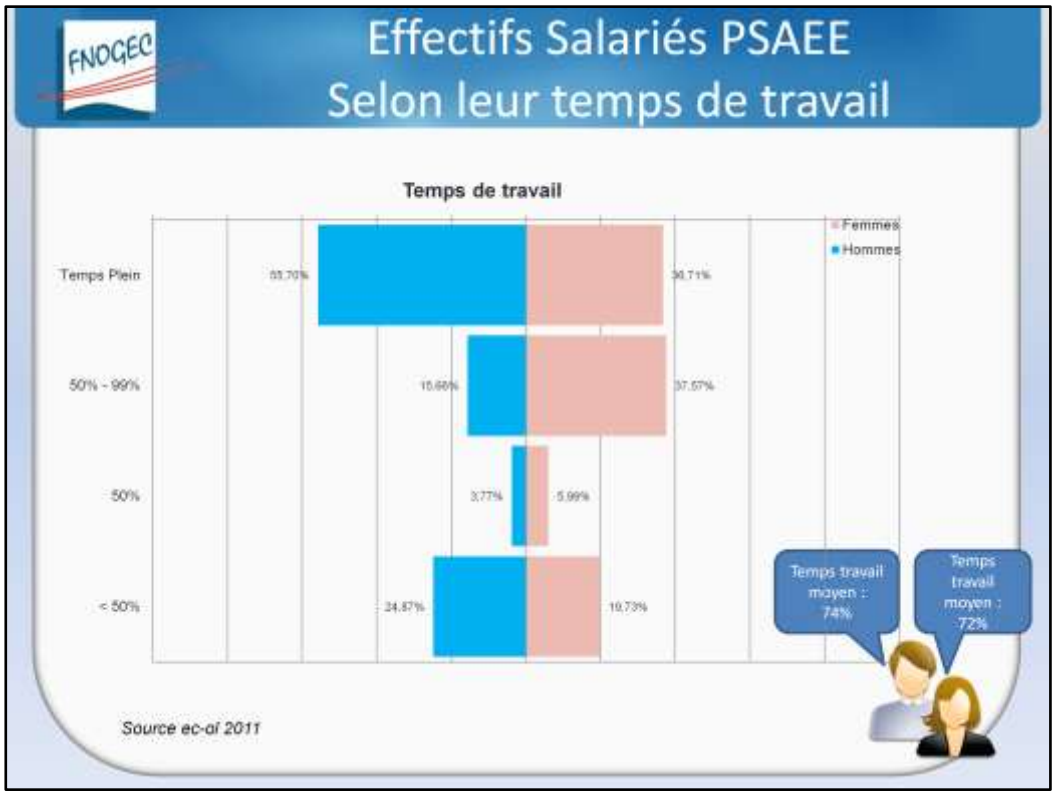
# Effectifs Salariés répartis par statuts ou convention collective



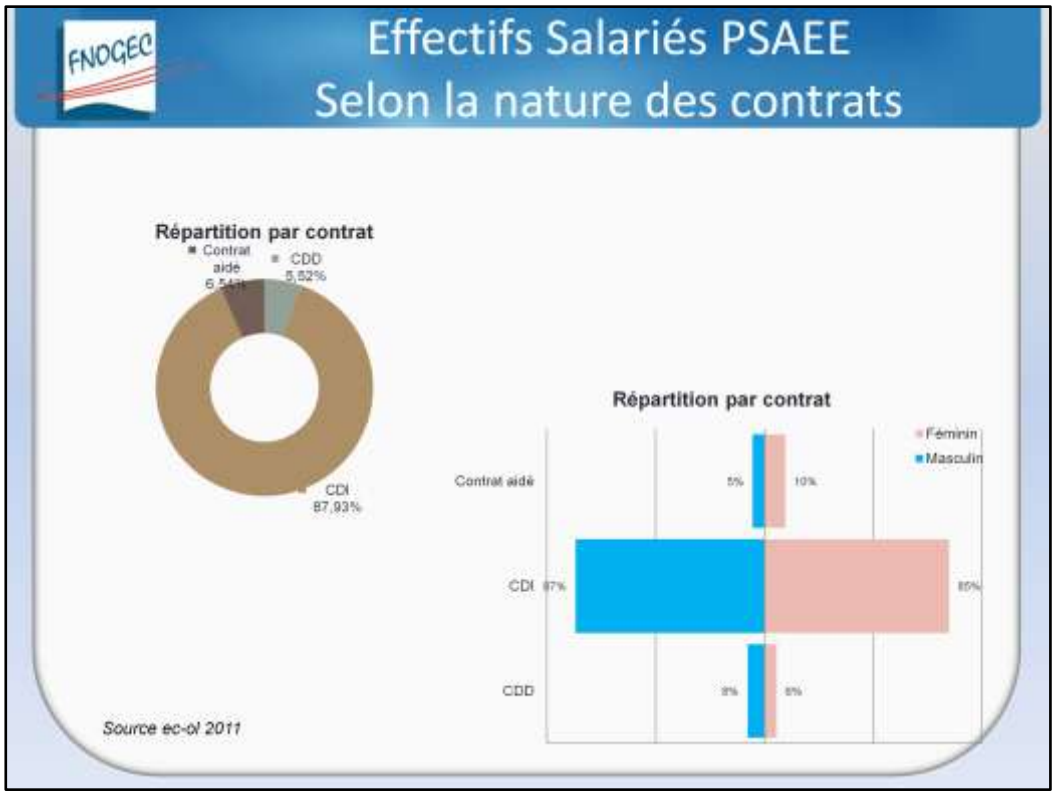

*Source ec-ol 2011*




Les femmes représentaient en 2008/2009 74% des effectifs des OGEC. Leur poids relatif dans le personnel a donc augmenté.

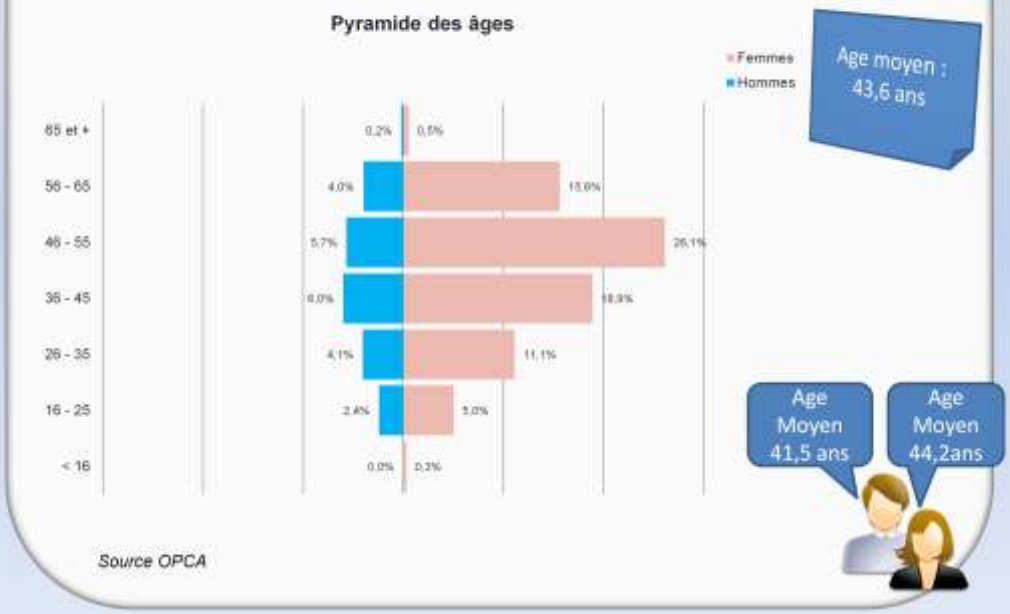



Le temps de travail moyen est sensiblement comparable à celui de l'exercice précédent, tant pour les hommes que pour les femmes.




Le poids relatif des CDI est en augmentation d'un exercice à l'autre, passant de 85 à 88%. Le poids relatif des CDD et des contrats aidés diminue dans les mêmes proportions (-1,5% sur chaque catégorie).

# Effectifs Salariés PSAEE
# Selon l'âge



# Effectifs Salariés PSAEE
# Selon l'ancienneté

Ancienneté moyenne : 10,2 ans




Ancienneté Moyenne 9,4 ans

Ancienneté Moyenne 10,5 ans



*Source OPCA*

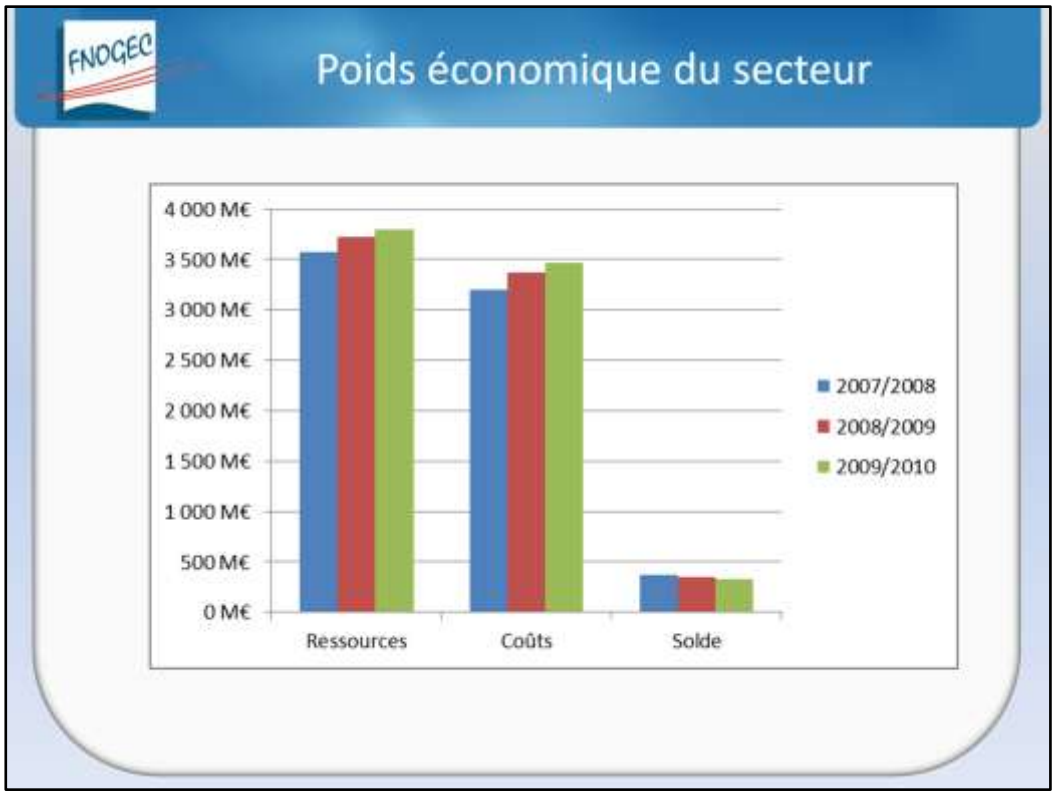

FNOGEC
Fnogec
Fédération Nationale des Organismes de Gestion
des établissements de l'Enseignement Catholique
DONNEES MACRO ECONOMIQUES

# Poids économique du secteur

Le budget de fonctionnement consolidé des OGEC est de 3,5 Mds € en 2010 contre 3,3 Mds € en 2009 soit une progression de 3,6%.
Avec l'enseignement agricole, les associations périphériques (coopératives, associations sportives, foyers socio-culturels, centres de formation professionnelle et CFA…), *le poids économique des associations porteuses d'activités développées au sein de l'enseignement catholique est de l'ordre de 4 Mds€.*

A ces 4 Mds €, si l'on ajoute les 7 Mds€ de masse salariale des enseignants, le poids économique de notre secteur demeure d'environ 11 Mds €, par rapport à un poids total du secteur associatif en France de l'ordre de 75 Mds €.

L'enseignement catholique pèse donc *en poids économique aujourd'hui environ 15 % du secteur associatif et 15% en nombre de salariés* (180 000 ETP enseignants et non enseignants par rapport à environ 1 150 000 ETP salariés pour l'ensemble du secteur associatif, enseignants du privé compris).




En trois ans, les ressources financières consolidées des 5200 OGEC sont passées de 3578 M€ à 3796 M€ soit une hausse de 4,7%. En regard, les coûts ont augmenté de 8,2%, de 3205 à 3468 M€.
En conséquence, le solde financier dégagé s'est déprécié de 22%, passant de 374 M€ à 329 M€, soit -45 M€ de diminution de la capacité d'investissement (principalement l'immobilier).

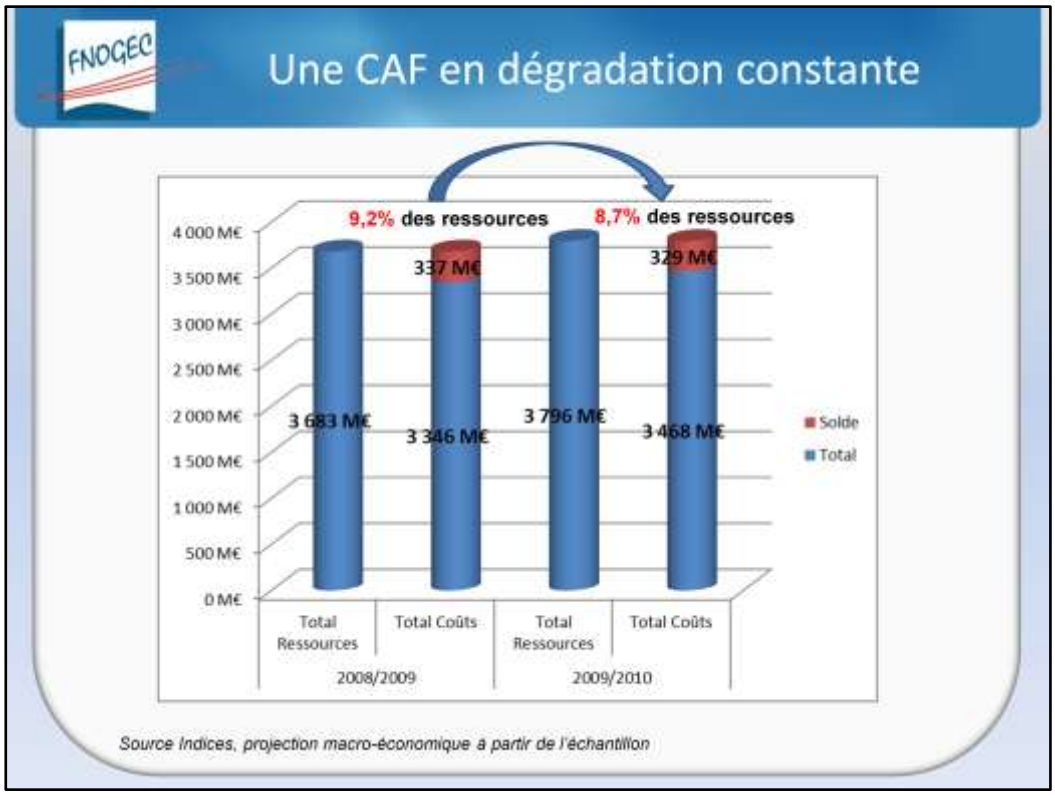
# Rappel sur la définition de la CAF

La CAF est l'excédent de trésorerie dégagée par une année de fonctionnement.

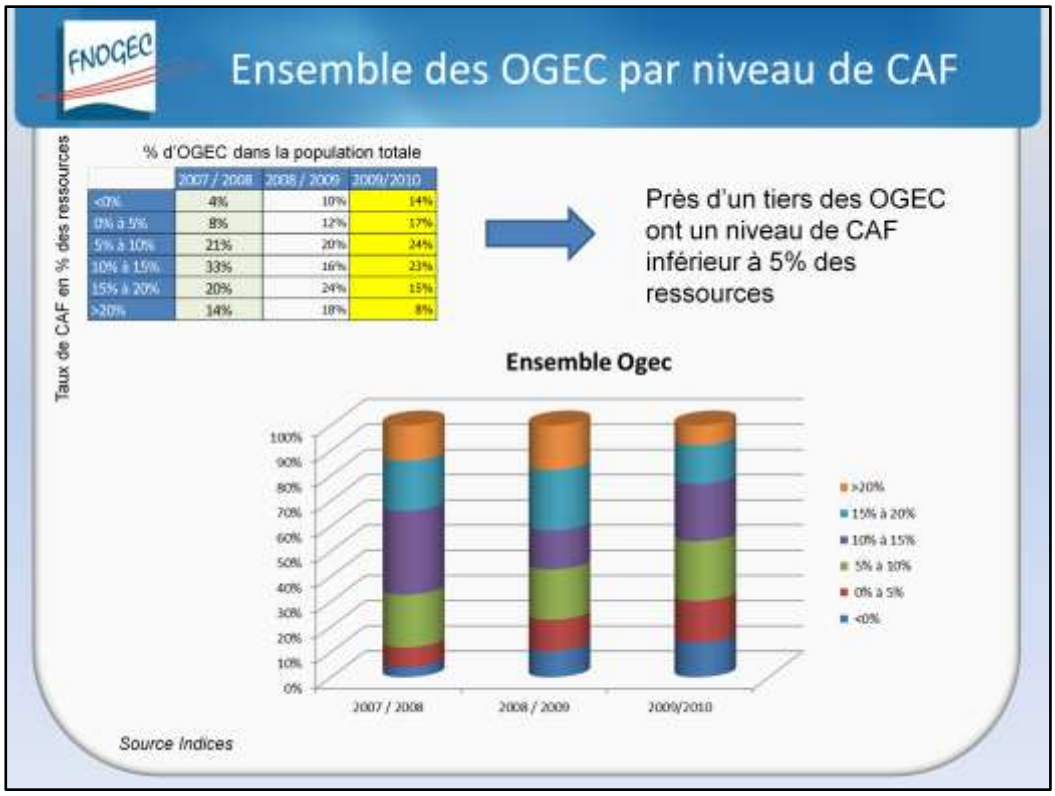
Elle est calculée par la différence entre les produits encaissables et les charges décaissables.

Ce solde financier est vital car il permet de :

- Rembourser les emprunts ;
- Financer les investissements ;
- Conserver un fonds de roulement permanent suffisant.




Les ressources totales augmentent de 3% par rapport à l'exercice antérieur, et les coûts de 3,6%, ce qui entraine mécaniquement une légère érosion de la CAF (-2,3%) qui passe de 9,2% à 8,7% des produits.
C'est un constat inquiétant pour notre secteur qui a devant lui des investissements importants en termes de rénovation, mises aux normes, déploiement et développement.
La marge disponible pour pérenniser nos activités devrait être en moyenne de 15% : elle diminue de 0,5% par rapport à 2008/2009 à 8,7% des ressources.




Le nombre d'OGEC en situation de dangerosité financière (CAF<5%) passe de 25% à plus de 30% d'un exercice à l'autre. De même on observe une forte érosion du nombre d'OGEC dont la CAF se situe à un niveau supérieur à 15%.
Notre secteur d'activité doit engager un challenge de sécurisation économique qui passe par :

- une optimisation des ressources ;
- un mouvement de mutualisation des coûts et des structures gestionnaires ;
- Le développement de fonds de soutien financier territoriaux à l'investissement.

## CAF par niveau d'enseignement

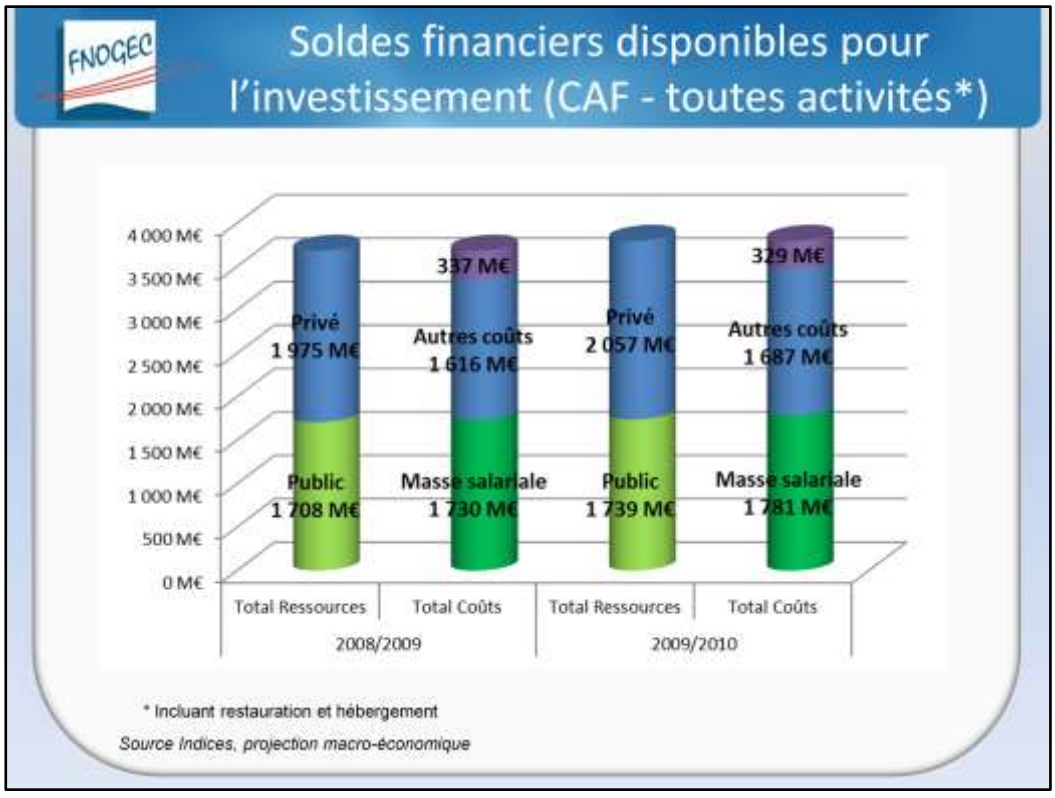
| | 2009 / 2010 | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Ecoles seules | | Collèges seuls | | Lycées seuls | |
| | % OGEC | Nombre OGEC | % OGEC | Nombre OGEC | % OGEC | Nombre OGEC |
| <0% | 17,70% | 232 | 5,95% | 10 | 11,11% | 10 |
| 0% à 5% | 16,86% | 221 | 11,90% | 20 | 14,44% | 13 |
| 5% à 10% | 22,81% | 299 | 19,64% | 33 | 27,78% | 25 |
| >20% | 9,15% | 120 | 5,95% | 10 | 13,33% | 12 |
| 10% à 15% | 19,60% | 257 | 35,12% | 59 | 18,89% | 17 |
| 15% à 20% | 13,88% | 182 | 21,43% | 36 | 14,44% | 13 |
| Total | 100,00% | 1311 | 100,00% | 168 | 100,00% | 90 |

Environ 35% des écoles et 25% des lycées ont un taux de CAF par rapport aux ressources inférieur à 5%. Les collèges seuls tirent mieux leur épingle du jeu puisque seuls 17% se trouvent dans cette configuration. Il est indéniable que les écoles du premier degré isolées non rattachées à des établissements secondaires souffrent de plus en plus et sont dans une incapacité partielle à faire face à leurs besoins immobiliers.

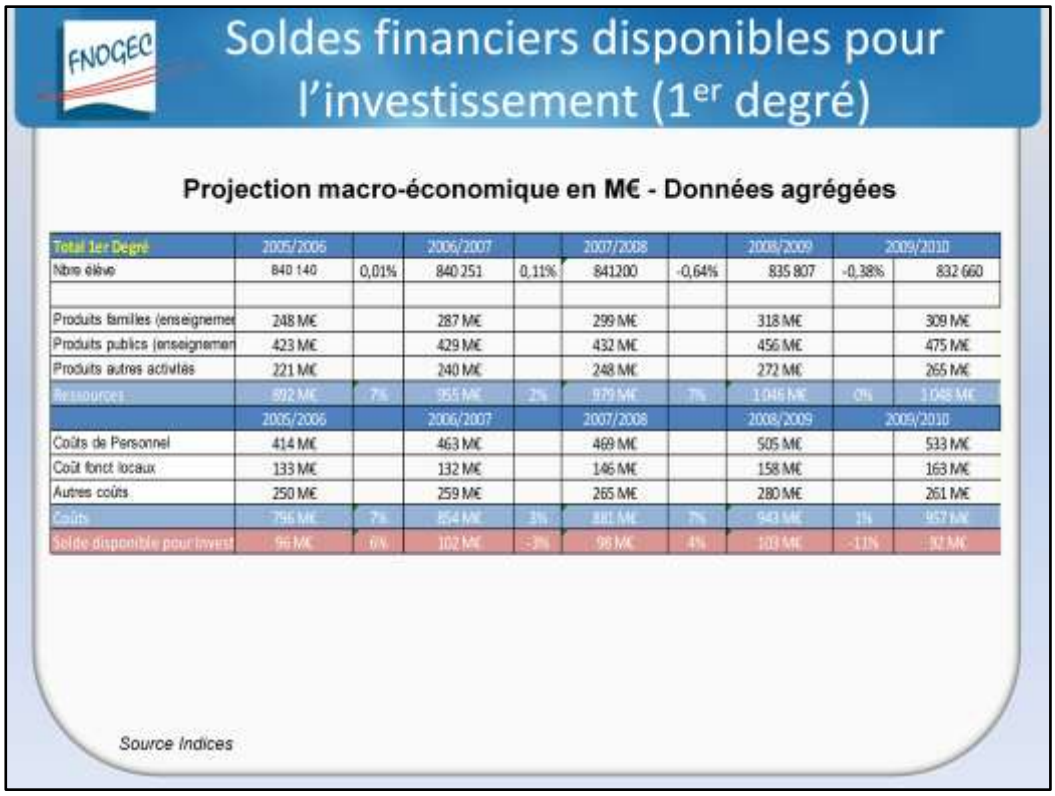
Par ailleurs, il n'est pas surprenant de constater la fragilité financière des lycées isolés souvent de taille modeste ayant à porter des coûts par élève assez élevés.




Les régions les plus touchées par la dégradation du niveau de CAF sont l'Auvergne, la Basse Normandie et Midi Pyrénées. Le cas de la Champagne Ardennes est non significatif compte tenu du nombre d'OGECs présents dans Indices et aucune conclusion ne peut donc être portée sur ce territoire.
Les territoires concernés sont constitués d'un maillage de nombreuses petites structures et souffrent d'un accompagnement territorial restant à consolider.




L'augmentation des ressources ci-dessus mentionnée provient à la fois des ressources publiques (+1,8%) et privées (+3,6%).
Concernant les coûts, on notera la poursuite de l'augmentation de la masse salariale (+1,8%). La maitrise des coûts reste néanmoins un challenge important pour l'enseignement catholique dans la mesure où les autres coûts (hors masse salariale) augmentent de 4,4%.



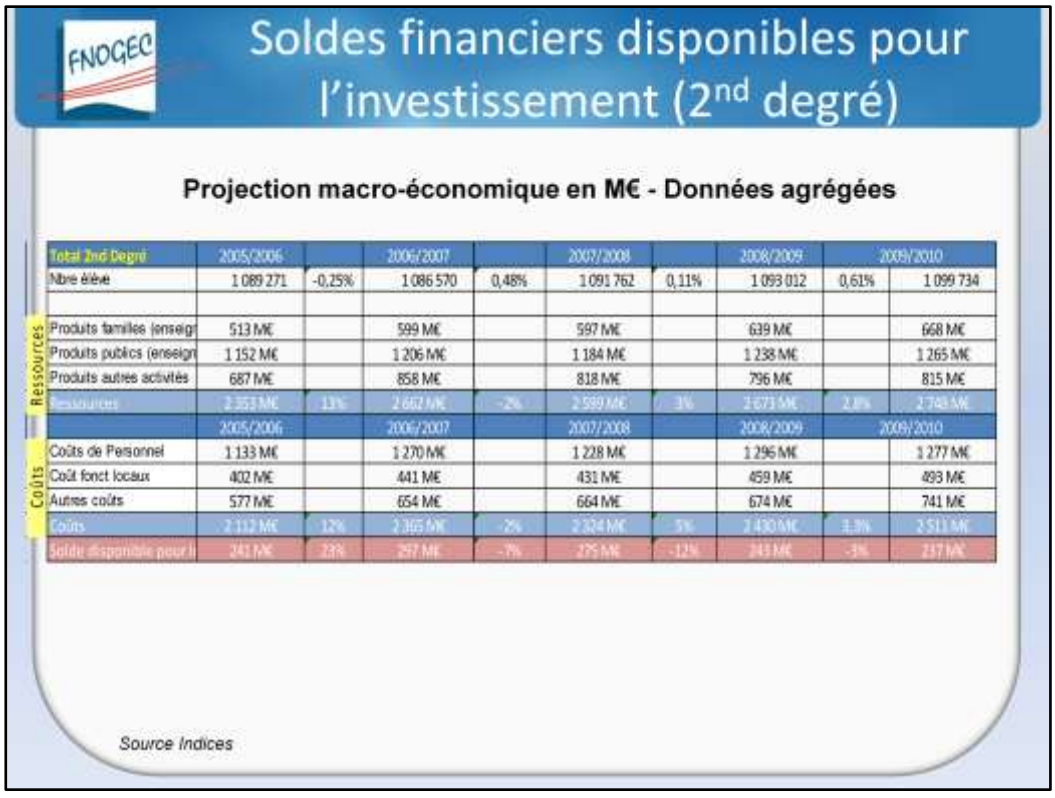

| Total 1er Degré | 2005/2006 | | 2006/2007 | | 2007/2008 | | 2008/2009 | | 2009/2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nbre élève | 840 140 | 0,01% | 840 251 | 0,11% | 841200 | -0,64% | 835 807 | -0,38% | 832 660 |
| | | | | | | | | | |
| Produits familles (enseignemer | 248 M€ | | 287 M€ | | 299 M€ | | 318 M€ | | 309 M€ |
| Produits publics (enseignemen | 423 M€ | | 429 M€ | | 432 M€ | | 456 M€ | | 475 M€ |
| Produits autres activités | 221 M€ | | 240 M€ | | 248 M€ | | 272 M€ | | 265 M€ |
| Ressources | 892 M€ | 7% | 955 M€ | 2% | 979 M€ | 7% | 1 046 M€ | 0% | 1 048 M€ |
| | 2005/2006 | | 2006/2007 | | 2007/2008 | | 2008/2009 | | 2009/2010 |
| Coûts de Personnel | 414 M€ | | 463 M€ | | 469 M€ | | 505 M€ | | 533 M€ |
| Coût fonct locaux | 133 M€ | | 132 M€ | | 146 M€ | | 158 M€ | | 163 M€ |
| Autres coûts | 250 M€ | | 259 M€ | | 265 M€ | | 280 M€ | | 261 M€ |
| Coûts | 796 M€ | 7% | 854 M€ | 3% | 881 M€ | 7% | 943 M€ | 1% | 957 M€ |
| Solde disponible pour invest | 96 M€ | 6% | 102 M€ | -3% | 98 M€ | 4% | 103 M€ | -11% | 92 M€ |

En données agrégées, le premier degré est pénalisé par une forte augmentation de ses coûts, en particulier de masse salariale (+6% par rapport à l'exercice précédent), non compensée par l'augmentation des ressources, essentiellement les produits familles. En conséquence, le solde disponible pour l'investissement se dégrade à nouveau de manière significative (-11% par rapport à 2008/2009).
La stagnation des ressources en premier degré semblerait en partie liée à la baisse des activités complémentaires à l'enseignement (restauration, etc…)




| Montants / élève / an | 2005/2006 | | 2006/2007 | | 2007/2008 | | 2008/2009 | | 2009/2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ressources | | | | | | | | | |
| Contribution familles | 216 € | | 257 € | | 270 € | | 287 € | | 275 € |
| Activités annexes | 79 € | | 84 € | | 86 € | | 94 € | | 96 € |
| Total Familles enseignement | 295 € | 16% | 341 € | 4% | 356 € | 7% | 381 € | -3% | 371 € |
| Forfaits communaux | 379 € | | 382 € | | 398 € | | 438 € | | 443 € |
| Autres subventions | 125 € | | 128 € | | 115 € | | 107 € | | 127 € |
| Total Collectivités publiques | 504 € | 1% | 510 € | 1% | 513 € | 6% | 545 € | 5% | 570 € |
| Autres activités | 263 € | 9% | 286 € | 3% | 295 € | 10% | 325 € | -2% | 318 € |
| Ressources | 1 062 € | 7% | 1 137 € | 2% | 1 164 € | 7% | 1 251 € | 1% | 1 259 € |
| | 2005/2006 | | 2006/2007 | | 2007/2008 | | 2008/2009 | | 2009/2010 |
| Coûts | | | | | | | | | |
| Coûts de Personnel | 493 € | 12% | 551 € | 1% | 558 € | 2% | 571 € | 6% | 605 € |
| Coût fonct locaux | 158 € | -1% | 157 € | 11% | 174 € | 28% | 222 € | -12% | 196 € |
| Autres coûts | 297 € | 4% | 308 € | 2% | 315 € | 6% | 335 € | -7% | 313 € |
| Coûts | 948 € | 7% | 1 016 € | 3% | 1 047 € | 8% | 1 128 € | 2% | 1 149 € |
| Solde disponible pour invest | 114 € | 8% | 122 € | -3% | 117 € | 5% | 123 € | -11% | 110 € |

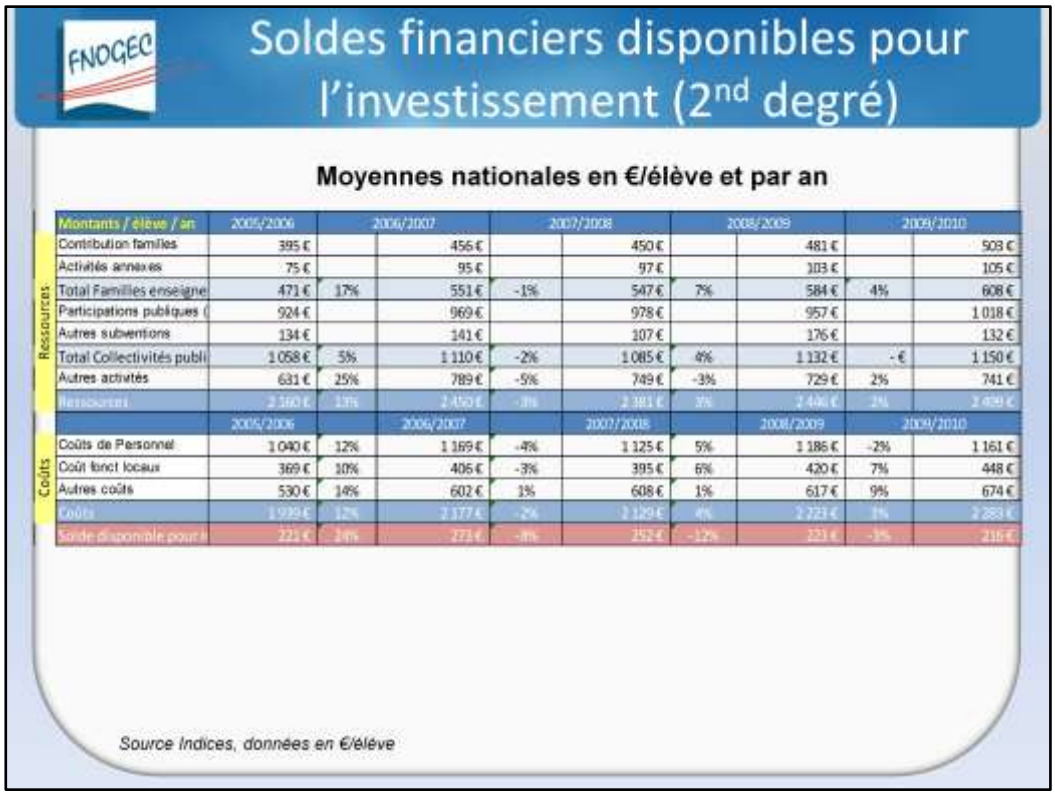
On note dans le premier degré une progression des subventions complémentaires au forfait entre 2009 et 2010. Ces aides complémentaires représentent 22% de la ressource totale en premier degré en moyenne.
La part des ressources familles au regard de l'ensemble des ressources reste majoritaire à 54,7% mais accuse une légère diminution (progression un peu plus sensible de la ressource publique par élève par rapport à la ressource privée). Les marges de manœuvre concernant le niveau de la contribution famille s'amenuiseraient-elles ?
Nous estimons que le solde financier par élève et par an devrait se situer à un niveau compris entre 200 à 250 € par élève pour satisfaire à l'ensemble des besoins d'investissement en premier degré. Cet objectif engage à doubler le solde financier annuel par élève actuellement obtenu.




| Total 2nd Degré | 2005/2006 | | 2006/2007 | | 2007/2008 | | 2008/2009 | | 2009/2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nbre élève | 1 089 271 | -0,25% | 1 086 570 | 0,48% | 1 091 762 | 0,11% | 1 093 012 | 0,61% | 1 099 734 |
| | | | | | | | | | |
| Produits familles (enseigt | 513 M€ | | 599 M€ | | 597 M€ | | 639 M€ | | 668 M€ |
| Produits publics (enseign | 1 152 M€ | | 1 206 M€ | | 1 184 M€ | | 1 238 M€ | | 1 265 M€ |
| Produits autres activités | 687 M€ | | 858 M€ | | 818 M€ | | 796 M€ | | 815 M€ |
| Ressources | 2 353 M€ | 13% | 2 662 M€ | -2% | 2 599 M€ | 3% | 2 673 M€ | 2,8% | 2 748 M€ |
| | 2005/2006 | | 2006/2007 | | 2007/2008 | | 2008/2009 | | 2009/2010 |
| Coûts de Personnel | 1 133 M€ | | 1 270 M€ | | 1 228 M€ | | 1 296 M€ | | 1 277 M€ |
| Coût fonct locaux | 402 M€ | | 441 M€ | | 431 M€ | | 459 M€ | | 493 M€ |
| Autres coûts | 577 M€ | | 654 M€ | | 664 M€ | | 674 M€ | | 741 M€ |
| Coûts | 2 112 M€ | 12% | 2 365 M€ | -2% | 2 324 M€ | 5% | 2 430 M€ | 3,3% | 2 511 M€ |
| Solde disponible pour l | 241 M€ | 23% | 297 M€ | -7% | 275 M€ | -12% | 243 M€ | -3% | 237 M€ |

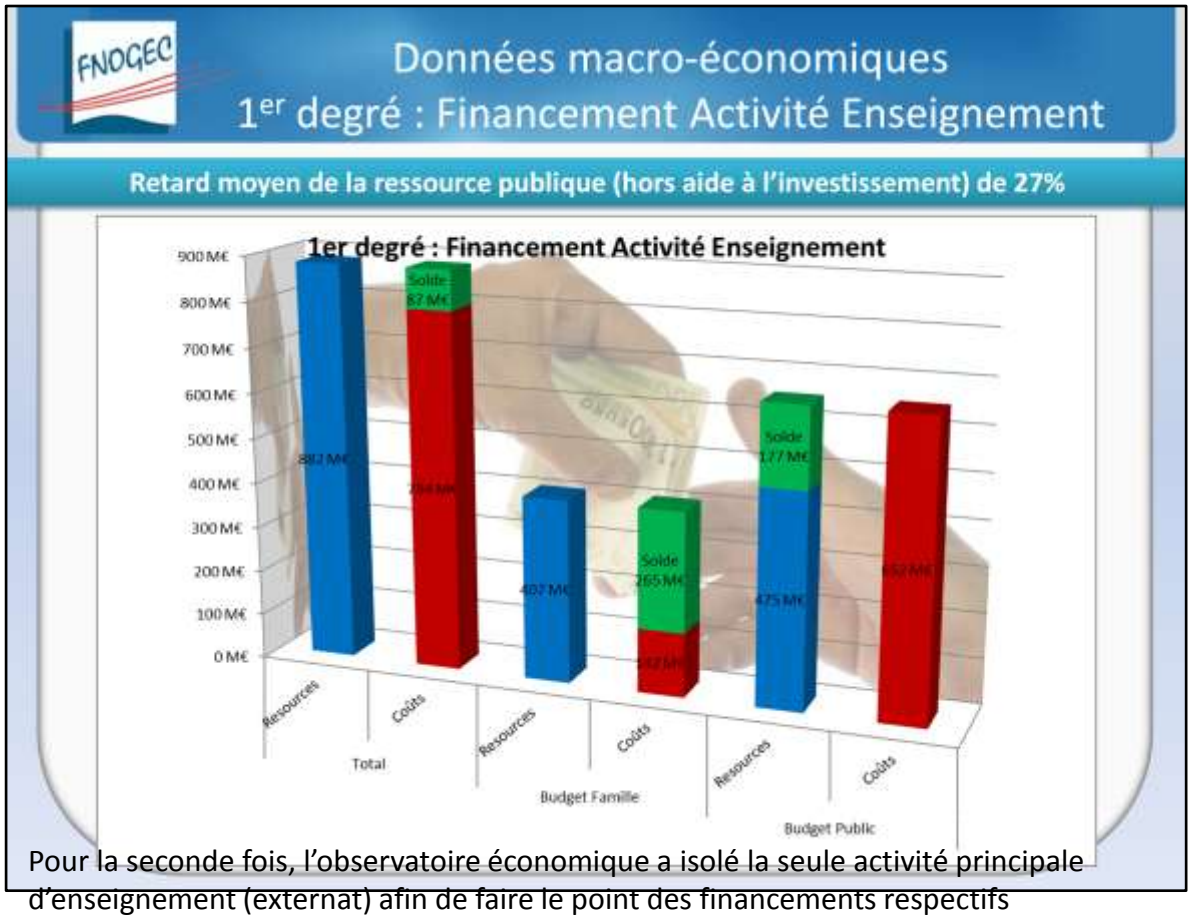
On constate un nouveau tassement de la marge disponible pour l'investissement. Même s'ils ont été mieux maitrisés, les coûts ont augmenté un peu plus que les ressources. Cette augmentation est entièrement imputable aux coûts matériels hors masse salariale.

Ce constat qui appelle probablement à des remises en cause en termes organisationnels et de méthodes de gestion, est qu'il n'y a pas d'effet taille, les économies d'échelle n'apparaissent pas pour des surfaces d'élèves et des ressources par élève plus importantes.



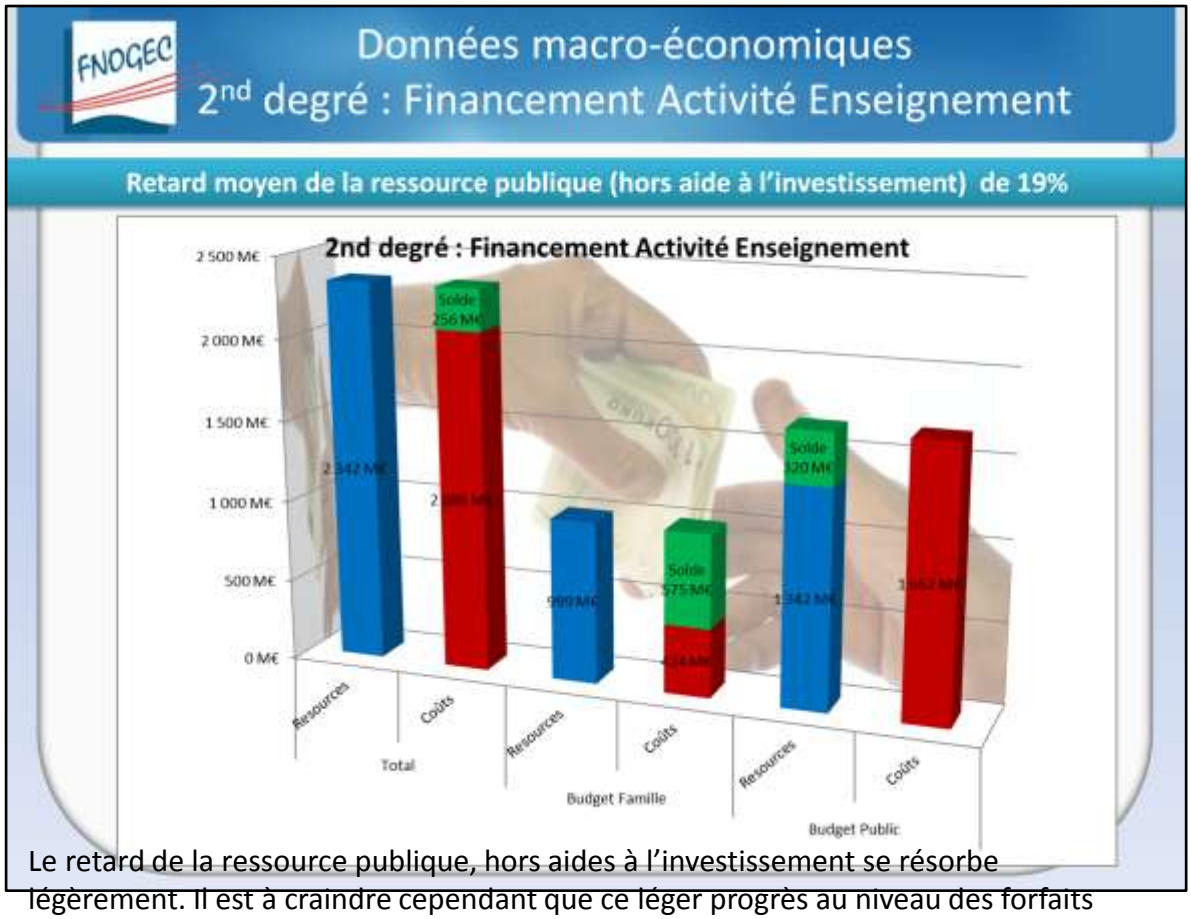

| Montants / élève / an | 2005/2006 | | 2006/2007 | | 2007/2008 | | 2008/2009 | | 2009/2010 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Contribution familles | 395 € | | 456 € | | 450 € | | 481 € | | 503 € |
| Activités annexes | 75 € | | 95 € | | 97 € | | 103 € | | 105 € |
| Total Familles enseigne | 471 € | 17% | 551 € | -1% | 547 € | 7% | 584 € | 4% | 608 € |
| Participations publiques ( | 924 € | | 969 € | | 978 € | | 957 € | | 1 018 € |
| Autres subventions | 134 € | | 141 € | | 107 € | | 176 € | | 132 € |
| Total Collectivités publi | 1 058 € | 5% | 1 110 € | -2% | 1 085 € | 4% | 1 132 € | - € | 1 150 € |
| Autres activités | 631 € | 25% | 789 € | -5% | 749 € | -3% | 729 € | 2% | 741 € |
| Ressources | 2 160 € | 13% | 2 450 € | -3% | 2 381 € | 3% | 2 446 € | 2% | 2 499 € |
| | 2005/2006 | | 2006/2007 | | 2007/2008 | | 2008/2009 | | 2009/2010 |
| Coûts de Personnel | 1 040 € | 12% | 1 169 € | -4% | 1 125 € | 5% | 1 186 € | -2% | 1 161 € |
| Coût fonct locaux | 369 € | 10% | 406 € | -3% | 395 € | 6% | 420 € | 7% | 448 € |
| Autres coûts | 530 € | 14% | 602 € | 1% | 608 € | 1% | 617 € | 9% | 674 € |
| Coûts | 1 939 € | 12% | 2 177 € | -2% | 2 129 € | 4% | 2 223 € | 3% | 2 283 € |
| Solde disponible pour i | 221 € | 24% | 273 € | -8% | 252 € | -12% | 223 € | -3% | 216 € |

En second degré, le solde financier moyen dégagé par élève est comme en premier degré nettement insuffisant.
L'estimation de l'observatoire économique national sur ce plan, qui s'appuie sur l'expertise économique du réseau fédératif, sur pratiquement 100 audits financiers et organisationnels ainsi que sur 6 années d'études économiques nationales, est la suivante :
- Le solde financier disponible pour l'investissement doit se situer entre 350 et 450 € en niveau collège, et être compris, selon l'importance des ressources de taxe d'apprentissage et loi Astier, entre 500 et 600 en niveau lycée ;
- Le gap est le même que pour le premier degré, nécessité en moyenne et de manière consolidée de doubler le solde annuel disponible par élève pour le second degré pour faire face aux exigences d'investissement.




Pour la seconde fois, l'observatoire économique a isolé la seule activité principale d'enseignement (externat) afin de faire le point des financements respectifs « public » et « privé ».

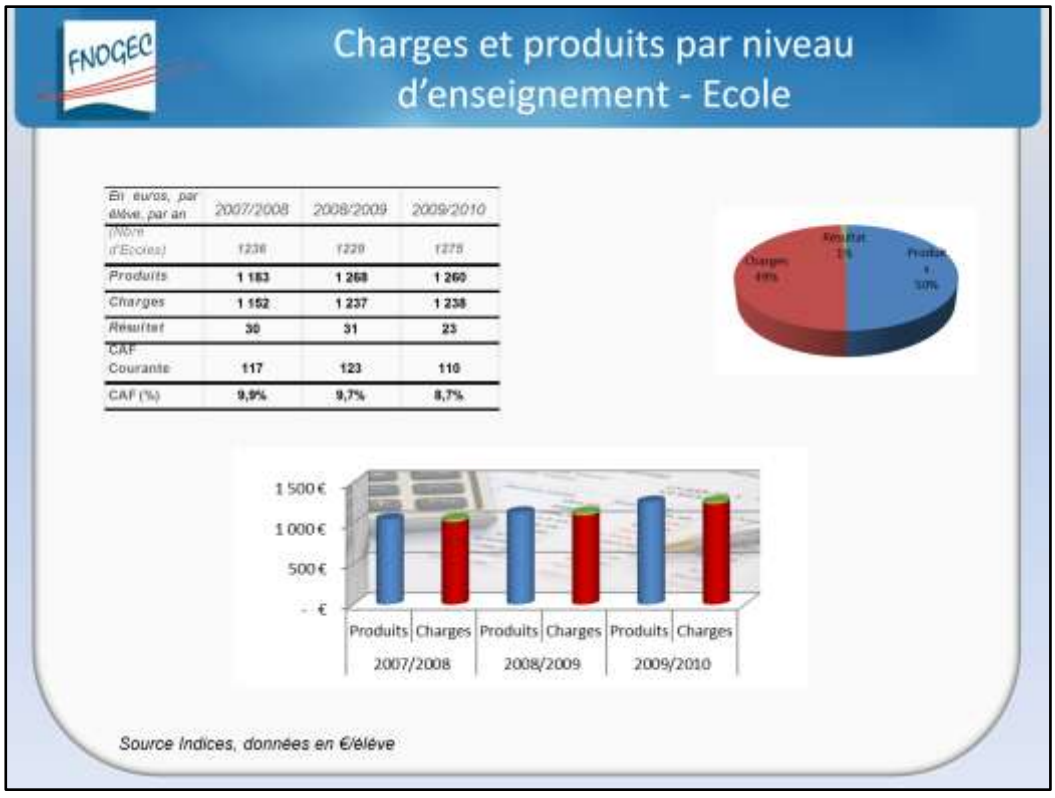
Le retard de financement public reste stable à 27%. L'augmentation des ressources publiques liée à l'évolution législative et aux efforts de négociation couvre l'évolution des coûts imputables aux communes mais le gap demeure conséquent : 212 €/élève.




Le retard de la ressource publique, hors aides à l'investissement se résorbe légèrement. Il est à craindre cependant que ce léger progrès au niveau des forfaits d'externat ait induit une baisse de l'aide publique à l'investissement (en attente d'éléments complémentaires). Au regard des coûts réels constatés, le retard de financement public par élève et par an se situe encore à un niveau de 291 €.



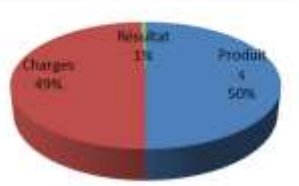

Le principe retenu est identique depuis 8 ans :
Nous observons les comptes généraux, globaux, de chaque personne morale porteuse des activités de l'enseignement catholique . Nous travaillons sur des comptabilités générales dont nous nous efforçons de vérifier la qualité et d'effectuer l'harmonisation, en terme de nomenclature, avec les normes nationales.
Il s'agit donc d'une observation des situations financières globales : cela s'entend clairement au plan bilantiel. Les grands équilibres financiers de l'OGEC dans son ensemble constituent le premier focus de l'observatoire FNOGEC.
Cette analyse est complétée par des informations remontées par les OGEC sur leur fonctionnement (données extra-comptables).




Ces tableaux permettent d'analyser la proportion des charges et des produits pour les typologies d'OGEC hors groupes scolaires, principalement en premier degré, et qui représentent la masse importante des établissements du réseau de l'enseignement catholique.
Nous présentons ici le visage moyen du compte de fonctionnement comptable de l'école, avec toutes ses activités (activité principale d'enseignement et activités complémentaires de restauration, études-garderies…).
CAF et résultat comptable se dégradent entre 2008/2009 et 2009/2010.

## Charges et produits par niveau d'enseignement - Collège

| En euros, par élève, par an | 2007/2008 | 2008/2009 | 2009/2010 |
|---|---|---|---|
| (Nbre de Collèges) | 100 | 129 | 167 |
| Produits | 2 119 | 2 194 | 2 235 |
| Charges | 2 071 | 2 155 | 2 204 |
| Résultat | 48 | 39 | 30 |
| CAF Courante | 228 | 221 | 249 |
| CAF (%) | 10,8% | 10,1% | 11,1% |



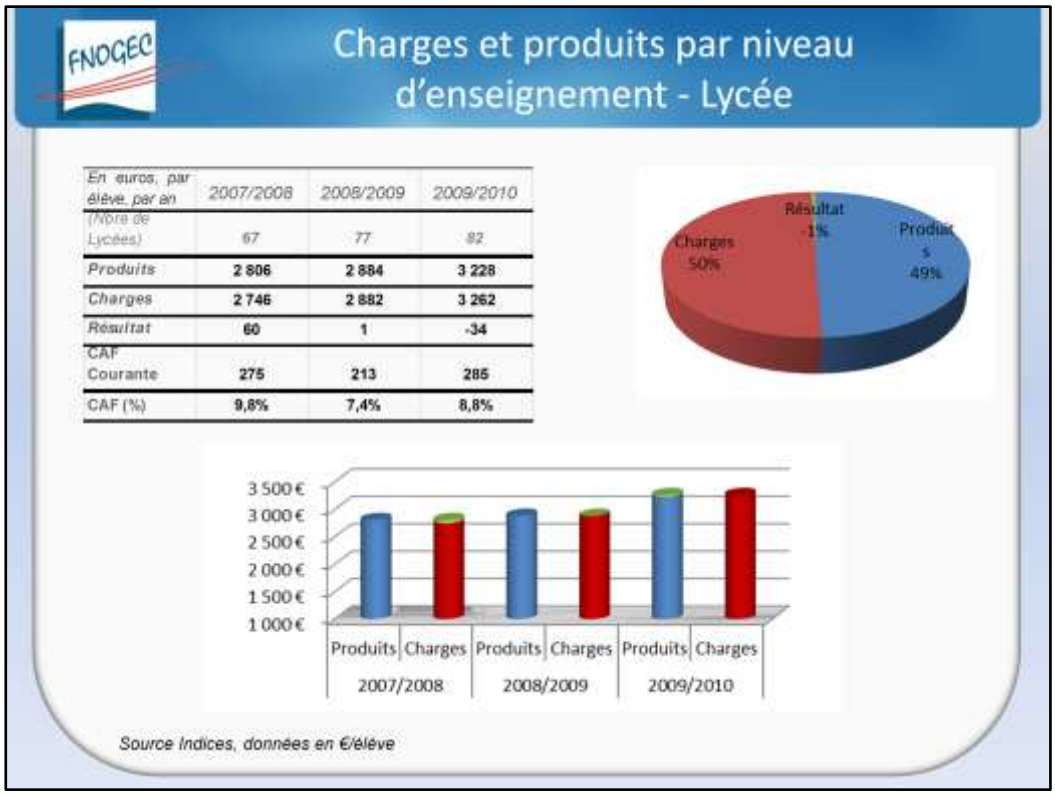




*Source Indices, données en €/élève*

La catégorie collège est probablement celle qui apporte en moyenne la plus importante valeur ajoutée financière par élève : la capacité d'autofinancement annuelle par élève est supérieure au collège par rapport au lycée. Pour autant, le constat sur l'insuffisance chronique de CAF demeure, que ce soit en collège ou en lycée.

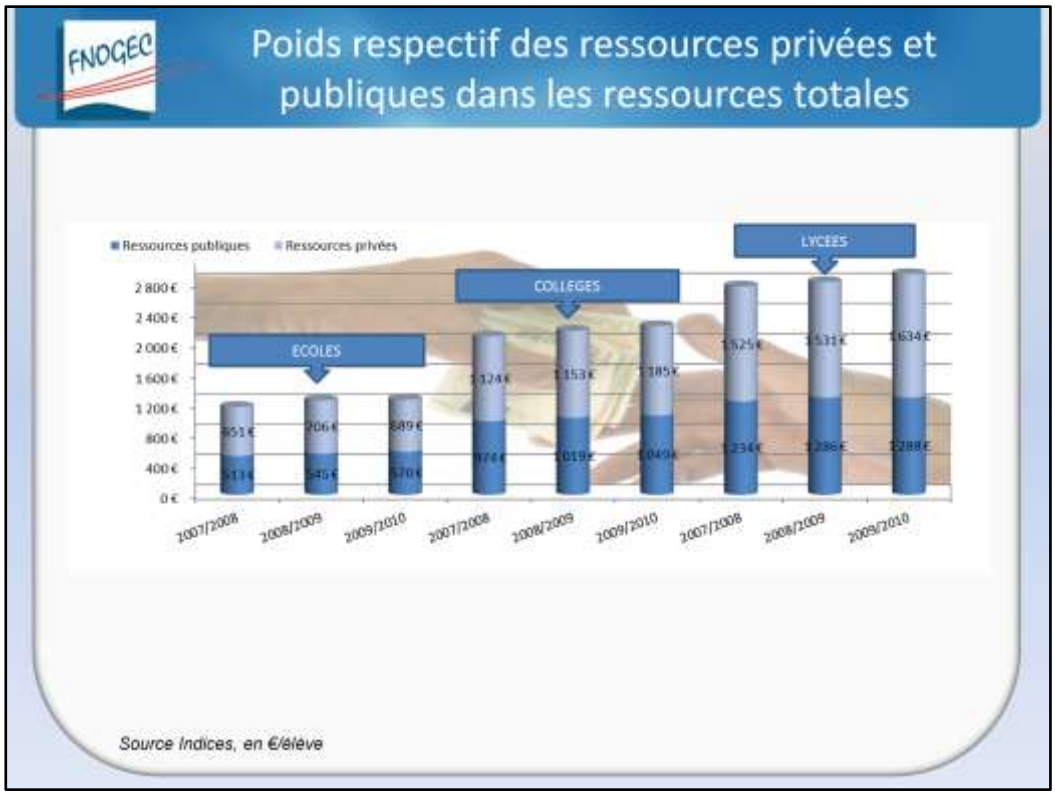
CAF et résultat comptable augmentent entre 2008/2009 et 2009/2010




Pour mémoire : l'échelle des poids économiques par élève et par an des activités de l'enseignement catholique, demeure: 1, 2, 3 : proche de 1000 € en école, proche de 2000 € en collège, proche de 3000 € en lycée

En niveau lycée, on constate donc la perte régulière et insidieuse de substance financière en dépit d'un redressement sur l'exercice : l'explication principale réside d'une part dans une maîtrise insuffisante des coûts de structure, et d'autre part dans des tailles d'effectifs (avec un contexte fluctuant et fragile en terme d'offre de formation) trop petites par rapport aux moyens humains et matériels engagés.


FNOGEC
Fnogec
Fédération Nationale des Organismes de Gestion
des établissements de l'Enseignement Catholique
RESSOURCES

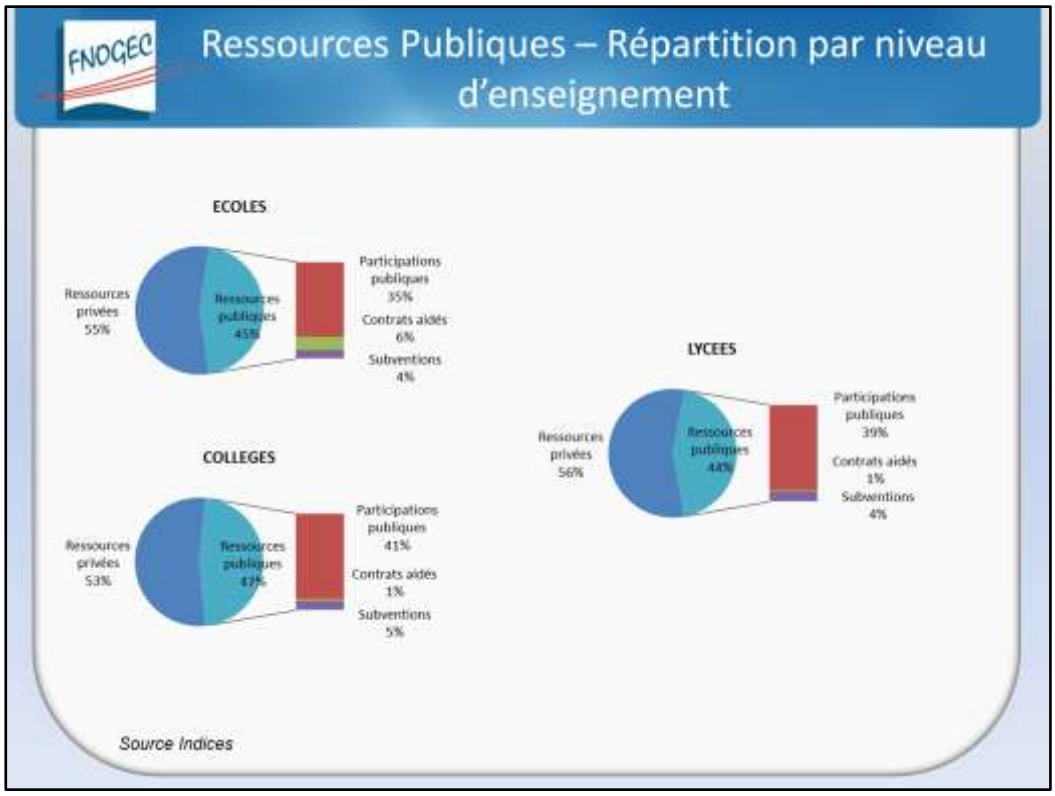



Dans chaque secteur d'enseignement, la ressource privée est majoritaire. Les écarts de pression financière sur les familles entre niveaux d'enseignement restent stables.

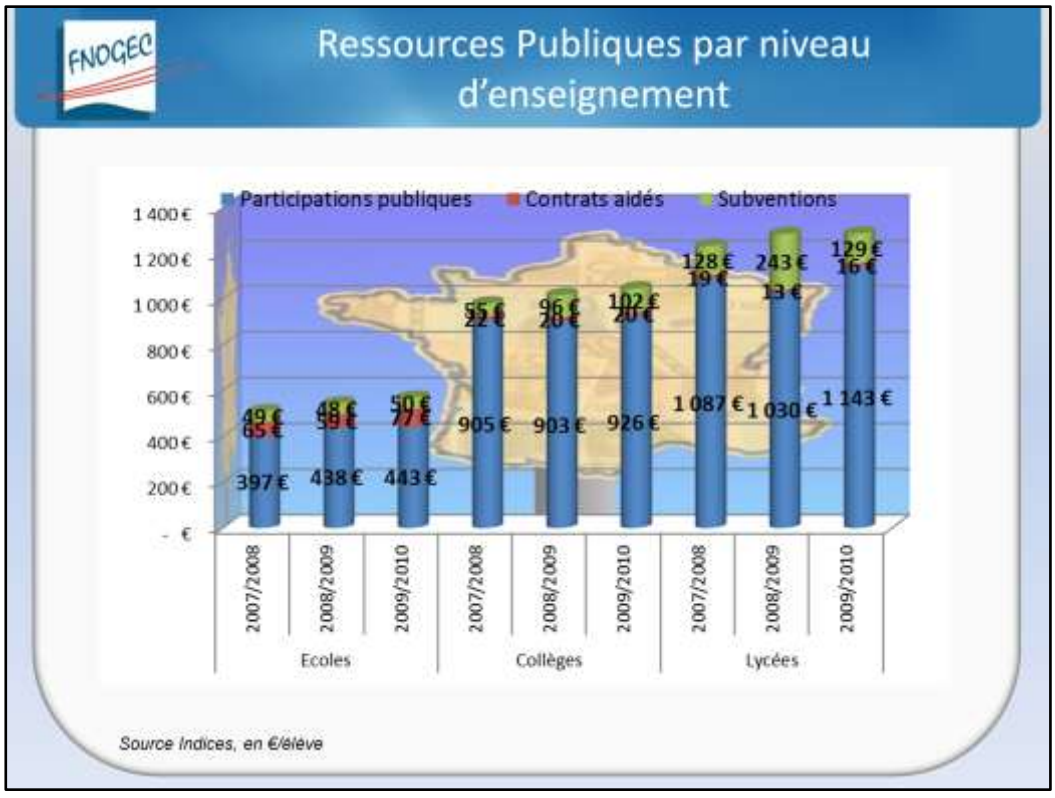

FNOGEC
Fnogec
Fédération Nationale des Organismes de Gestion
des établissements de l'Enseignement Catholique
RESSOURCES PUBLIQUES




*CGCT : Code général des collectivités territoriales*




Le financement public semble le plus à jour en niveau collège : dans ce secteur, la ressource publique est la plus importante par rapport au total des ressources.
En premier degré, les ressources complémentaires au forfait (principalement les aides CNASEA pour les contrats aidés) prennent une place sensiblement plus importante et compensent en partie le retard des forfaits.




Poids des forfaits par rapport au total des ressources publiques affectées au fonctionnement : 78% en école, 88% en collège et 89% en lycée.
Globalement, les aides publiques complémentaires au forfait progressent mais demeurent marginales en 2nd degré.

# Ressources publiques Ecoles

✓ **Forfait communal**

- Base INDICES (1 275 écoles) : le forfait annuel moyen collecté par élève, maternelle et primaire confondus, est passé de 397 € en 2007/2008 à 438 € en 2008/2009 puis à 443 € en 2009/2010, soit une relative stagnation après une progression significative de 10% ; ce chiffre est obtenu par le rapport suivant :

$$\frac{\text{Total forfaits communaux annuels perçus}}{\text{Nombre total d'élèves scolarisés (percevant un forfait ou non)}}$$

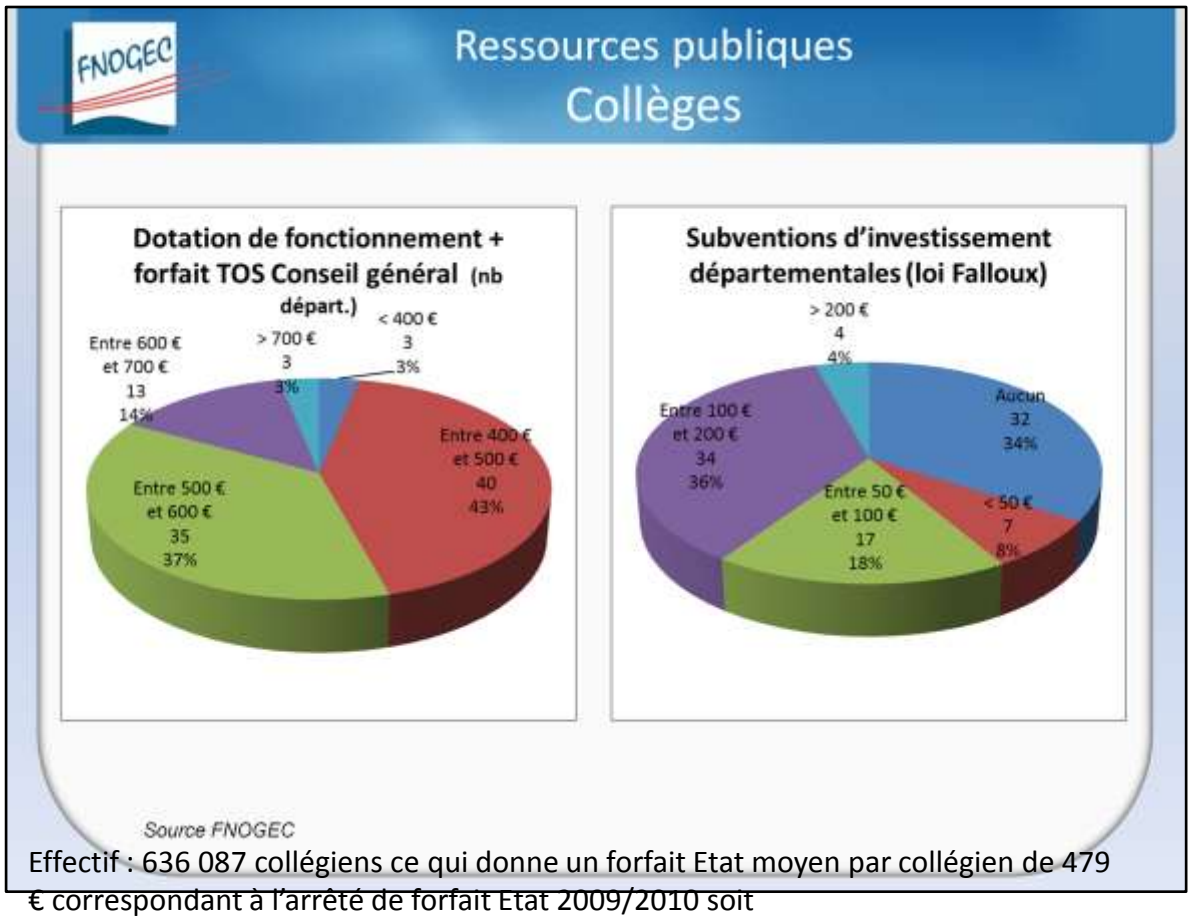
La base ECOL nous apporte des éléments complémentaires sur l'évolution des niveaux de forfaits collectés spécifiquement pour les élèves de maternelle et de primaire:

*Source Indices*

# Ressources publiques
## Récapitulatif 1er degré

**« une très grande hétérogénéité des ressources »**

- Une amplitude importante et inquiétante : une inégalité criante de ressources d'une école à l'autre, au service des projets pédagogiques.
- Des négociations qui portent leurs fruits dans de nombreux territoires, même si très souvent, « le compte n'y est pas ».
- Des aides à caractère social à ne pas négliger dans ce contexte, qui permettent à certains territoires de tirer leur épingle du jeu (sur des aides communales aux cantines par exemple).

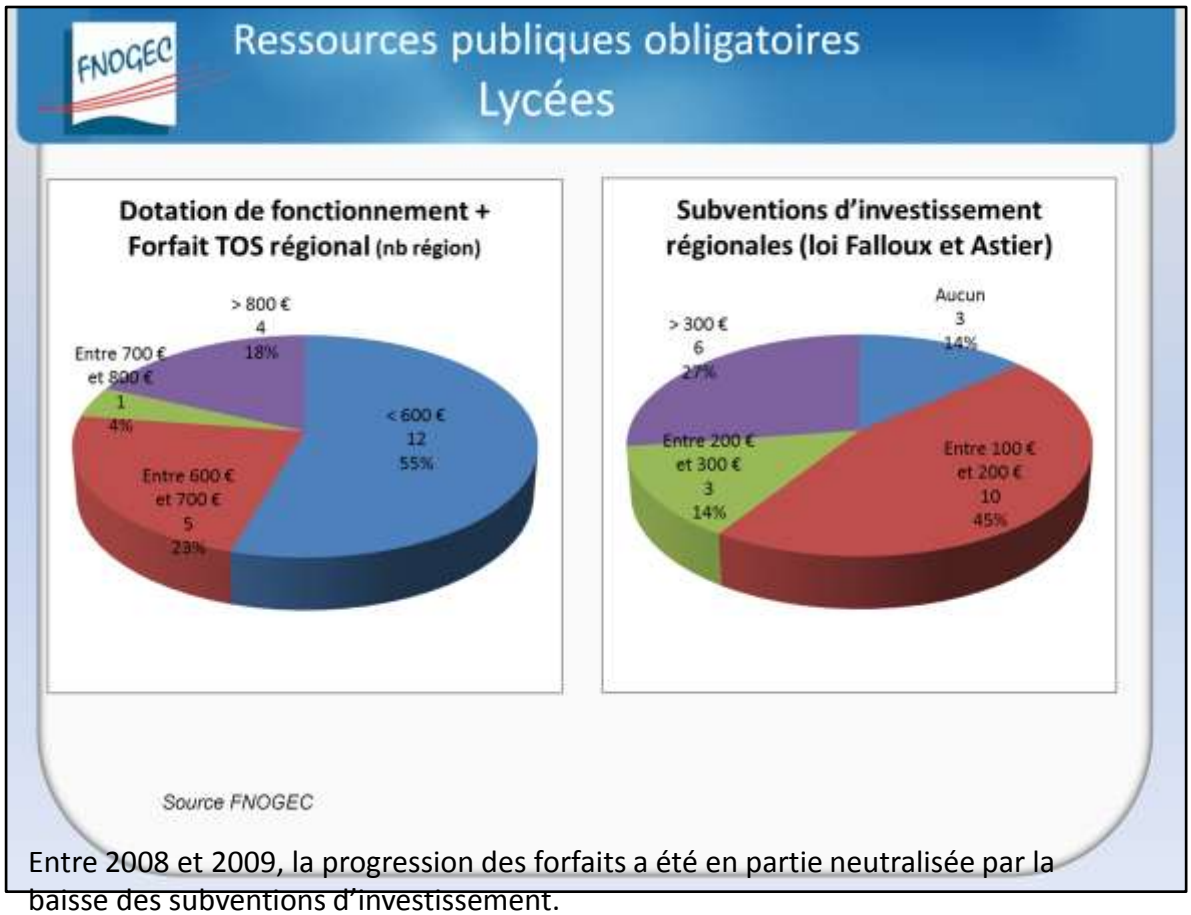



Effectif : 636 087 collégiens ce qui donne un forfait Etat moyen par collégien de 479 € correspondant à l'arrêté de forfait Etat 2009/2010 soit
-80 premiers à 743,21€
-le 81ème et suivants à 410,90€

L'effectif passe à 643 646 collégiens si on intègre :
- les collégiens 4ème 3ème d'insertion dont le taux de forfait est 482,95€,
-les collégiens de segpa dont le taux est de 916,39€
- les 4ème et 3ème technologiques et professionnelles dont le taux est 586,39€.

Ce qui donne alors un taux de forfait Etat global et moyen de 483€

Par rapport à l'exercice précédent, l'amplitude reste importante mais sur plusieurs territoires les négociations portent leurs fruits en ce qui concerne les forfaits.




Entre 2008 et 2009, la progression des forfaits a été en partie neutralisée par la baisse des subventions d'investissement.

A titre d'illustration, trois territoires de plus sont passés dans la tranche « haute » du total forfait supérieur à 800 euros. Par contre, trois territoires ont rejoint la tranche basse d'aide à l'investissement située entre 100 et 200 euros.

# Ressources publiques
# Récapitulatif 2nd degré

**« De fortes disparités en fonction des territoires »**

- Un **forfait d'Etat** à un niveau qui reste insuffisant et une renégociation à engager pour la période triennale 2012-2014
- Des **forfaits Départements et Régions** très dispersés en montants dont la progression relative est en partie neutralisée par la baisse partielle des aides à l'investissement
- Des montants par élèves qui montrent des marges de négociation sur ce volet des dépenses obligatoires
- Une évolution positive des négociations avec la question de la prise en compte des Personnels T.O.S

## Ressources publiques
## Synthèse générale

- **Le retard sur la ressource publique obligatoire correspondant au forfait communal peut être évalué en moyenne à 212 € par élève contre 205 € par élève sur l'exercice précédent.**
- **Le retard sur la ressource publique obligatoire correspondant au forfait d'externat du 2 degré peut être évalué en moyenne à 291 € contre 345 € (État + collectivités territoriales).**
- **Une remise en cause des lignes budgétaires d'aide à l'investissement relativise largement ce constat d'un moindre déficit pour le 2nd degré**
- Les ressources publiques dans certains cas ne permettent plus de couvrir les dépenses de fonctionnement dont la masse salariale.

## Ressources publiques
## Les autres ressources publiques à ne pas négliger

- Aides aux cantines et aux internats, bourses spécifiques des collectivités d'une part et transports scolaires d'autre part : la politique sociale reste à expertiser comme marge de discussion avec les collectivités.

**Politiques spécifiques :**

- Politiques spécifiques des collectivités dans le domaine de l'enseignement : équipements pédagogiques des établissements ou des élèves, soutien de l'enseignement professionnel, activités sportives, culturelles ou liées à l'éducation au développement durable, accompagnement pédagogique, etc.
- Appels à projets de la part de l'Europe, de l'État, des structures publiques et des collectivités : disposer de l'information, savoir comment répondre…

**L'enseignement catholique est très diversement bénéficiaire de ces politiques, et devrait en revendiquer une part légitime.**

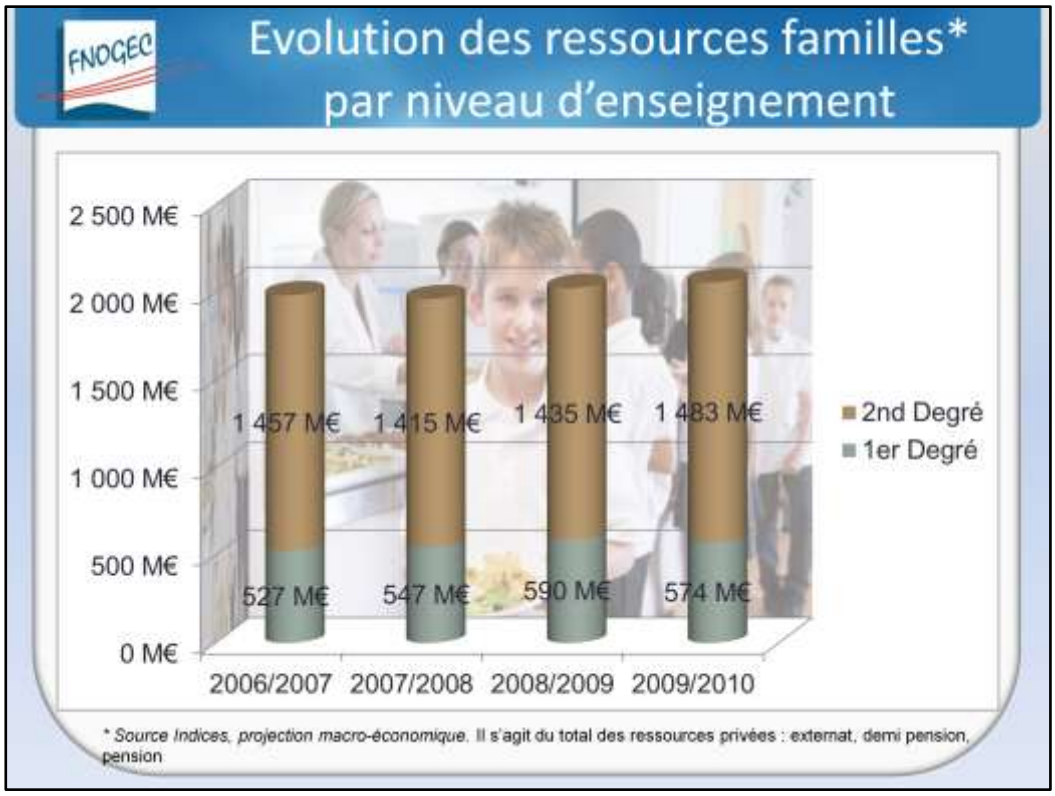

FNOGEC
Fnogec
Fédération Nationale des Organismes de Gestion
des établissements de l'Enseignement Catholique
RESSOURCES FAMILLES

## Ressources privées
## Champ d'utilisation des contributions familles

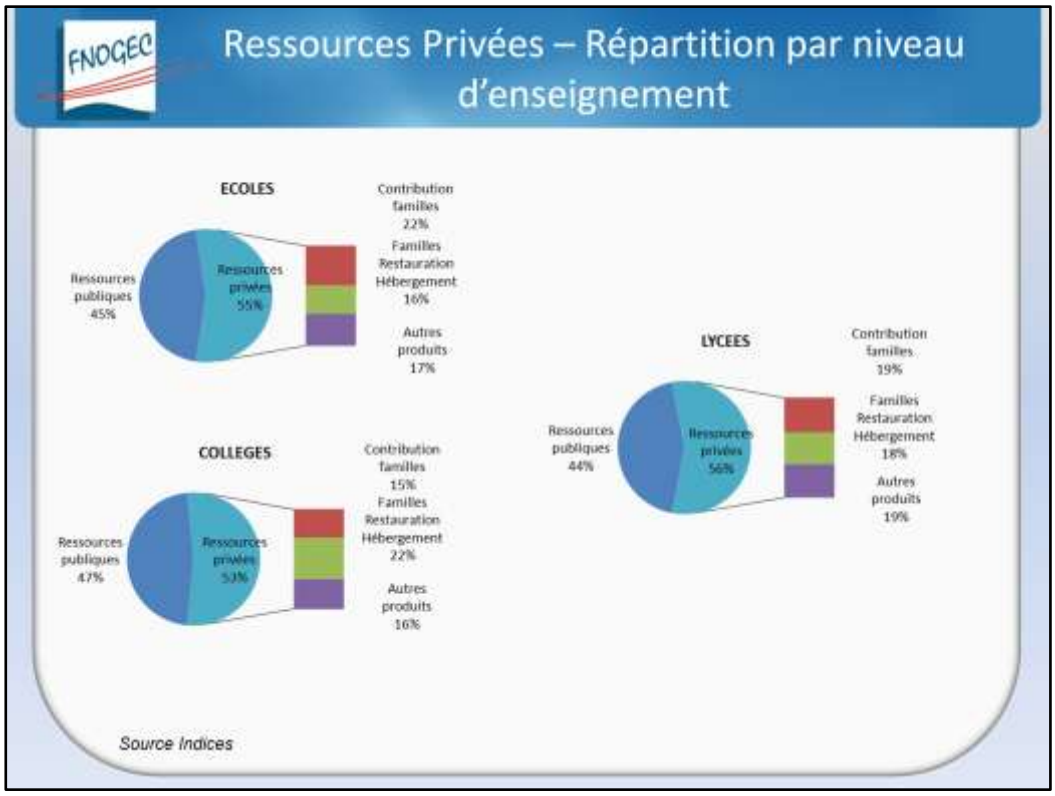
Les contributions des familles couvrent trois types de dépenses :

- Les dépenses afférentes aux dépenses d'investissement immobilier, et à la pastorale.
- Les dépenses qui sont hors du champ du contrat d'association, liées à des organisations pédagogiques spécifiques, plus élaborées, dépassant le cadre des programmes réglementaires.
- Les dépenses liées à l'organisation du réseau institutionnel de l'enseignement catholique et à la mise en place de fonds de solidarité pour venir en aide aux établissements plus défavorisés ou pour soutenir des projets.

La première catégorie de dépenses représente environ les ¾ de la contribution famille (dite de « scolarité »), les deux catégories suivantes représentent ¼.




La politique de tarifs en 2nd degré connait une progression légèrement supérieure au coût de la vie. Cette progression en données agrégées est également liée à l'augmentation des effectifs élèves du 2nd degré en 2009/2010. Par ailleurs, on constate un rattrapage au niveau des prix de pension (voir plus loin). Enfin, l'élargissement de la pratique tarifaire du quotient familial permet d'obtenir des augmentations de ressources supérieures au coût de la vie.
En 1er degré, on observe une pause dans le rattrapage des contributions familles, ainsi qu'une baisse des ressources provenant des activités annexes du type restauration (-2,6%).




Contributions familles et autres produits représentent la participation totale des familles pour l'externat. En moyenne, cette participation représente les 2/3 de la participation totale des familles (constat équivalent à l'exercice précédent). Le tiers restant est lié aux activités de restauration et d'hébergement non financées par la collectivité publique.
Globalement, les ressources familles représentent en moyenne 55% de la ressource totale collectée par les OGEC, ce qui doit conduire les responsables à être très attentifs à leur stratégie tarifs (les choix effectués pouvant conduire à des déplacements conséquents de ressources financières).

# Ressources privées

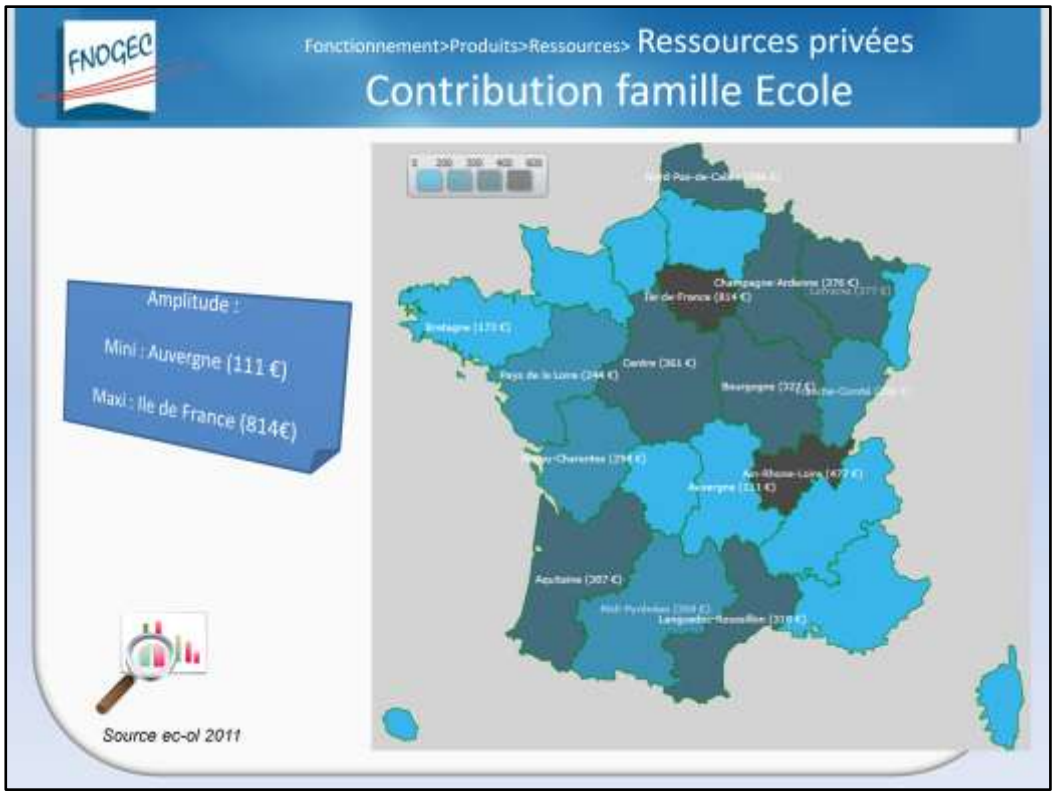
## Contribution familiale (hors Ile de France, par élève et par an)

| | 2008 / 2009 | 2009/2010 | |
|---|---|---|---|
| | Contribution Familiale | Contribution Familiale * | Evolution |
| Ecole Maternelle et Elémentaire | 267 € | 275 € | +3% |
| Collège | 441 € | 504 € | +14% |
| Lycée Général | 606 € | 673 € | +11% |
| Lycée Général et Technologique | 597 € | 645 € | +8% |
| Lycée Polyvalent | 582 € | 712 € | +22% |
| Lycée Professionnel | 576 € | 604 € | +5% |



*Source ec-ol 2011*

(* hors redevances annexes)




Comme sur l'exercice précédent, les contributions familles ont une amplitude de 1 à 7, et de 1 à 4 hors Ile de France. Cette amplitude a plusieurs causes :

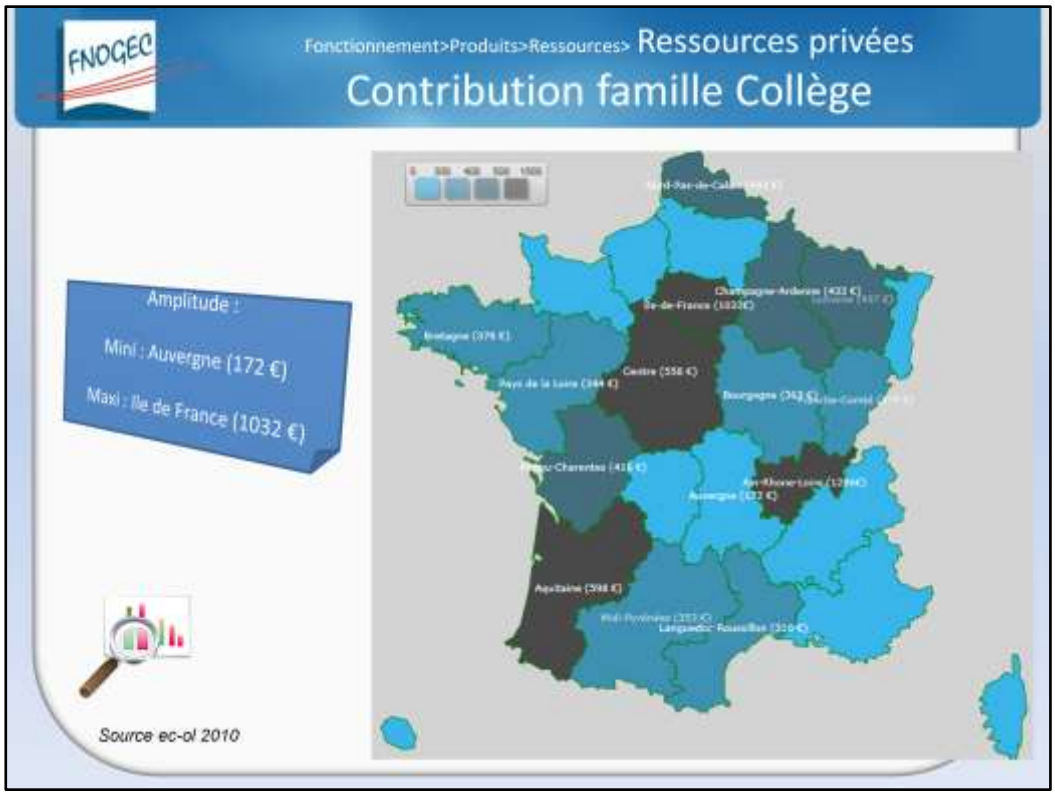
♦ l'histoire : présence ou non de congrégations qui ont rempli une partie des obligations financières des OGEC ;

♦ une disparité des participations financières des communes qui oblige à des « compensations » plus ou moins grandes par les familles ;

♦ des politiques très inégales en matière d'investissements ;

♦ les catégories socioprofessionnelles des familles qui varient d'un établissement à l'autre ;

♦ la très grande hétérogénéité des libéralités et manifestations de soutien qui présente un poids certain en 1er degré.




L'amplitude des contributions familles en collège est moindre : 1 à 3.

Les motifs principaux d'une amplitude moindre :

♦ les ressources publiques sont plus homogènes en niveau collège, même si le transfert de compétences aux départements a conduit à des disparités ;

♦ les politiques d'investissements sont inégales ;

♦ la pratique minoritaire mais non marginale du quotient familial en 2nd degré conduit néanmoins à une amplitude des contributions.

♦ indépendamment de la pratique du quotient familial, la coexistence d'établissements à implantation urbaine ou rurale conduit à des différenciations de tarifs fixes liées aux milieux socioprofessionnels dont sont issues les familles.

## Ressources privées

## Prix de vente des repas (hors Ile de France, par élève et par an)

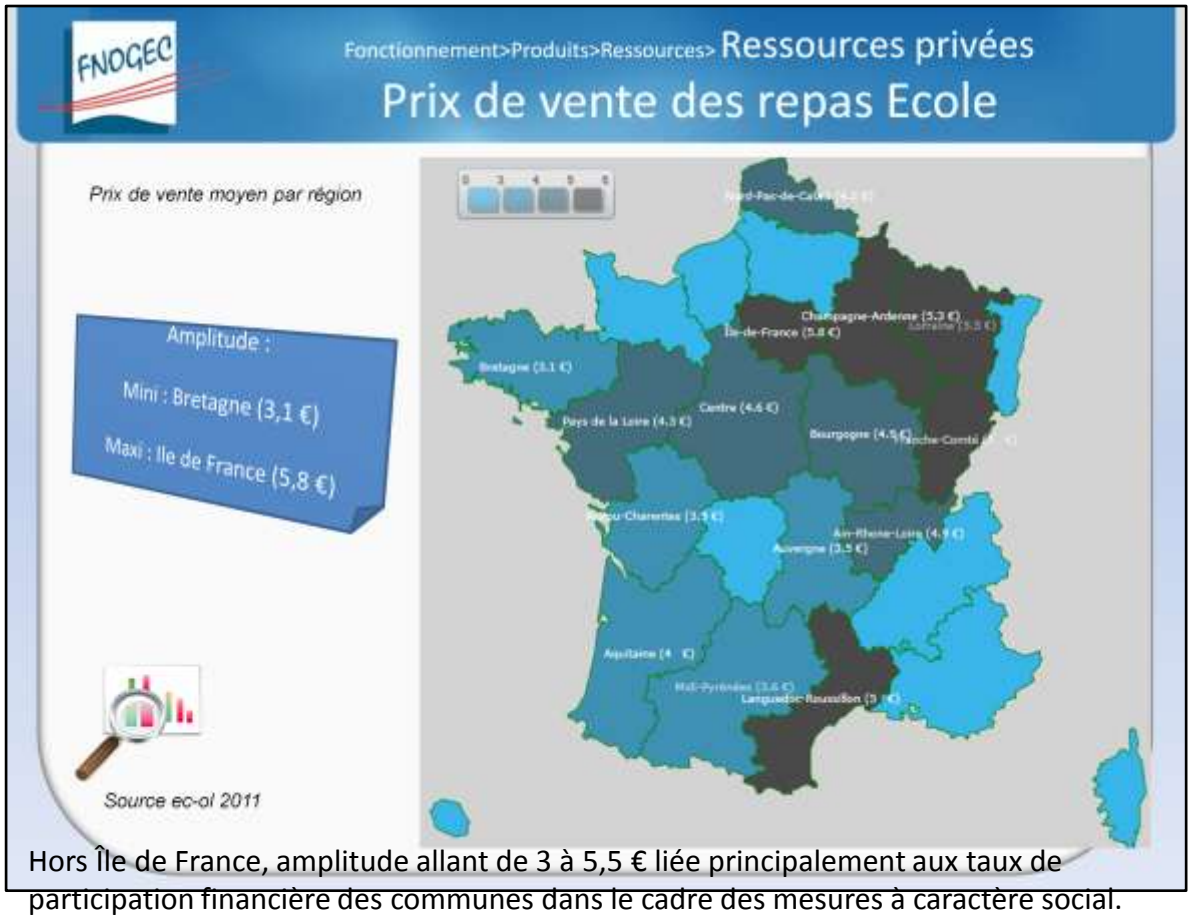
| | 2008 / 2009 | 2009/2010 | Evolution |
|---|---|---|---|
| Ecole Maternelle et Elémentaire | 3,94 € | 4,19 € | +6,3% |
| Collège | 4,94 € | 5,03 € | +1,8 % |
| Lycée Général | 5,41 € | 5,51 € | +1,8 % |
| Lycée Général et Technologique | 5,31 € | 5,53 € | +4,1% |
| Lycée Polyvalent | 5,28 € | 5,43 € | +2,8% |
| Lycée Professionnel | 5,31 € | 5,46 € | +2,8% |

Source ec-ol 2011

Concernant le prix de vente des repas (hors Île de France, par élève et par an), la base EC-OL 2009/2010 fait ressortir l'évolution suivante, constatée sur le terrain :

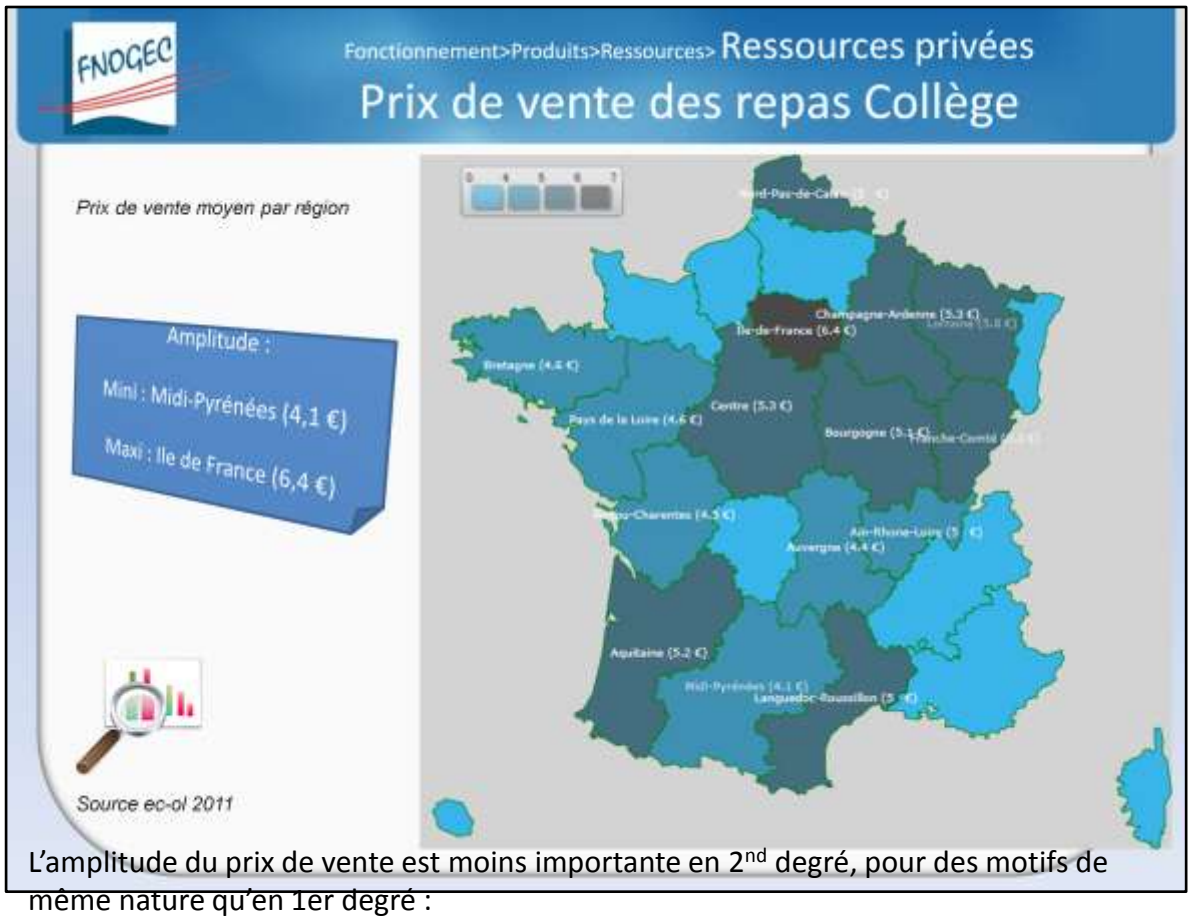
♦ des prix qui en moyenne, sur l'ensemble des catégories de lycées, sont nécessairement maîtrisés, car relativement élevés (compris entre 5 et 6 € hors Île de France) et ayant connu une augmentation supérieure à l'inflation ;
♦ des prix qui se situent plutôt autour de 5 € en niveau collège (entre 4.50 et 5,50 €) ;
♦ des prix en école situés entre 3 et 5 €, plus difficilement maîtrisables car les coûts sont eux-mêmes difficiles à optimiser (la mutualisation en réseau, groupement d'achats…, étant encore insuffisante). On notera néanmoins une très forte augmentation du tarif moyen.

L'amplitude importante en 1er degré est liée à l'importance des aides financières des communes (par exemple en Bretagne, les participations financières des communes au fonctionnement des cantines de l'enseignement privé sous contrat, sont significatives).




Hors Île de France, amplitude allant de 3 à 5,5 € liée principalement aux taux de participation financière des communes dans le cadre des mesures à caractère social.

L'autre raison est la diversité des conditions d'exploitation des cantines, et du nombre de repas servis.




L'amplitude du prix de vente est moins importante en 2nd degré, pour des motifs de même nature qu'en 1er degré :

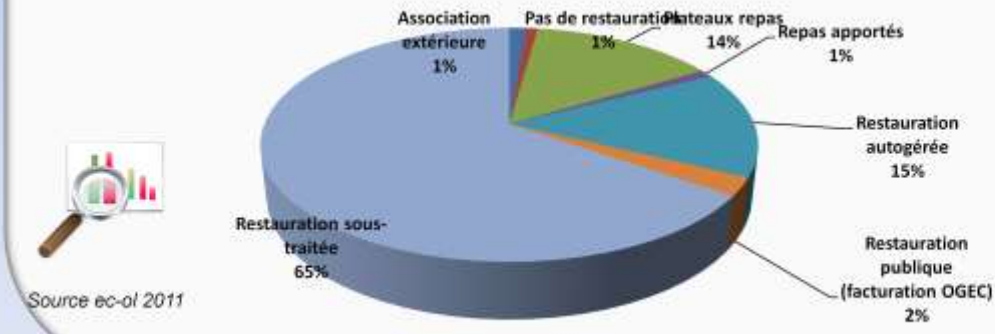
Conditions d'exploitation moins disparates et quasi inexistence de mesures à caractère social en provenance des conseils généraux.

Hors Île de France, amplitude de 4,1 à 5,80 €, avec une forte concentration autour de 5 € par repas.

Fonctionnement>Produits>Ressources> Ressources privées

## Type de restauration

| | Association extérieure | Pas de restauration | Plateaux repas | Repas apportés | Restauration autogérée | Restauration publique (facturation OGEC) | Restauration sous-traitée |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Collèges | 0% | 6% | 6% | 0% | 11% | 0% | 78% |
| Collèges-lycées | 4% | 0% | 0% | 0% | 12% | 0% | 85% |
| Ecoles | 2% | 1% | 27% | 2% | 14% | 5% | 49% |
| Ecoles-collèges | 1% | 0% | 4% | 0% | 19% | 1% | 76% |
| Ecoles-collèges-lycées | 0% | 1% | 2% | 1% | 10% | 1% | 87% |
| Lycées | 0% | 0% | 3% | 0% | 21% | 0% | 76% |
| Grand Total | 1% | 1% | 14% | 1% | 15% | 2% | 65% |




Source ec-ol 2011

L'observation des conditions financières de fonctionnement des cantines scolaires ne peut faire abstraction de l'observation des conditions d'exploitation. On n'observe pas d'évolution significative d'un exercice à l'autre.

## Ressources privées
## Pension (par élève et par an)

| | 2007 / 2008 | | 2008 / 2009 | | 2009 / 2010 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre UP | Prix de vente moyen | Nombre UP | Prix de vente moyen | Nombre UP | Prix de vente moyen |
| Collège | 80 | 2 014 € | 81 | 2 124 € | 52 | 2 449 € |
| Enseignement Spécialisé | | | 2 | 1 969 € | | |
| Lycée Général | 37 | 2 328 € | 51 | 2 425 € | 33 | 2 990 € |
| Lycée Polyvalent | 16 | 2 294 € | 18 | 2 527 € | 12 | 2 231 € |
| Lycée Professionnel | 36 | 2 040 € | 41 | 2 329 € | 28 | 2 196 € |
| Lycée Technologique | 30 | 2 232 € | 39 | 2 297 € | 23 | 2 412 € |
| **Total** | **237** | **2 006 €** | **255** | **2 191 €** | **148** | **2 498 €** |

Variation moyenne sur l'exercice : +14 %

*Source ec-ol 2011*

L'enseignement catholique, principalement en milieu rural, accueille des pensionnaires: les informations apportées par la base ECOL font ressortir des tarifs de pensions qui restent toujours modérés eu égard aux coûts de revient moyens, en dépit d'une forte hausse des tarifs d'un exercice à l'autre :

Le coût direct de fonctionnement d'un interne, qui ne comprend pas la quote-part d'amortissement et gros entretien des bâtiments hébergeant les pensionnaires, se situe dans une fourchette comprise entre 2500 € et 3000 € (part restauration comprise entre 1500 et 1700 €, part hébergement comprise entre 1000 et 1300 €).

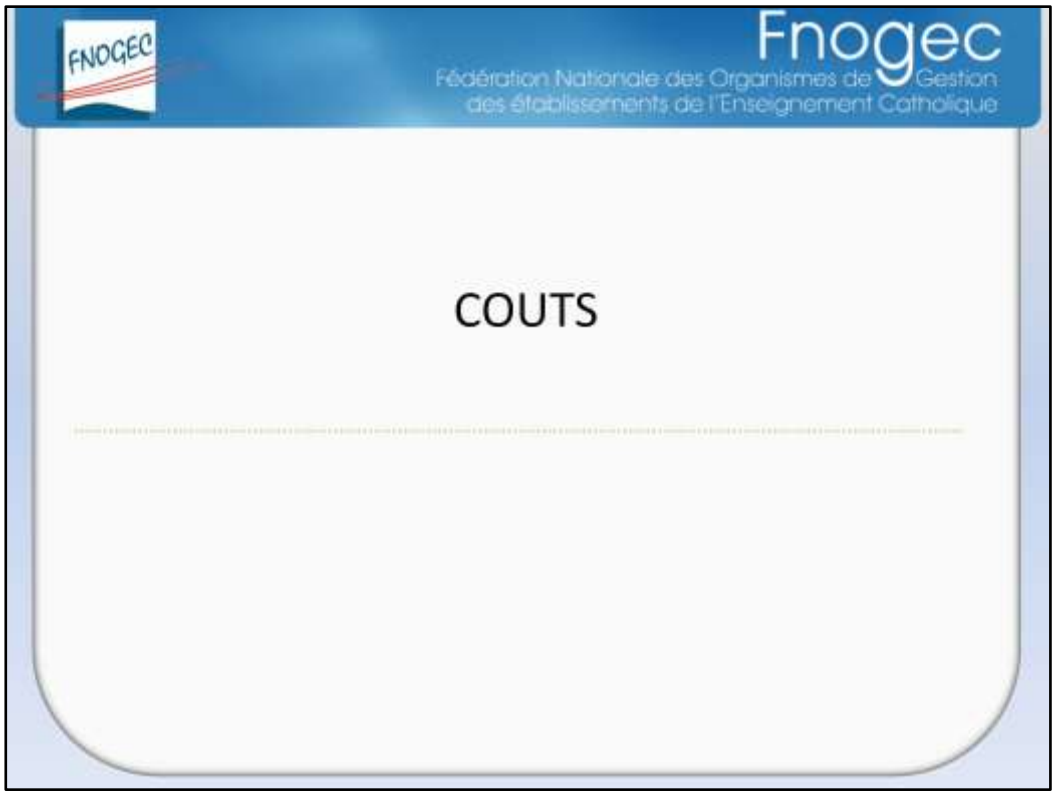
Le coût complet d'un pensionnaire, immobilier compris, se situe dans une fourchette comprise entre 3500 € et 4000 € (l'équivalent loyer pour un interne pouvant être évalué à un montant situé entre 800 et 1000 € selon la configuration du local sommeil et la qualité de la construction)

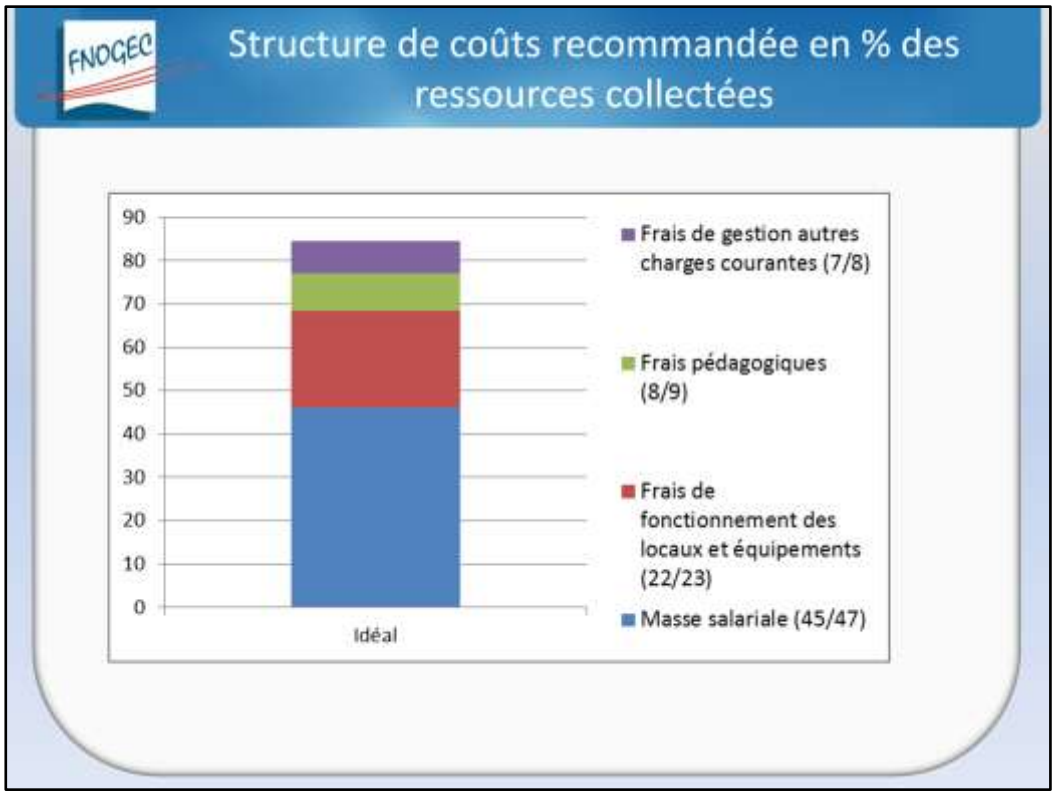
La taille la plus fréquente des internats de l'enseignement catholique est située entre 50 et 100 internes, les hébergements supérieurs à 100 lits étant considérés comme des internats importants. En dessous de 50 pensionnaires, on peut admettre que le déficit financier généré est difficile à supporter, d'où une nécessaire réflexion sur un redéploiement des internats, sur la base de projets éducatifs ambitieux et de moyens réellement adaptés.

## Ressources privées
# Recommandations

**Recommandations par rapport à une stratégie tarifs** :

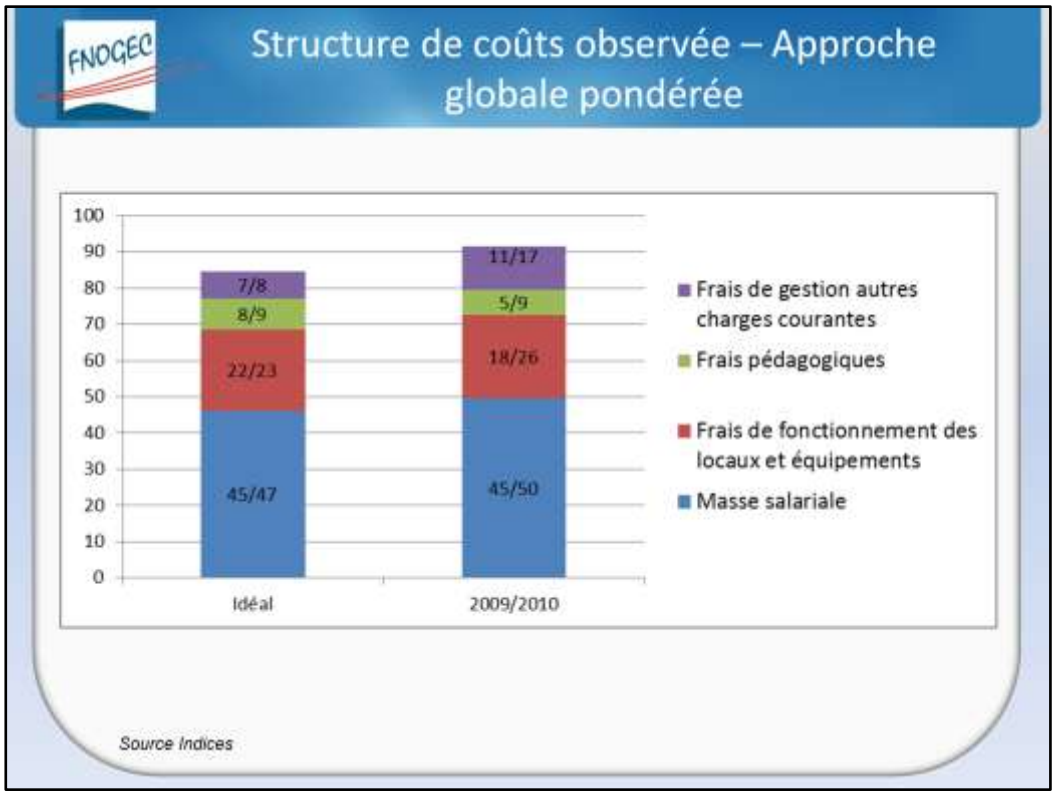
- **Appréhender le « juste prix »,** un rapport qualité/ prix qui permet à l'établissement d'assumer financièrement le projet proposé aux parents, et à ceux-ci « d'accepter un prix juste », dimensionné au plus près de leurs capacités contributives
- **User de notre liberté dans la mise en place d'une stratégie** : progressivité des tarifs à l'intérieur d'un cycle, passerelle plus facile entre deux cycles, quotient familial, politique sociale plus audacieuse vis-à-vis des fratries notamment…
- Ne pas oublier que les **aides à caractère social** sont une possibilité de diminuer la pression financière sur les familles: dans certains territoires, les OGEC ont pu obtenir des ressources complémentaires au forfait non négligeables.


FNOGEC
Fnogec
Fédération Nationale des Organismes de Gestion
des établissements de l'Enseignement Catholique
COUTS




**Une structure de coût souhaitable, liée aux spécificités de notre secteur :**
Pour 100 de produits de fonctionnement collectés, compte tenu d'un effort à l'investissement nécessaire de 15/17 (qui peut être justifié par ailleurs) les établissements ne doivent pas dépenser plus de 83/85 en fonctionnement, répartis dans des fourchettes précises liées à la configuration de notre métier.

D'aucuns sont surpris par « l'unicité » de la fourchette de structure de coût recommandée. Nous avons régulièrement réfléchi à cette question au sein du groupe de pilotage « Indices ». Toutes nos études statistiques montrent que l'approche des coûts rapportée aux ressources est homogène quelles que soient les typologies d'établissements. La structure de coût d'un établissement avec hébergement, est très semblable à celle d'un établissement avec restauration sans hébergement, ou encore à celle d'un établissement n'ayant qu'un externat (la structure de coût, c'est la place prise par chaque catégorie de charge composant le coût de revient complet d'une activité).
Les coûts sont proportionnels aux ressources compte tenu par ailleurs de l'exigence d'une marge de fonctionnement à dégager afin de réaliser les investissements annuels nécessaires.




Il s'agit d'une observation globale tous niveaux et toutes activités (restauration, hébergement) confondus sur la base échantillonnée de 2072 OGEC.
L'utilisation moyenne des ressources est la suivante :
Sur 100 collectés, 89/92 sont dépensés, c'est-à-dire que le solde disponible pour l'investissement (capacité d'autofinancement) se situe à 8(écoles-lycées)/11 (collèges). Dans ce cadre, les dépenses se répartissent selon le schéma ci-dessus.
Au vu des tableaux de bord financiers détaillés « Indices », les constats suivants peuvent être effectués :

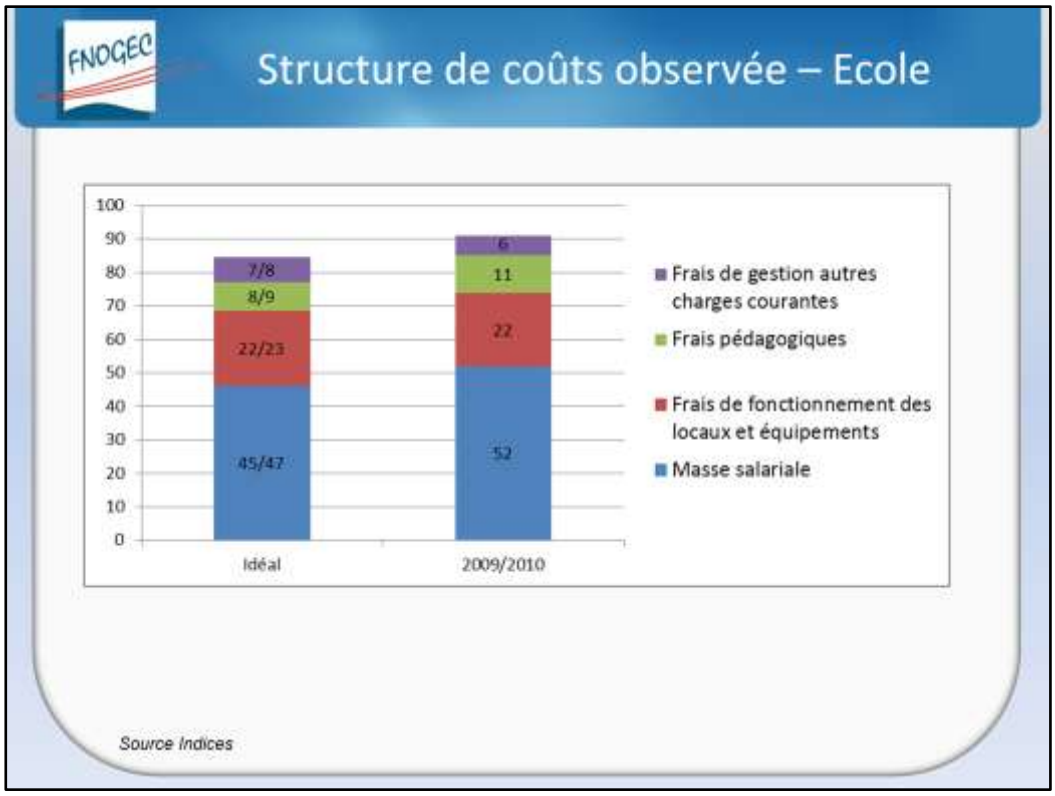
♦ masse salariale : fourchettes similaires à celles de l'an dernier avec un ratio mieux maitrisé en lycée (passant de 51 à 50%) ; toutefois, par rapport aux ressources et compte tenu de l'objectif de CAF, l'écart avec la fourchette recommandée demeure de l'ordre de 3 points ;

♦ on constate une poursuite de la fragilisation de l'effort à l'immobilier dans le premier degré et dans une moindre mesure en collège ; par conséquent, l'amplitude de ce poste augmente, d'autant que l'effort à l'immobilier a tendance à se renforcer en niveau lycée ;

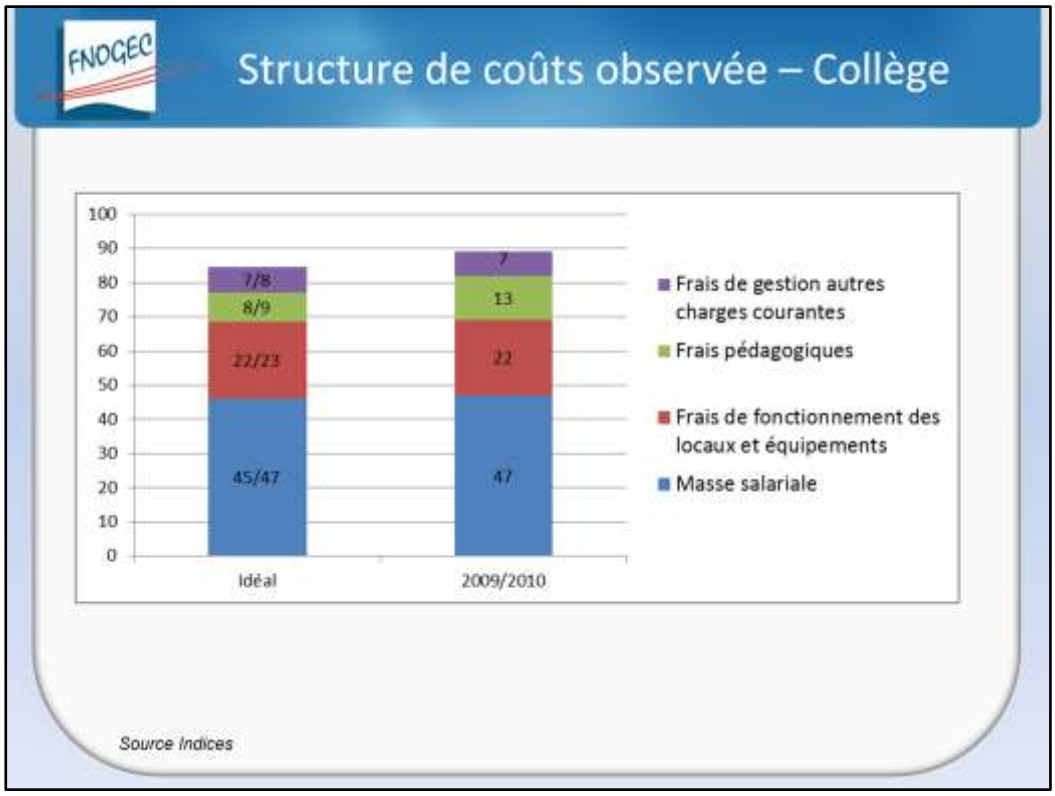
♦ la fragilisation d'un certain nombre d'OGEC conduit à sacrifier une partie des frais variables tels que les frais pédagogiques ; on constate néanmoins pour certaines typologies d'OGEC une augmentation de l'effort pédagogique lié aux activités (sorties, etc.), sans impact sur la CAF (répercussion sur les familles) ;

♦ les frais de gestion, surdimensionnés depuis plusieurs exercices, sont stabilisés (ils sont composés en proportion sensiblement égale des cotisations au réseau de l'enseignement catholique, et d'autres frais (bureau, honoraires, déplacements,

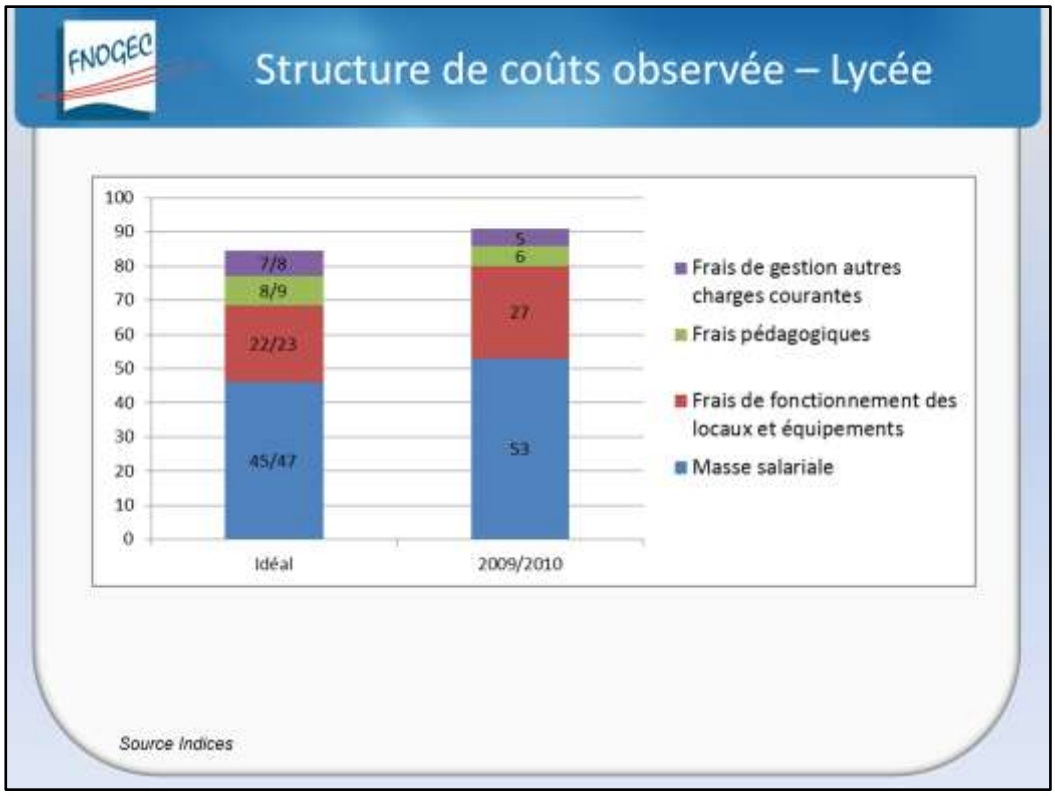
téléphone-internet…) ;



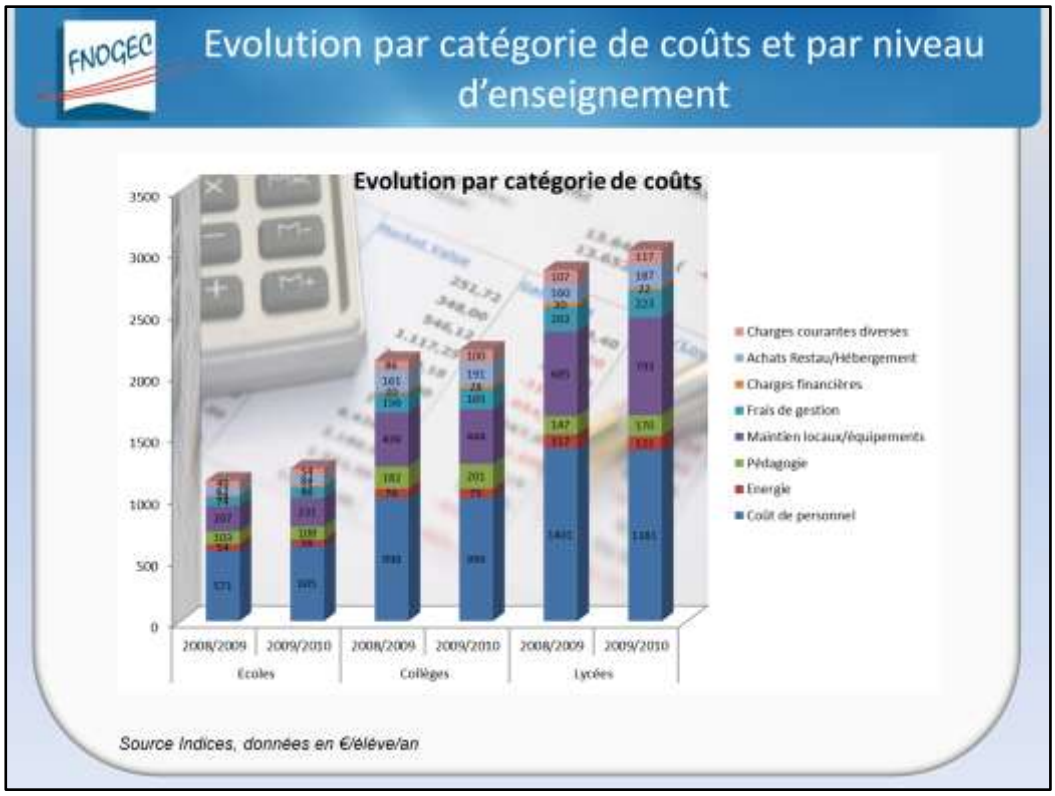

Pour la première fois, nous avons isolé dans les structures de coûts l'activité d'enseignement (externat) et nous l'avons étudiée par niveau (école – collège – lycée).
Sur 100 encaissés en fonctionnement, l'école dépense en moyenne 91 et ne dégage que 9 pour faire face à ses besoins d'investissement. Il s'agit de la performance la plus faible avec celle du lycée. La cause principale de cette insuffisance de solde financier est le poids de la masse salariale. Notons que l'augmentation des ressources communales n'a pas été suffisamment au rendez vous pour couvrir cette masse en augmentation.
Une bonne maitrise des frais divers de gestion permet d'engager un effort pédagogique conséquent.




Le niveau collège est le seul niveau d'enseignement qui respecte encore les schémas de gestion proposés par l'observatoire économique Indices : maitrise de la masse salariale, juste dimensionnement des frais de locaux et, comme en école, des frais de gestion plutôt optimisés permettant de dégager un bon budget pédagogique.
Pour autant, le niveau de CAF à 15% n'est pas atteint et demanderait un effort d'un point sur chacune des grandes catégories de coûts, ou une revalorisation des ressources.




Malgré des produits publics et privés sensiblement mieux dimensionnés qu'en école, le lycée ne tire pas son épingle du jeu. Sur 100 de ressources de fonctionnement, le prélèvement des charges de fonctionnement atteint 91, ne laissant qu'une CAF de 9.
La masse salariale prend une part excessivement importante des produits.
Par ailleurs, les frais de fonctionnement des locaux et équipements sont nettement plus importants qu'en niveau collège (différentiel de 5 points).
Il apparait enfin que les deux masses principales (moyens humains et frais de locaux), de par leur dimensionnement important, compressent les postes liés à la pédagogie et à la gestion du lycée.




La base « Indices » analyse une structure de coût de revient toutes activités confondues, qui isole et homogénéise pour l'essentiel :

Une masse salariale complète (qu'elle soit ou non externalisée), des coûts de locaux et équipements de toutes natures (le coût de fonctionnement des infrastructures et équipements de toutes natures), les frais généraux de l'activité principale d'enseignement (pédagogiques et de gestion), les frais généraux des activités complémentaires à l'enseignement (restauration et hébergement), et les frais financiers. Cette structure de coût est présentée par élève et par an, par niveau d'enseignement.

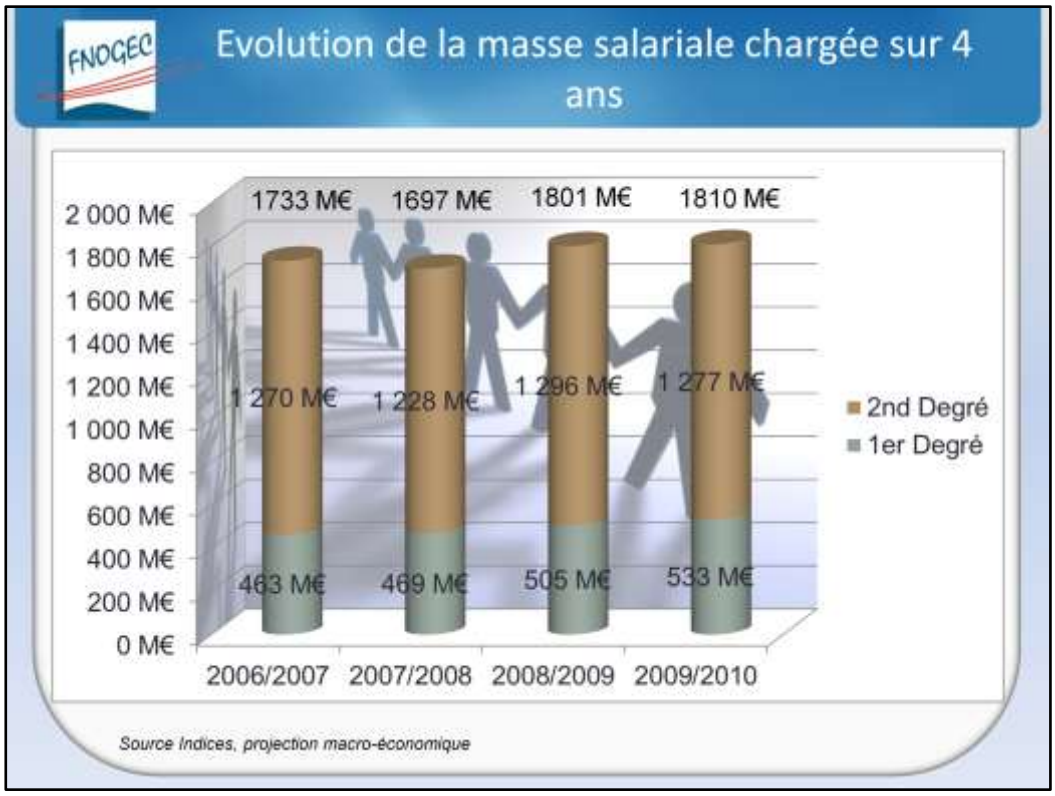
**Commentaires sur cette structure et évolution des coûts (entre 2008/2009 et 2009/2010) :**

Progressions des coûts totaux par élève et par an qui sont sensiblement au-dessus du niveau de l'inflation :

+ 8,8 % en école ;
+ 4 % en collège ;
+ 5,8 % en lycée.

Nous faisons le même constat que dans le rapport de l'année dernière, à savoir la difficulté de maitriser les coûts, particulièrement net dans les deux secteurs de

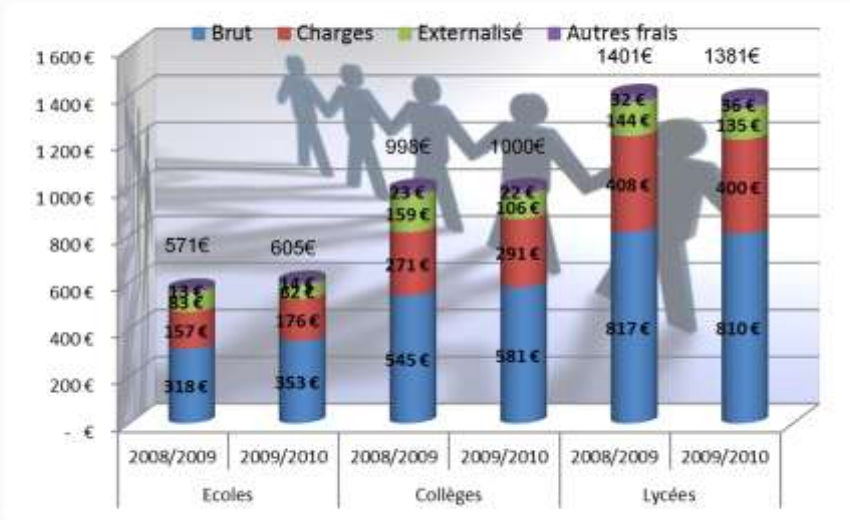
l’école et du lycée.




**Poids global de la masse salariale :**

La masse salariale qui représente les moyens humains du projet d'établissement connait une relative stabilité. De façon agrégée, en moyenne, elle prend une part importante des ressources (fourchette de 45 à 50 % aujourd'hui selon les typologies d'établissements) par rapport à nos recommandations qui se situent à 45/47 %.
Cette stabilité recouvre deux situations contrastées :
♦ Le taux de progression de la masse salariale en 1er degré (+6%) s'explique essentiellement par la revalorisation du statut du chef d'établissement du 1er degré.
♦ Une bonne maitrise de cet indicateur dans le second degré (voir diapositive suivante).

# Evolution de la masse salariale par niveau d'enseignement




*Source Indices, en €/élève/an*


FNOGEC
Fnogec
Fédération Nationale des Organismes de Gestion
des établissements de l'Enseignement Catholique
L'IMMOBILIER

# Effort à l'immobilier

*LES CONSTATS INDICES 2009/2010*
*Investissement de renouvellement: maintien en l'état, hors mises aux normes accessibilité et environnementales*

| En €<br>Par élève et par an | **Contributions Familles*** | **Contributions Familles** | **Effort à l'immobilier** | **Effort à l'immobilier** | **Taux d'insuffisance d'effort à l'immobilier** |
|---|---|---|---|---|---|
| | (objectif) | (constaté) | (objectif)** | (constaté) | |
| Ecoles | 350/400 | 371 € | 300/350 | 141 € | 53 à 59 % |
| Collèges | 450/550 | 487 € | 400/450 (hors internat) | 309 € | 23 à 32%*** |
| LGT | 650/750 | 849 € | 550/650 (hors internat) | 663 € | 0 %*** |
| LP | 650/750 | 698 € | 600/700 (hors internat) | 698 € | 0%*** |

* Les contributions des familles et les redevances annexes liées à l'enseignement couvrent essentiellement l'effort à l'immobilier, et pour une part plus réduite, les dépenses de caractère propre: pastorale, projets pédagogiques spécifiques, équipements pédagogiques non couverts par des ressources publiques, financement du réseau enseignement catholique…

** Equivalent loyer (nombre moyen de m² par élève X coût reconstruction au m² X 4%)

*** à relier aux ressources éventuelles Falloux, Astier et taxe d'apprentissage

# Effort à l'immobilier

## Un effort à l'immobilier qui devient urgent

Un travail d'analyse des moyens consacrés à l'immobilier met en évidence l'urgence d'accorder à ce sujet une priorité absolue en termes d'action. Plusieurs raisons nous y conduisent :

- la dégradation continue de l'effort fait par les établissements
- un parc immobilier dont la situation comparative se dégrade compte tenu de l'effort massif fait par les collectivités territoriales (communes, départements, régions)
- des obligations législatives et réglementaires (mises aux normes sécurité, accessibilité handicapé, grenelle de l'environnement, etc...)

Au-delà, la maîtrise des coûts de l'immobilier dans notre réseau est pour bon nombre d'établissements un moyen de maitriser les charges de fonctionnement.

# Effort à l'immobilier

- **Un effort à l'immobilier encore insuffisant par manque de financement:**
  - ✓ L'effort de rénovation/ reconstruction est en moyenne, sur l'ensemble du territoire, insuffisant
  - ✓ Il existe un risque réel d'obsolescence et d'insuffisance d'attractivité de l'outil pédagogique dans certains territoires
  - ✓ Une stratégie volontariste est à engager en la matière
- **Les besoins, en restant dans le périmètre de l'investissement de renouvellement et en y incluant les exigences liées à l'accessibilité, peuvent être estimés ainsi:**

# Besoins immobiliers annuels moyens (maintien et mise aux normes)

| Par an sur 5 ans | 1er degré | | | 2nd degré | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | En €/m² | En € / élève | En M€ | En €/m² | En € / élève | En M€ |
| Maintien en l'état de l'existant (gros œuvre et install / agencements) | 23 | 135 | 115 | 23 | 225 | 253 |
| Mises aux normes accessibilité | 13 | 109 | 82 | 25 | 218 | 245* |
| **TOTAL** | **36** | **244** | **197** | **48** | **443** | **498** |
| *Fourchette par élève (par an et par degré)* | *Entre 200 et 300 €* | | | *Entre 400 et 500 €* | | |

**Tableau : sources Indices**

**analyse des diagnostics faits par les établissements dans le cadre de l'obligation fixée par la loi de 2005 sur l'accessibilité.*

Source FNOGEC –Indices

# Une nécessité : améliorer notre potentiel immobilier

- L'hétérogénéité des situations territoriales, l'histoire de l'implantation de l'Enseignement catholique supposent parmi les autres éléments évoqués ci-dessus de s'inscrire dans une démarche dynamique de remise à niveau du potentiel immobilier.
- Nous devons pouvoir assurer économiquement une véritable mise à niveau de ce potentiel qui suppose :
  - Modernisation de nos infrastructures pour faire face aux exigences éducatives et pédagogiques d'aujourd'hui, et rester « concurrentiel » par rapport à l'enseignement public
  - Redéploiement géographique de l'offre de l'enseignement catholique
- Pour ce faire, en moyenne nationale, il est possible d'évaluer à partir des audits conduits, une estimation nationale d'effort à l'immobilier, dans l'hypothèse de la reconstruction à l'identique.

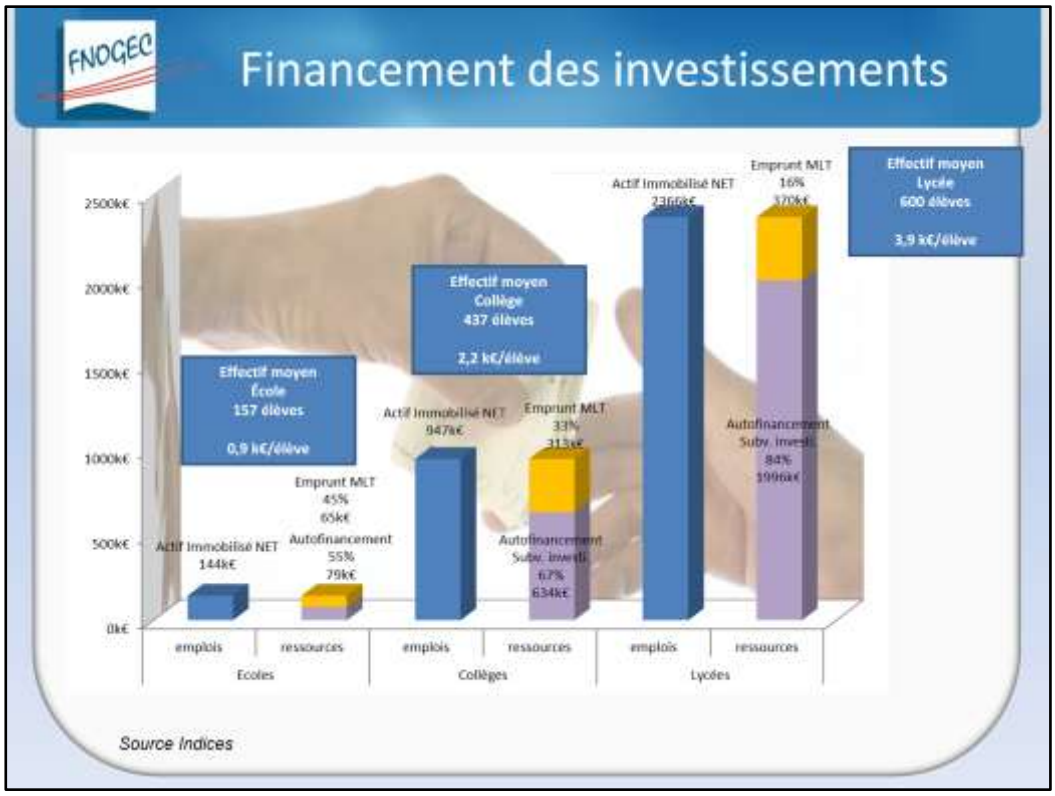
# Effort à l'immobilier pour l'amélioration et le redéploiement du parc des établissements (modernisation et redéploiement)

| Par an sur 5 ans | 1er degré | | | 2nd degré | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | En €/m² | En € / élève | En M€ | En €/m² | En € / élève | En M€ |
| Reconstruction à l'identique* | 30 | 180 | 153 | 30 | 300 | 337 |
| Fourchette par élève (par an et par degré) | Entre 100 et 200 € | | | Entre 300 et 400 € | | |

**Hypothèse théorique s'appuyant sur les audits et l'analyse des besoins*

Source FNOGEC –Indices


FNOGEC
Une feuille de route pour l'action
Un état des lieux par diocèse ou académie
Une démarche à engager en Codiec voire en CAEC
Des actions à mener au niveau de l'établissement
Une structure de pilotage à mettre en place au niveau diocésain ou académique
Une vision globale du financement de l'immobilier à développer




L'effort total à l'investissement comprend l'effort à l'immobilier (cf. ci-dessus) auquel il conviendrait d'ajouter les acquisitions foncières, ainsi que les acquisitions d'équipements pour l'ensemble des secteurs d'activité (enseignement, restauration, hébergement).

L'analyse bilantielle qui permet de présenter ce schéma par niveau d'enseignement apporte les enseignements suivants :

♦ L'effort à l'investissement net cumulé par élève, constaté dans les bilans comptables des OGEC, reste très bas et stagne en 1er degré, et progresse d'un peu plus de 10% en 2nd degré (passage de 1,9 K€ à 2,2 K€ en collège, et de 3,4 K€ à 3,9 K€ en lycée).

♦ Une très grande inégalité entre 1er et 2nd degré dans la capacité d'investir au service des projets proposés aux familles : l'écart par élève est pratiquement de 1 à 4,5 alors qu'il devrait être de 1 à 2,5 au regard des recommandations d'efforts à l'investissement respectifs.

♦ Le 1er degré est triplement pénalisé par rapport à sa capacité d'investissement : CAF à l'élève faible en valeur absolue, subventions d'investissement nulles car illégales, difficultés d'accès à l'emprunt bancaire, d'où la double démarche de nombreux territoires :
- Une sécurisation du fonctionnement par des mutualisations de coûts au sein de

réseaux d'établissements structurés ;
- La mise en place de fonds de soutien à l'investissement (diocésains ou académiques).

Fnogec
Fédération Nationale des Organismes de Gestion des établissements de l'Enseignement Catholique

# ANNEXES : ETATS INDICES

# Tableaux de bord Indices

## 0. Tableau de bord synthétique

**Exercice 2009 / 2010**

| Indicateurs principaux | Références ou Fourchettes recommandées | FNOGEC | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Ecoles 1 275 établissement(s) 260 112 élève(s) | | Collèges 167 établissement(s) 72 910 élève(s) | | Lycées 82 établissement(s) 49 181 élève(s) | | Collèges-lycées 55 établissement(s) 60 516 élève(s) | | Ec-col-lyc 172 établissement(s) 225 783 élève(s) | | Ecoles-collèges 294 établissement(s) 156 362 élève(s) | |
| **INDIC. DE BASE** | | | | | | | | | | | | | |
| Effectifs / Classes | | 187 | 5 | 437 | 10 | 800 | 20 | 1 100 | 28 | 1 313 | 44 | 511 | 16 |
| Capacité Autofinancement Courante | 8%-12% avec loyer | 17 342 € | 110 € | 106 807 € | 246 € | 171 104 € | 265 € | 295 533 € | 260 € | 351 566 € | 269 € | 87 665 € | 191 € |
| en % prod. courants encaiss. | 10%-19% sans loyer | 9 % | | 11 % | | 9 % | | 10 % | | 11 % | | 10 % | |
| Fonds de roulement (% des charges) | 25% - 35% | 41 % | 81 271 € | 43 % | 418 474 € | 40 % | 635 093 € | 27 % | 629 054 € | 27 % | 678 805 € | 30 % | 375 991 € |
| en jours | 90 - 127 jours | 149 j | | 155 j | | 146 j | | 95 j | | 97 j | | 109 j | |
| **INDIC. DE FONCTIONNEMENT** | | % produits | / élève | % produits | / élève | % produits | / élève | % produits | / élève | % produits | / élève | % produits | / élève |
| Coût de personnel après retraitement* | 48% - 41% | 48 % | 905 € | 48 % | 1 000 € | 48 % | 1 567 € | 48 % | 1 371 € | 50 % | 1 244 € | 50 % | 940 € |
| Energie | 4% max | 4 % | 66 € | 3 % | 75 € | 4 % | 125 € | 4 % | 116 € | 4 % | 99 € | 4 % | 72 € |
| Pédagogie | 8% max | 9 % | 109 € | 9 % | 201 € | 5 % | 157 € | 6 % | 170 € | 6 % | 143 € | 7 % | 140 € |
| Maintien locaux/équipements | 20% - 23% | 19 % | 231 € | 23 % | 444 € | 28 % | 837 € | 23 % | 630 € | 23 % | 563 € | 19 % | 348 € |
| Frais de gestion | 6% max | 7 % | 86 € | 7 % | 165 € | 6 % | 243 € | 6 % | 176 € | 6 % | 138 € | 6 % | 113 € |
| Charges financières | 2% max | 1 % | 15 € | 1 % | 28 € | 1 % | 24 € | 1 % | 29 € | 1 % | 28 € | 1 % | 22 € |
| Achats Restau/Hébergement | 7% max | 7 % | 84 € | 6 % | 101 € | 6 % | 186 € | 8 % | 213 € | 7 % | 172 € | 6 % | 154 € |
| CHARGES COURANTES | | 194 253 € | 1 236 € | 860 463 € | 2 204 € | 1 958 288 € | 3 282 € | 3 161 830 € | 2 510 € | 3 236 350 € | 2 467 € | 994 174 € | 1 931 € |
| Ressources familles | | 44 % | 567 € | 43 % | 877 € | 36 % | 1 195 € | 47 % | 1 334 € | 51 % | 1 295 € | 49 % | 953 € |
| Contributions [1] | | 21 % | 276 € | 15 % | 342 € | 20 % | 656 € | 20 % | 570 € | 27 % | 672 € | 21 % | 414 € |
| Activités annexes | | 8 % | 96 € | 6 % | 145 € | 3 % | 93 € | 5 % | 132 € | 5 % | 130 € | 7 % | 137 € |
| Restauration - Hébergement | | 15 % | 195 € | 22 % | 495 € | 14 % | 454 € | 22 % | 633 € | 20 % | 493 € | 21 % | 402 € |
| Participations publiques | | 35 % | 463 € | 41 % | 927 € | 36 % | 1 191 € | 34 % | 960 € | 33 % | 835 € | 35 % | 682 € |
| PRODUITS COURANTS | | 197 901 € | 1 260 € | 975 702 € | 2 228 € | 1 935 867 € | 3 228 € | 3 051 075 € | 2 772 € | 3 259 173 € | 2 483 € | 990 868 € | 1 915 € |
| **INDIC. DE RESULTATS** | | | / élève | | / élève | | / élève | | / élève | | / élève | | / élève |
| Résultat Courant | positif | 3 547 € | 23 € | 13 240 € | 30 € | - 20 430 € | - 34 € | - 50 004 € | - 46 € | 20 823 € | 15 € | 16 692 € | 33 € |
| Résultat Net Comptable | positif | 5 026 € | 32 € | 15 572 € | 36 € | - 9 090 € | - 15 € | 2 357 € | 2 € | 45 345 € | 35 € | 20 193 € | 39 € |
| Excédent Brut Exploitation | 10%-13% avec loyer | 18 690 € | 119 € | 104 917 € | 269 € | 173 264 € | 289 € | 308 745 € | 281 € | 370 453 € | 286 € | 102 746 € | 201 € |
| en % prod. courants encaiss. | 17%-20% sans loyer | 10 % | | 12 % | | 9 % | | 10 % | | 12 % | | 11 % | |
| **INDIC. DE STRUCTURE FINANCIERE** | | | / élève | | / élève | | / élève | | / élève | | / élève | | / élève |
| Trésorerie nette | | 47 % | 93 118 € | 46 % | 443 336 € | 46 % | 901 239 € | 33 % | 1 018 836 | 35 % | 1 147 940 | 43 % | 422 974 € |
| en jours | | 171 j | | 164 j | | 163 j | | 117 j | | 127 j | | 156 j | |
| Non recouvrement créances | 0% - 3% | 0 % | | 4 % | | 6 % | | 4 % | | 4 % | | 4 % | |
| Couverture immédiate de CT | Min 130 % | 330 % | | 302 % | | 184 % | | 162 % | | 174 % | | 292 % | |
| Amort LT / Emprunts restant dûs | 5 - 7 ans de CAF | 4 ans | | 3 ans | | 2 ans | | 3 ans | | 3 ans | | 3 ans | |

[1] dont personnel sous-traité , * Contr «act.ann.: écoles 300-400€ collèges 450-550€ lycées 650-750€

# Tableaux de bord Indices

## 1. Structure de Fonctionnement — Exercice 2009 / 2010

| Indicateurs | Références ou Fourchettes recommandées | FNOGEC | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Ecoles 1 275 établissement(s) 200 112 élève(s) | | Collèges 167 établissement(s) 72 919 élève(s) | | Lycées 82 établissement(s) 49 181 élève(s) | | Collèges-lycées 33 établissement(s) 46 316 élève(s) | | Ec-col-lyc 172 établissement(s) 225 783 élève(s) | | Ecoles-collèges 284 établissement(s) 130 384 élève(s) | |
| **RATIOS CHARGES** | | **% charges** | **/ élève** | **% charges** | **/ élève** | **% charges** | **/ élève** | **% charges** | **/ élève** | **% charges** | **/ élève** | **% charges** | **/ élève** |
| Coût de personnel après remplacement[1] | 40% - 47% | 46 % | 805 € | 48 % | 1 002 € | 47 % | 1 597 € | 44 % | 1 371 € | 38 % | 1 244 € | 50 % | 949 € |
| Energie | 3% - 4% | 4 % | 59 € | 3 % | 75 € | 4 % | 125 € | 4 % | 119 € | 4 % | 95 € | 4 % | 72 € |
| Pédagogie | 5% - 8% | 9 % | 159 € | 9 % | 201 € | 5 % | 157 € | 6 % | 178 € | 6 % | 143 € | 7 % | 142 € |
| Maintien locaux/équipements | 20% - 28% | 19 % | 331 € | 20 % | 444 € | 20 % | 697 € | 22 % | 630 € | 23 % | 563 € | 19 % | 349 € |
| Frais de gestion | 4% - 6% | 7 % | 86 € | 7 % | 165 € | 7 % | 240 € | 6 % | 176 € | 6 % | 139 € | 6 % | 113 € |
| Charges financières | 1% - 2% | 1 % | 10 € | 1 % | 28 € | 1 % | 24 € | 1 % | 29 € | 1 % | 28 € | 1 % | 22 € |
| Achats Resto/Hébergement | 0% - 7% | 7 % | 84 € | 9 % | 181 € | 6 % | 186 € | 7 % | 213 € | 7 % | 172 € | 8 % | 164 € |
| Charges courantes diverses | 2% - 4% | 4 % | 54 € | 4 % | 100 € | 4 % | 122 € | 4 % | 103 € | 3 % | 83 € | 5 % | 87 € |
| Autres charges courantes | | 51 % | 633 € | 54 % | 1 205 € | 51 % | 1 694 € | 51 % | 1 446 € | 49 % | 1 223 € | 49 % | 938 € |
| | | **moyenne** | **/ élève** | **moyenne** | **/ élève** | **moyenne** | **/ élève** | **moyenne** | **/ élève** | **moyenne** | **/ élève** | **moyenne** | **/ élève** |
| CHARGES COURANTES[2] | | 194 253 € | 1 239 € | 962 463 € | 2 204 € | 1 950 298 € | 3 282 € | 3 161 639 € | 2 919 € | 3 238 350 € | 2 467 € | 984 174 € | 1 685 € |
| Charges exceptionnelles | | 1 % | 13 € | 1 % | 25 € | 2 % | 38 € | 1 % | 24 € | 1 % | 21 € | 1 % | 25 € |
| TOTAL CHARGES[3] | | 196 233 € | 1 252 € | 973 443 € | 2 229 € | 1 991 336 € | 3 320 € | 3 128 420 € | 2 943 € | 3 286 250 € | 2 488 € | 979 900 € | 1 910 € |
| **RATIOS PRODUITS** | | **% produits** | **/ élève** | **% produits** | **/ élève** | **% produits** | **/ élève** | **% produits** | **/ élève** | **% produits** | **/ élève** | **% produits** | **/ élève** |
| Familles : contributions + act.ann.[4] | | 29 % | 372 € | 21 % | 466 € | 22 % | 741 € | 25 % | 711 € | 32 % | 802 € | 28 % | 551 € |
| Familles : restauration + héberg. | | 15 % | 195 € | 22 % | 490 € | 14 % | 454 € | 22 % | 623 € | 20 % | 493 € | 21 % | 402 € |
| Ressources familles | | 44 % | 567 € | 43 % | 977 € | 36 % | 1 195 € | 47 % | 1 334 € | 51 % | 1 295 € | 49 % | 953 € |
| Participations publiques | Mat=650, Pr=500 | 35 % | 443 € | 41 % | 927 € | 36 % | 1 191 € | 34 % | 962 € | 33 % | 833 € | 35 % | 682 € |
| Contrats aides | | 6 % | 77 € | 1 % | 20 € | 1 % | 24 € | 1 % | 20 € | 1 % | 34 € | 3 % | 59 € |
| Subventions diverses de fonct. | | 4 % | 50 € | 5 % | 102 € | 7 % | 239 € | 5 % | 146 € | 3 % | 75 € | 3 % | 66 € |
| Autres produits courants | | 10 % | 123 € | 9 % | 209 € | 10 % | 560 € | 11 % | 311 € | 10 % | 246 € | 8 % | 153 € |
| Autres ressources courantes | | 20 % | 250 € | 15 % | 331 € | 20 % | 842 € | 17 % | 477 € | 14 % | 354 € | 14 % | 273 € |
| | | **moyenne** | **/ élève** | **moyenne** | **/ élève** | **moyenne** | **/ élève** | **moyenne** | **/ élève** | **moyenne** | **/ élève** | **moyenne** | **/ élève** |
| PRODUITS COURANTS[5] | | 197 601 € | 1 260 € | 975 702 € | 2 235 € | 1 935 967 € | 3 226 € | 3 051 075 € | 2 773 € | 3 259 173 € | 2 483 € | 990 665 € | 1 918 € |
| Produits exceptionnels | | 2 % | 22 € | 1 % | 33 € | 2 % | 83 € | 3 % | 73 € | 2 % | 49 € | 3 % | 32 € |
| TOTAL PRODUITS[6] | | 201 258 € | 1 282 € | 990 515 € | 2 267 € | 1 985 244 € | 3 310 € | 3 130 777 € | 2 846 € | 3 311 600 € | 2 523 € | 997 060 € | 1 950 € |
| RESULTAT NET COMPTABLE | | 5 025 € | 32 € | 16 572 € | 38 € | -6 092 € | - 10 € | 2 357 € | 2 € | 45 349 € | 35 € | 20 160 € | 39 € |

[1] dont personnel sous-traité, [2] hors équivalent loyer, [4] Contr. nact.ann. écoles 350-400€ collèges 450-550€ lycées 650-750€

# Tableaux de bord Indices

## 2a. Structure de Fonctionnement : Charges

**Exercice 2009 / 2010**

| Indicateurs | Références ou Fourchettes recommandées | FNOGEC | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Ecoles 1 373 établissement(s) 269 112 élève(s) | | Collèges 167 établissement(s) 72 919 élève(s) | | Lycées 82 établissement(s) 49 181 élève(s) | | Collèges-lycées 55 établissement(s) 60 516 élève(s) | | Ec-col-lyc 172 établissement(s) 225 783 élève(s) | | Ecoles-collèges 294 établissement(s) 130 364 élève(s) | |
| Ration charges / produits courants | | % | / élève | % | / élève | % | / élève | % | / élève | % | / élève | % | / élève |
| Coût de personnel après retraitement* | 45% - 47% | 46 % | 605 € | 46 % | 1 000 € | 48 % | 1 557 € | 46 % | 1 371 € | 50 % | 1 244 € | 50 % | 948 € |
| dont aides Etat déduites | | 42 % | 527 € | 44 % | 979 € | 45 % | 1 544 € | 40 % | 1 351 € | 49 % | 1 210 € | 47 % | 896 € |
| dont personnel (hors ss-traitance) | | 43 % | 543 € | 40 % | 893 € | 44 % | 1 434 € | 45 % | 1 260 € | 43 % | 1 079 € | 44 % | 845 € |
| Energie | 4% max | 4 % | 56 € | 3 % | 75 € | 4 % | 125 € | 4 % | 118 € | 4 % | 98 € | 4 % | 72 € |
| Pédagogie | 6% max | 8 % | 108 € | 9 % | 201 € | 5 % | 157 € | 6 % | 176 € | 6 % | 143 € | 7 % | 140 € |
| dont Achats | | 4 % | 51 € | 3 % | 75 € | 3 % | 97 € | 3 % | 80 € | 3 % | 69 € | 3 % | 56 € |
| dont Activités | | 4 % | 57 € | 6 % | 126 € | 3 % | 61 € | 4 % | 96 € | 3 % | 74 € | 4 % | 84 € |
| Maintien locaux/équipements | 20% - 23% | 16 % | 231 € | 20 % | 444 € | 25 % | 837 € | 23 % | 690 € | 23 % | 583 € | 16 % | 348 € |
| dont effort occupant (art.14) | 6% - 8% | 7 % | 90 € | 6 % | 136 € | 7 % | 212 € | 6 % | 177 € | 7 % | 163 € | 6 % | 122 € |
| dont effort propriétaire (art.15) | 14% - 17% | 11 % | 141 € | 14 % | 309 € | 19 % | 626 € | 16 % | 453 € | 16 % | 399 € | 12 % | 225 € |
| Frais de gestion | 6% max | 7 % | 96 € | 7 % | 165 € | 6 % | 243 € | 6 % | 176 € | 6 % | 158 € | 6 % | 113 € |
| Charges financières | 2% max | 1 % | 15 € | 1 % | 26 € | 1 % | 24 € | 1 % | 29 € | 1 % | 28 € | 1 % | 22 € |
| Achats Restau/Hébergement | 7% max | 7 % | 94 € | 6 % | 161 € | 6 % | 166 € | 8 % | 213 € | 7 % | 172 € | 8 % | 164 € |
| Charges courantes diverses | 4% max | 4 % | 54 € | 4 % | 100 € | 4 % | 122 € | 4 % | 103 € | 3 % | 83 € | 5 % | 67 € |
| dont manifestations diverses | | 1 % | 10 € | 2 % | 2 € | 0 % | 0 € | 0 % | 1 € | 0 % | 1 € | 0 % | 0 € |
| Total Charges courantes | | 98 % | 1 238 € | 99 % | 2 284 € | 101 % | 3 262 € | 102 % | 2 619 € | 99 % | 2 467 € | 95 % | 1 885 € |
| Résultat Courant | | 2 % | 23 € | 1 % | 30 € | - 1 % | - 34 € | - 2 % | - 46 € | 1 % | 15 € | 5 % | 33 € |
| PRODUITS COURANTS* | | 987 601 € | 1 260 € | 975 702 € | 2 235 € | 1 935 967 € | 3 228 € | 3 051 075 € | 2 773 € | 3 256 173 € | 2 483 € | 980 866 € | 1 918 € |

| Indicateurs | Références ou | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| FONCTIONNEMENT Charges | | | | | | | | | | | | | |
| Coût Energie au m² | | 10,05 € | | 8,39 € | | 10,35 € | | 8,29 € | | 9,46 € | | 9,13 € | |
| Coût Alimentaire au repas | 1,30 € - 1,40 € | 1,25 € | | 1,41 € | | 2,51 € | | 1,65 € | | 1,82 € | | 1,36 € | |
| Coût Société de restauration au repas | 2,70 € - 3,50 € | 3,22 € | | 2,81 € | | 3,92 € | | 2,91 € | | 3,11 € | | 3,25 € | |
| Coût salarial moyen chargé / ETP | | 38 440,05 € | | 40 656,41 € | | 46 639,89 € | | 55 535,19 € | | 43 438,54 € | | 38 899,42 € | |
| Coût salarial moyen chargé/heure trav | | 17,87 € | | 25,25 € | | 28,97 € | | 34,49 € | | 26,98 € | | 22,26 € | |
| ETP pour 100 élèves | | 2,35 | | 2,22 | | 3,19 | | 2,51 | | 2,36 | | 2,31 | |
| Effort immobilier moyen au m² | | 40,13 € | | 38,43 € | | 82,14 € | | 45,28 € | | 40,41 € | | 38,58 € | |

* dont personnel sous-traité , * hors équivalent loyer

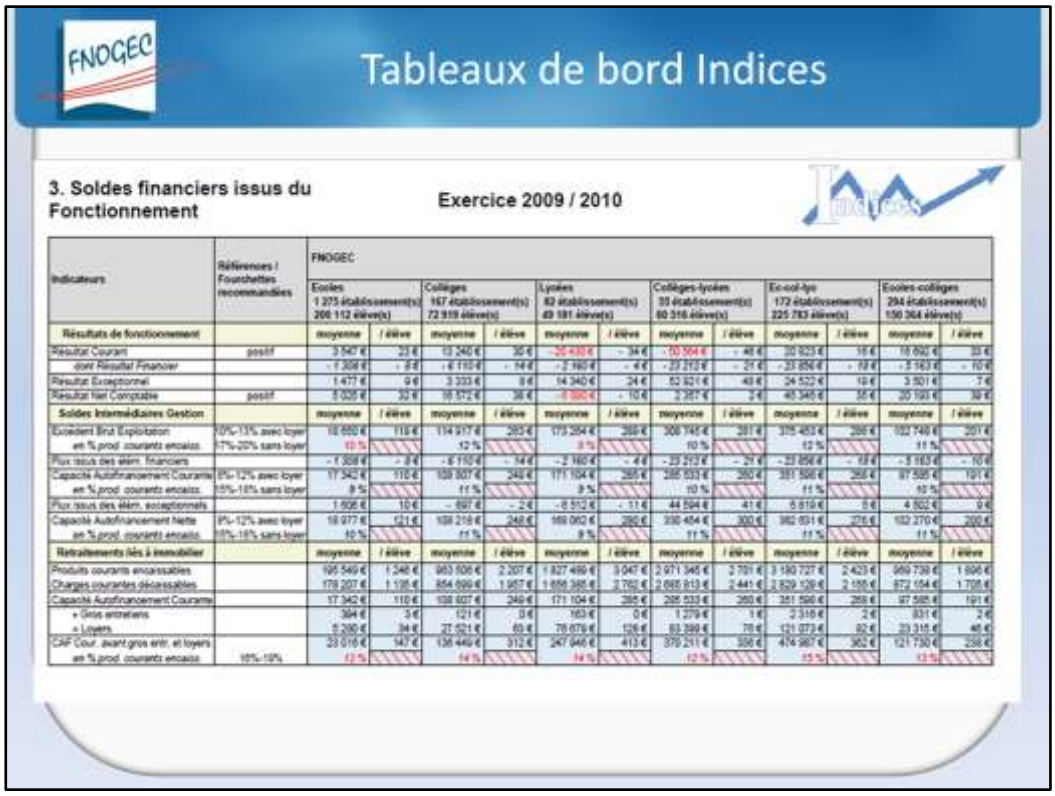
# Tableaux de bord Indices

## 2b. Structure de Fonctionnement : Produits

**Exercice 2009 / 2010**

| Indicateurs | Références ou Fourchettes recommandées | FNOGEC | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Ecoles 1 273 établissement(s) 200 112 élève(s) | | Collèges 167 établissement(s) 72 919 élève(s) | | Lycées 82 établissement(s) 49 181 élève(s) | | Collèges-lycées 55 établissement(s) 60 516 élève(s) | | Ec-col-lyc 172 établissement(s) 225 783 élève(s) | | Ecoles-collèges 294 établissement(s) 130 364 élève(s) | |
| **RATIOS PRODUITS** | | **% produits** | **/ élève** | **% produits** | **/ élève** | **% produits** | **/ élève** | **% produits** | **/ élève** | **% produits** | **/ élève** | **% produits** | **/ élève** |
| Familles : contributions * | | 21 % | 275 € | 16 % | 342 € | 20 % | 658 € | 20 % | 519 € | 27 % | 872 € | 21 % | 414 € |
| Familles : restauration | | 15 % | 195 € | 20 % | 453 € | 10 % | 344 € | 16 % | 464 € | 16 % | 411 € | 20 % | 387 € |
| Familles : hébergement | | 0 % | 0 € | 2 % | 37 € | 3 % | 109 € | 6 % | 159 € | 3 % | 82 € | 1 % | 15 € |
| Familles : activités annexes | | 6 % | 86 € | 6 % | 146 € | 3 % | 83 € | 5 % | 132 € | 5 % | 130 € | 7 % | 137 € |
| dont rembours. act. périsco. | | 0 % | 0 € | 0 % | 0 € | 0 % | 0 € | 0 % | 0 € | 0 % | 0 € | 0 % | 0 € |
| Ressources familles | | 44 % | 561 € | 43 % | 977 € | 35 % | 1 195 € | 47 % | 1 334 € | 51 % | 1 295 € | 49 % | 953 € |
| Etat | | 0 % | 0 € | 21 % | 465 € | 17 % | 559 € | 15 % | 449 € | 14 % | 341 € | 14 % | 280 € |
| Région | | 0 % | 0 € | 0 % | 2 € | 18 % | 606 € | 10 % | 276 € | 5 % | 202 € | 1 % | 12 € |
| Département | | 0 % | 0 € | 20 % | 450 € | 0 % | 6 € | 8 % | 223 € | 5 % | 193 € | 13 % | 246 € |
| Commune | Mat<650; Pr<500 | 35 % | 443 € | 0 % | 3 € | 0 % | 2 € | 0 % | 0 € | 4 % | 92 € | 8 % | 154 € |
| Participations publiques | | 35 % | 443 € | 41 % | 921 € | 56 % | 1 191 € | 34 % | 962 € | 33 % | 833 € | 35 % | 692 € |
| Contrats aidés | | 6 % | 77 € | 1 % | 28 € | 1 % | 24 € | 1 % | 22 € | 1 % | 34 € | 3 % | 53 € |
| Subventions diverses de fonct. | | 4 % | 53 € | 5 % | 102 € | 7 % | 159 € | 5 % | 148 € | 3 % | 75 € | 3 % | 66 € |
| Autres produits courants | | 10 % | 123 € | 9 % | 209 € | 18 % | 380 € | 11 % | 311 € | 10 % | 245 € | 8 % | 153 € |
| dont manifestations diverses | | 3 % | 32 € | 0 % | 3 € | 0 % | 4 € | 0 % | 2 € | 0 % | 4 € | 0 % | 8 € |
| Autres ressources courantes | | 20 % | 255 € | 15 % | 331 € | 25 % | 542 € | 17 % | 477 € | 14 % | 354 € | 14 % | 273 € |
| | | **moyenne** | **/ élève** | **moyenne** | **/ élève** | **moyenne** | **/ élève** | **moyenne** | **/ élève** | **moyenne** | **/ élève** | **moyenne** | **/ élève** |
| Total Produits Courants* | | 1 07 601 € | 1 260 € | 875 702 € | 2 338 € | 1 635 867 € | 3 228 € | 3 051 019 € | 2 715 € | 3 259 173 € | 2 483 € | 980 868 € | 1 918 € |
| Résultat Courant | | 2 % | 23 € | 1 % | 30 € | - 1 % | - 34 € | - 2 % | - 48 € | 1 % | 16 € | 2 % | 33 € |
| **FONCTIONNEMENT Produits** | | | | | | | | | | | | | |
| Nombre de Repas moyen | | 2 916 | | 22 940 | | 15 823 | | 58 797 | | 54 063 | | 22 478 | |
| Recette annuelle moyenne / repas | 4,50 € - 5,50 € | 4,59 € | | 4,09 € | | 5,83 € | | 4,29 € | | 5,34 € | | 4,85 € | |
| Hébergement annuel moyen / interne | | 0 € | | 3 887 € | | 1 543 € | | 1 891 € | | 2 303 € | | 2 214 € | |

* Contr.+act.ann.: écoles 300-350€ collèges 450-550€ lycées 650-750€



# Tableaux de bord Indices

## 3. Soldes financiers issus du Fonctionnement

**Exercice 2009 / 2010**

| Indicateurs | Références / Fourchettes recommandées | FNOGEC | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Ecoles<br>1 275 établissement(s)<br>200 112 élève(s) | | Collèges<br>167 établissement(s)<br>72 919 élève(s) | | Lycées<br>82 établissement(s)<br>49 181 élève(s) | | Collèges-lycées<br>55 établissement(s)<br>60 316 élève(s) | | Ec-col-lyc<br>172 établissement(s)<br>225 783 élève(s) | | Ecoles-collèges<br>294 établissement(s)<br>150 364 élève(s) | |
| **Résultats de fonctionnement** | | moyenne | / élève | moyenne | / élève | moyenne | / élève | moyenne | / élève | moyenne | / élève | moyenne | / élève |
| Résultat Courant | positif | 3 547 € | 23 € | 13 240 € | 35 € | -25 430 € | - 34 € | -70 564 € | - 46 € | 20 823 € | 16 € | 16 692 € | 33 € |
| dont Résultat Financier | | - 1 308 € | - 8 € | - 6 110 € | - 14 € | - 2 160 € | - 4 € | - 23 212 € | - 21 € | - 23 856 € | - 18 € | - 5 163 € | - 10 € |
| Résultat Exceptionnel | | 1 477 € | 9 € | 3 333 € | 8 € | 14 340 € | 24 € | 62 821 € | 48 € | 24 522 € | 19 € | 3 501 € | 7 € |
| Résultat Net Comptable | positif | 5 025 € | 32 € | 16 572 € | 36 € | -11 090 € | - 10 € | 2 257 € | 2 € | 45 345 € | 35 € | 20 193 € | 39 € |
| **Soldes Intermédiaires Gestion** | | moyenne | / élève | moyenne | / élève | moyenne | / élève | moyenne | / élève | moyenne | / élève | moyenne | / élève |
| Excédent Brut Exploitation | 10%-13% avec loyer | 18 650 € | 118 € | 114 917 € | 283 € | 173 294 € | 288 € | 308 745 € | 281 € | 376 453 € | 288 € | 182 749 € | 291 € |
| en % prod. courants encaiss. | 17%-20% sans loyer | 10 % | | 12 % | | 9 % | | 10 % | | 12 % | | 11 % | |
| Flux issus des élem. financiers | | - 1 308 € | - 8 € | - 6 110 € | - 14 € | - 2 160 € | - 4 € | - 23 212 € | - 21 € | - 23 856 € | - 18 € | - 5 163 € | - 10 € |
| Capacité Autofinancement Courante | 8%-12% avec loyer | 17 342 € | 110 € | 108 807 € | 249 € | 171 104 € | 285 € | 285 533 € | 260 € | 351 596 € | 269 € | 97 585 € | 191 € |
| en % prod. courants encaiss. | 15%-18% sans loyer | 9 % | | 11 % | | 9 % | | 10 % | | 11 % | | 10 % | |
| Flux issus des élém. exceptionnels | | 1 606 € | 10 € | - 697 € | - 2 € | - 6 512 € | - 11 € | 44 594 € | 41 € | 5 819 € | 5 € | 4 802 € | 9 € |
| Capacité Autofinancement Nette | 8%-12% avec loyer | 18 977 € | 121 € | 108 216 € | 248 € | 169 062 € | 280 € | 330 454 € | 300 € | 362 831 € | 278 € | 102 270 € | 200 € |
| en % prod. courants encaiss. | 15%-18% sans loyer | 10 % | | 11 % | | 9 % | | 11 % | | 11 % | | 11 % | |
| **Retraitements liés à immobilier** | | moyenne | / élève | moyenne | / élève | moyenne | / élève | moyenne | / élève | moyenne | / élève | moyenne | / élève |
| Produits courants encaissables | | 195 549 € | 1 246 € | 963 606 € | 2 207 € | 1 827 489 € | 3 047 € | 2 971 345 € | 2 791 € | 3 180 727 € | 2 423 € | 969 738 € | 1 696 € |
| Charges courantes décaissables | | 178 207 € | 1 135 € | 854 599 € | 1 957 € | 1 656 385 € | 2 762 € | 2 665 813 € | 2 441 € | 2 829 129 € | 2 155 € | 872 154 € | 1 705 € |
| Capacité Autofinancement Courante | | 17 342 € | 110 € | 108 807 € | 249 € | 171 104 € | 285 € | 285 533 € | 260 € | 351 596 € | 269 € | 97 585 € | 191 € |
| + Gros entretiens | | 394 € | 3 € | 121 € | 0 € | 163 € | 0 € | 1 279 € | 1 € | 2 316 € | 2 € | 831 € | 2 € |
| + Loyers | | 5 240 € | 34 € | 27 521 € | 63 € | 76 679 € | 126 € | 83 399 € | 78 € | 121 073 € | 92 € | 33 315 € | 46 € |
| CAF Cour. avant gros entr. et loyers | | 23 016 € | 147 € | 136 449 € | 312 € | 247 946 € | 413 € | 370 211 € | 336 € | 474 987 € | 363 € | 121 730 € | 238 € |
| en % prod. courants encaiss. | 15%-18% | 12 % | | 14 % | | 14 % | | 12 % | | 15 % | | 13 % | |

# Tableaux de bord Indices

## 4. Situation Patrimoniale

**Exercice 2009 / 2010**

| Indicateurs | Références ou Fourchettes recommandées | FNOGEC | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Ecoles 1 273 établissement(s) 200 112 élève(s) | | Collèges 167 établissement(s) 72 919 élève(s) | | Lycées 82 établissement(s) 49 181 élève(s) | | Collèges-lycées 55 établissement(s) 60 516 élève(s) | | En-col-lyc 172 établissement(s) 225 783 élève(s) | | Ecoles-collèges 254 établissement(s) 130 364 élève(s) | |
| **ACTIF** | | **% / Actif** | **moyenne** | **% / Actif** | **moyenne** | **% / Actif** | **moyenne** | **% / Actif** | **moyenne** | **% / Actif** | **moyenne** | **% / Actif** | **moyenne** |
| Actif immobilisé net | 55% - 70% | 57 % | 143 571 € | 63 % | 946 577 € | 64 % | 2 364 945 € | 70 % | 3 313 836 € | 67 % | 3 132 410 € | 58 % | 721 278 € |
| Actif circulant net, dont | 30% - 45% | 43 % | 109 560 € | 37 % | 561 358 € | 36 % | 1 302 400 € | 30 % | 1 398 733 € | 33 % | 1 547 669 € | 42 % | 521 830 € |
| *Actif Réalisable* | 5% - 10% | 6 % | 16 225 € | 8 % | 118 283 € | 11 % | 390 697 € | 8 % | 367 606 € | 8 % | 386 043 € | 8 % | 95 995 € |
| *Actif Disponible* | 25% - 35% | 37 % | 93 335 € | 30 % | 449 075 € | 25 % | 911 793 € | 22 % | 1 023 127 € | 25 % | 1 161 625 € | 34 % | 425 834 € |
| Total actif net | 100% | 100 % | 253 131 € | 100 % | 1 513 935 € | 100 % | 3 667 336 € | 100 % | 4 704 569 € | 100 % | 4 680 080 € | 100 % | 1 243 108 € |
| **PASSIF** | | **% / Passif** | **moyenne** | **% / Passif** | **moyenne** | **% / Passif** | **moyenne** | **% / Passif** | **moyenne** | **% / Passif** | **moyenne** | **% / Passif** | **moyenne** |
| Capitaux permanents, dont | 75% - 90% | 89 % | 224 942 € | 90 % | 1 366 062 € | 87 % | 3 228 711 € | 86 % | 4 142 890 € | 86 % | 4 011 215 € | 88 % | 1 097 269 € |
| *Capitaux propres, dont* | 55% - 65% | 63 % | 160 161 € | 70 % | 1 052 769 € | 76 % | 2 821 188 € | 72 % | 3 386 912 € | 66 % | 3 074 176 € | 65 % | 804 557 € |
| *Fonds propres* | 50% - 60% | 60 % | 150 708 € | 68 % | 1 026 704 € | 74 % | 2 741 057 € | 69 % | 3 225 940 € | 62 % | 2 882 092 € | 60 % | 743 848 € |
| *Provisions* | proche de 5% | 4 % | 9 452 € | 2 % | 26 065 € | 2 % | 80 131 € | 3 % | 160 970 € | 4 % | 192 084 € | 5 % | 60 710 € |
| *Dettes M.L.T* | 20% - 25% | 26 % | 64 681 € | 21 % | 312 283 € | 11 % | 407 523 € | 16 % | 755 978 € | 20 % | 937 040 € | 24 % | 292 711 € |
| Dettes CT | 10% - 24% | 11 % | 28 288 € | 10 % | 146 884 € | 13 % | 495 400 € | 12 % | 561 679 € | 14 % | 669 845 € | 12 % | 145 839 € |
| Total passif net | 100% | 100 % | 253 131 € | 100 % | 1 513 935 € | 100 % | 3 728 111 € | 100 % | 4 704 569 € | 100 % | 4 680 060 € | 100 % | 1 243 108 € |
| **RATIOS BILAN** | | | | | | | | | | | | | |
| Actif immobilier brut au m² | | 375,85 € | | 571,29 € | | 574,93 € | | 700,22 € | | 631,66 € | | 424,25 € | |
| Actif immobilier net au m² | | 145,94 € | | 213,69 € | | 333,75 € | | 256,07 € | | 246,66 € | | 151,16 € | |
| Taux de vétusté | < 50% | 55,95 % | | 60,46 % | | 62,56 % | | 63,06 % | | 60,77 % | | 51,66 % | |

# Tableaux de bord Indices

## 5. Structure Financière

**Exercice 2009 / 2010**

| Indicateurs | Références ou Fourchettes recommandées | FNOGEC | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Ecoles<br>1 275 établissement(s)<br>208 112 élève(s) | | Collèges<br>167 établissement(s)<br>72 913 élève(s) | | Lycées<br>82 établissement(s)<br>49 181 élève(s) | | Collèges-lycées<br>55 établissement(s)<br>60 516 élève(s) | | Ec-col-lyc<br>172 établissement(s)<br>225 783 élève(s) | | Ecoles-collèges<br>284 établissement(s)<br>156 364 élève(s) | |
| **Cycle d'exploitation** | | | | | | | | | | | | | |
| Fonds de roulement (% des charges)<br>en jours | 38% - 58%<br>90 - 127 jours | 41 %<br>149 j | 81 271 € | 43 %<br>155 j | 413 474 € | 48 %<br>146 j | 806 080 € | 27 %<br>95 j | 629 054 € | 27 %<br>97 j | 876 805 € | 38 %<br>139 j | 375 901 € |
| Besoin de fonds de roulement | | - 6 % | - 12 004 € | - 3 % | - 30 000 € | - 5 % | - 108 703 € | - 6 % | - 134 073 € | - 8 % | - 282 800 € | - 5 % | - 40 944 € |
| Trésorerie disponible | | 46 % | 93 335 € | 46 % | 440 075 € | 48 % | 911 783 € | 33 % | 1 023 127 € | 36 % | 1 191 605 € | 44 % | 425 834 € |
| Trésorerie nette<br>en jours | | 47 %<br>171 j | 93 119 € | 46 %<br>164 j | 443 336 € | 48 %<br>163 j | 801 209 € | 33 %<br>117 j | 1 018 838 € | 36 %<br>127 j | 1 147 840 € | 43 %<br>156 j | 422 074 € |
| **Sécurité financière** | | | | | | | | | | | | | |
| Non recouvrement créances | 0% - 3% | 3 % | | 4 % | | 5 % | | 4 % | | 4 % | | 4 % | |
| Couverture générale de CT | Min 150 % | 387 % | | 361 % | | 242 % | | 349 % | | 231 % | | 358 % | |
| Couverture immédiate de CT | Min 130 % | 330 % | | 302 % | | 194 % | | 192 % | | 174 % | | 285 % | |
| Autonomie financière | Ideal 55 % | 80 % | | 68 % | | 74 % | | 69 % | | 62 % | | 80 % | |
| Financement permanent | Min 130 % | 147 % | | 144 % | | 137 % | | 135 % | | 128 % | | 143 % | |
| Amort LT / Emprunts restant dûs | 5 - 7 ans de CAF | 4 ans | | 3 ans | | 2 ans | | 3 ans | | 3 ans | | 3 ans | |
| **Endettement** | | | | | | | | | | | | | |
| Ratio Endettement | | 39 % | | 33 % | | 13 % | | 18 % | | 23 % | | 27 % | |
| Coût de la dette (euros par élève) | | 15 € | | 28 € | | 24 € | | 29 € | | 28 € | | 22 € | |